

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

DU
REPOS HEBDOMADAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le jeudi, 16 mai 1907, à 3 heures et demie

PAR

A. ESTÈVE DE BOSCH

JURY D'EXAMEN

MM. CABOUAT, *professeur, président de la thèse.*

VILLEY, *professeur-doyen.*

ALIX, *professeur.*

ANGERS
IMPRIMERIE A. BURDIN ET C^{ie}

4, RUE GARNIER, 4

1907

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

DU

REPOS HEBDOMADAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le jeudi, 16 mai 1907, à 3 heures et demie

PAR

A. ESTÈVE DE BOSCH

JURY D'EXAMEN

MM. CABOUAT, *professeur, président de la thèse,*

VILLEY, *professeur-Doyen.*

ALIX, *professeur.*

ANGERS

IMPRIMERIE A. BURDIN ET C^{ie}

4, RUE GARNIER, 4

1907



UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1906-1907.

DOYEN :

M. Edmond VILLEY (✱, I. ✱), Membre de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM. DANJON (I. ✱), professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.

Edmond VILLEY (✱, I. ✱), professeur d'*Economie politique*, chargé du cours de *Législation financière*.

GUILLOUARD (✱, I. ✱, C. ✱, G. O. ✱, C. I. C. ✱, O. ✱ L. ✱), professeur de *Droit civil*, correspondant de l'Institut.

LEBRET (I. ✱), professeur de *Droit civil*, ancien Ministre de la Justice, chargé du cours de *Notariat et Enregistrement*.

CABOUAT (I. ✱), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.

BIVILLE (I. ✱), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours d'*Eléments de Droit civil*.

DEBRAY (A. ✱), assesseur du Doyen, professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*.

LE FUR (A. ✱), professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Eléments du Droit constitutionnel*.

ASTOUL (A. ✱), professeur de *Droit romain* et chargé du cours de *Pandectes* et du cours sur la *Coutume de Normandie*.

DEGOIS (A. ✱), professeur de *Droit criminel*, chargé d'un cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

GÉNESTAL, professeur d'*Histoire du Droit français* et chargé du cours d'*Histoire du Droit public français*.

ALLIX, professeur d'*Économie politique* et d'*Histoire des doctrines économiques*.

NÉZARD, docteur en droit, chargé des cours de *Principes de Droit public*, de *Droit administratif* et d'*Eléments de Droit public et administratif*. (Capacité.)

BINET, docteur en *Droit*, chargé d'un cours de *Droit civil*.

SECRÉTAIRE :

M. GALLOU (I. ✱), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

JURY D'EXAMEN

MM. CABOUAT, *professeur, président de la thèse.*

VILLEY, *professeur-Doyen.*

ALLIX, *professeur.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- FUSTEL DE COULANGES, *Cité antique*.
MOÏSE, *Deutéronome, Exode, Genèse*.
PLATON, *Lois*.
DALLOZ, *Répertoire de jurisprudence*.
D^r HEGLER, *Le dimanche au point de vue hygiénique et social*.
CLAVEL, *Histoire pittoresque des religions*.
HÉSIODE, *Travaux et jours*.
DURUY, *Histoire des Grecs*.
LAPLACE, *Système du monde*.
DAREMBERG ET SAGLIO, *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines*.
Codes Justinien et Théodosien.
CH.-J. HÉFÉLÉ, *Histoire des conciles*.
BORETIUS, *Capitularia regum Francorum*.
BALUZE, *Capitulaires*.
LEVASSEUR, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789*.
MARTIN-SAINT-LÉON, *Histoire des corporations de métiers*.
LUDOVIC SCIOUT, *Le Directoire*.
ALBERT VANDAL, *L'avènement de Bonaparte*.
VILLERMÉ, *Rapport sur l'état physique et moral des ouvriers*.
M^{re} TURINAZ, *Trois fléaux de la classe ouvrière*.
FÉNELON GIBON, *La nécessité sociale du dimanche d'après les derniers faits*.
CARLES HILL, *Le dimanche, son influence sur la santé et la prospérité nationale*.

LÉON XIII, *Encyclique du 15 mai 1891 sur la condition des ouvriers.*

M^{sr} DE CARSALADE DU PONT, *Instruction pastorale sur le repos et la sanctification du dimanche.*

D^r NIEMEYER, *Die Sonntagsruhe von hygieinischen standpunkte.*

ALEXANDRE LOMBARD, *Le Dimanche et la Société.*

Abbé GIBIER, *Nos plaies sociales.*

JULES DENIS, *Conséquences sociales de l'abus des boissons alcooliques le jour du repos.*

AUGUSTE BESSE, *L'utilité du repos hebdomadaire fixé au dimanche.*

X... *La loi Berteaux et ses conséquences financières.*

UN JURISTE DE BALE, *Les bons dimanches condition de prospérité nationale.*

Comptes-rendus des Congrès de Paris (1889 et 1900) et de Bruxelles (1897).

Compte-rendu de la Semaine sociale de France (session 1906).

Rapport de M^{lle} Blondelu au Conseil supérieur du travail (session 1904).

Rapport de M. Poirrier au Sénat.

Collections du Moniteur universel et du Journal officiel.

Collections des revues : le Correspondant, la Réforme sociale, l'Economiste français, l'Action française, L'Association catholique, les Etudes des Pères de la C^{ie} de Jésus; du Bulletin de la Ligue populaire pour le repos du dimanche en France; du Dimanche catholique; de l'Ami du dimanche; des Annales du Musée social.

Annuaire de législation étrangère.

INTRODUCTION

La question du repos hebdomadaire est, à l'heure actuelle, une de celles qui préoccupent le plus, et à juste titre, l'opinion publique.

Longtemps circonscrite dans le cadre restreint d'articles de revues, elle n'a paru intéresser qu'un public spécial; mais, vulgarisée peu à peu par une propagande active et intelligente, elle a fini par retenir l'attention du grand public; dès lors, elle a fait de rapides progrès dans l'opinion et le repos hebdomadaire est devenu la question populaire par excellence.

Les plus intéressés à l'aboutissement de la réforme, les employés et les ouvriers, ont partout revendiqué avec énergie, parfois même avec violence, le droit au repos, soutenus, sur ce point, il faut le dire, par la quasi-unanimité des écoles sociales et des partis politiques.

L'exemple de l'étranger où, presque partout, la loi assure à l'ouvrier sa journée de repos, a beaucoup contribué à stimuler le zèle des partisans du repos hebdomadaire et leurs efforts ont abouti au vote, le

10 juillet dernier, d'une loi garantissant aux travailleurs de l'industrie et du commerce le repos du dimanche ou, tout au moins, vingt-quatre heures de liberté par semaine.

Que cette loi, après avoir longtemps traîné dans les cartons des commissions parlementaires, ait été à la fin, dans le désir de ne pas retarder plus longtemps une réforme impatiemment attendue, votée avec un peu de précipitation; que certaines de ses dispositions soient sujettes à la critique, c'est ce que l'expérience de ces derniers mois semble bien démontrer... Mais gardons-nous de commencer dès à présent l'examen de la loi.

Il nous suffira de dire que le moment nous a paru tout indiqué pour étudier une question qui s'impose si fortement à l'attention de l'opinion.

Indiquons maintenant, d'une façon sommaire, les divisions de ce travail.

La question n'étant certes pas nouvelle, étant, on peut le dire sans exagération, presque aussi ancienne que le monde, nous avons cru devoir consacrer le chapitre I^{er} à l'*histoire* du repos hebdomadaire.

Le chapitre II a pour but de démontrer la *nécessité* du repos hebdomadaire pour l'individu, pour la famille et pour la société, aussi bien au point de vue physique qu'au point de vue moral.

Le chapitre III est consacré à l'examen et à la réfutation des principales *objections* que l'on oppose aux partisans du repos hebdomadaire.

Dans le chapitre IV, nous avons examiné quelques *difficultés spéciales à certaines industries* et nous avons reconnu qu'elles ne constituent pas un obstacle à la réforme.

Le chapitre V a pour but de rechercher quel est *le meilleur jour* de repos, et ce jour étant *le dimanche*, comme nous l'avons reconnu, les moyens les plus efficaces de faire du dimanche une journée de repos aussi général que possible.

Le chapitre VI est consacré à l'étude de la question si importante et si controversée de *l'obligation* ou de *la liberté*.

Dans le chapitre VII, nous avons étudié la *loi du 13 juillet 1906*, ainsi que les projets ou les propositions qui l'ont précédée ; les difficultés auxquelles son application a donné lieu ; et les modifications proposées.

Le chapitre VIII a pour but d'examiner la situation spéciale, au point de vue du repos, des employés de *chemins de fer*.

Le chapitre IX est consacré au repos hebdomadaire dans *l'agriculture* et à l'étude d'une *enquête* faite sur cette question dans les campagnes du Poitou.

Enfin, dans le dixième et dernier chapitre, nous avons passé rapidement en revue les *législations étrangères* en matière de repos hebdomadaire.

CHAPITRE PREMIER

Histoire du repos hebdomadaire

I. — « De tout temps et dans toutes les sociétés, l'homme a voulu honorer ses dieux par des fêtes ; il a établi qu'il y aurait des jours pendant lesquels le sentiment religieux régnerait seul dans son âme, sans être distrait par les pensées et *les labeurs* terrestres. Dans le nombre des journées qu'il a à vivre il a fait la part des dieux¹ ». Ces paroles d'un grand historien prouvent que l'institution du repos hebdomadaire ou, tout au moins, la coutume d'interrompre à certains jours le travail quotidien, remonte à la plus haute antiquité. Elles montrent aussi que c'est la religion qui a appris aux hommes à se reposer à intervalles réguliers et que c'est toujours pour des motifs religieux qu'ils se sont reposés.

Dans leur esprit, en effet, cette suspension du travail n'a pas été fondée sur les considérations phy-

1. Fustel de Coulanges, *Cité antique*, livre III, chap. vii.

siologiques et économiques que l'on fait intervenir aujourd'hui dans la question. Ces considérations résultent d'observations et d'expériences comparatives très récentes dont, jusqu'à nos jours, on n'avait même pas eu l'idée.

La nécessité physique d'un repos hebdomadaire pour l'homme et les animaux fut, il est vrai, entrevue par Moïse; elle ressort du texte du Deutéronome relatif au Sabbat¹; il semble aussi que Platon l'ait reconnue². Mais cet aspect de la question que nous étudions fut complètement oublié dans la suite et n'apparaît de nouveau que de nos jours où l'on a vu le repos hebdomadaire disparaître presque de nos mœurs en même temps que s'affaiblissaient les idées religieuses. Et c'est alors qu'on a constaté le préjudice causé par cette disparition et que l'on a conçu la pensée de faire édicter par la loi civile ce que la loi religieuse, sanctionnée par elle, édictait jadis.

Un rapide coup d'œil sur les principaux peuples de l'antiquité, avant d'aborder l'étude du repos hebdomadaire en France, nous permettra de constater l'universalité de cette institution.

II. — *Chez les Juifs*, « le Sabbat » avait avant tout un caractère religieux. C'était un jour de la semaine, le samedi, consacré à remercier et à adorer le Créateur et tout travail était rigoureusement interdit.

1. *Deutéronome*, v, 12 à 16.

2. Platon, *Lois*, II, 1.

Précepte divin, « le Sabbat » devait être nécessairement sanctionné par le législateur dans un pays où la loi civile n'était que l'application de la loi religieuse. Aussi Moïse, à la fois chef et père de son peuple, grand-prêtre et législateur, promulgua-t-il solennellement la loi du Sabbat comme une institution fondamentale ainsi qu'en témoigne le passage suivant de « l'Exode » : « Parle aux enfants d'Israël, dit Dieu à Moïse, et dis-leur : Ayez soin de garder mon Sabbat, c'est le signe de l'alliance entre vous et Moi pour toutes vos générations. Gardez mon Sabbat car il est saint pour vous. Celui qui le profanera mourra, celui qui travaillera en ce jour sera exterminé du milieu de son peuple. Entre les fils d'Israël et Moi, c'est un pacte sempiternel, un signe perpétuel¹ ».

Remarquons, cependant, que Moïse ne parle pas du Sabbat comme d'une innovation : « *Souviens-toi*, dit le Seigneur, du jour de repos² ». Cette expression semble bien prouver que le Sabbat est antérieur à la loi mosaïque et remonte à l'origine même de l'humanité. Ce qui est hors de doute, c'est qu'il a été institué pour rappeler le septième jour de la création pendant lequel Dieu se reposa et contempla son œuvre : « Dieu *se reposa* au septième jour de toute l'œuvre qu'il avait faite, et Dieu bénit le septième jour *et le sanctifia* »³. Le repos sabbatique s'étendait

1. *Exode*, xxxi, 12-17.

2. *Exode*, xx, 8.

3. *Genèse*, ii, 3.

même aux animaux : « Tu ne feras aucune œuvre en ce jour-là (le jour du Sabbat), ni toi, ni ton fils, ni ta fille, ni ton serviteur, ni ta servante, *ni ton bétail*, ni l'étranger qui est dans tes portes... »¹. Sa violation était punie de la peine de mort.

Les Juifs, dans tout le cours de leur histoire, ont été presque constamment fidèles à l'observation du Sabbat qui s'est perpétué, à travers les révolutions et les conquêtes, malgré la dispersion même, jusqu'à nos jours. Et nous pensons qu'il faut voir dans cette observation rigoureuse d'une de leurs institutions religieuses fondamentales, une des causes de la surprenante vitalité des Israélites au milieu des nations modernes.

En Chine, le livre sacré d'Y-King, très antérieur à Confucius, qui vivait lui-même plus de cinq siècles avant Jésus-Christ, prescrit d'honorer le Tien (divinité suprême) de sept jours en sept jours. Un autre livre, le Chu-King², dit, comme le précédent, que tous les anciens empereurs, au septième jour appelé « le grand jour », faisaient fermer les portes des maisons; toute transaction commerciale était interdite et les tribunaux ne pouvaient rendre aucun jugement³.

Il y a, encore de nos jours, en *Extrême-Orient*, de

1. *Exode*, xx, 9 et suivants.

2. Voir Dalloz, *Jours fériés*.

3. Docteur Hægler : Conférences sur « Le dimanche au point de vue hygiénique et social », Bâle, 1879. Descoubès : Rapport lu à l'Athénée de Bordeaux, le 10 décembre 1890.

nombreuses fêtes chômées : chez les Siamois, chaque huitième ou quinzième jour de la lune croissante ou décroissante est fêté ; ils appellent ce jour *van phro* (jour divin) ; les jours *phro* sont chômés à moins de raisons graves ; jadis même il était défendu de pêcher et de chasser¹.

Dans l'Inde, l'institution de la semaine est connue, le souryadivâsa (jour du soleil) correspond à notre dimanche. Les fêtes des Hindous sont très multipliées ; on en compte trente-neuf principales².

En Grèce, le poète Hésiode, qui vivait au ix^e ou au viii^e siècle avant Jésus-Christ, parle, à plusieurs reprises, du septième jour comme d'un jour sacré³. Plus tard l'année fut coupée par des fêtes et des solennités religieuses dont le nombre alla toujours en augmentant. A Athènes, au temps de Périclès, il y en avait jusqu'à quatre-vingts par an. Platon trouvait, pour ces solennités, à côté de la raison religieuse, un motif social : « Les dieux, dit-il, touchés de compassion pour le genre humain, que la nature condamne au travail, lui ont ménagé *des intervalles de repos* par la succession régulière des fêtes instituées en leur honneur⁴ ». Pendant ces fêtes, afin que

1. Nous devons ces détails à l'obligeance de M. l'abbé Chevillart, missionnaire apostolique à Nantes, qui a été longtemps missionnaire au Siam.

2. *Histoire pittoresque des religions*, par Clavel, t. I, p. 209 et 210.

3. Hésiode, *Travaux et jours*, vers 768^e et 803^e.

4. Platon, *Lois*, II, 1.

rien ne vint distraire le peuple de ses devoirs religieux, le cours ordinaire de la vie était, pour ainsi dire, arrêté et *tout travail interdit par la loi*. « Dès que le service du dieu commençait, écrit M. Victor Duruy, les affaires de la cité étaient suspendues : les tribunaux se fermaient ; on ajournait les paiements, les exécutions des débiteurs ou des coupables ; même à Sparte, les décisions qui importaient le plus à la sûreté de l'État. On ne voulait pas servir à la fois deux maîtres, le peuple et les dieux. Démosthène cite une *loi d'Athènes qui punissait la violation du repos des jours fériés*,... Comme durant notre Moyen-Age, les corporations, les métiers, même l'âge et le sexe avaient leurs patrons et leurs fêtes. Ainsi, à Athènes, les matelots, les forgerons, et sans doute bien d'autres ; à Sparte, les nourrices ; en divers lieux, les esclaves »¹.

Nous venons de voir que, dans l'histoire ancienne de la Grèce, du temps du poète Hésiode, le septième jour était sacré ; nous avons vu qu'il en était de même chez les Juifs et en Chine ; nous savons enfin que les Hindous connaissent la semaine. Le passage suivant d'un auteur très sérieux montre que la coutume de fêter le retour du septième jour est absolument universelle : « De tout temps, dit Dalloz (jours fériés), on a remarqué le septième jour de la semaine comme un jour plus solennel. Aristobule, philosophe péripa-

1. Victor Duruy, *Histoire des Grecs*, t. I. ch. xv, p. 744 à 746.

téticien, cite plusieurs passages de divers auteurs, notamment d'Homère et d'Homère, qui signalent ce jour comme saint pour tout l'univers. Les Indiens, les Perses, les Chaldéens¹, les Égyptiens, les Péruviens l'avaient en vénération. Théophile, évêque d'Antioche, écrivait dans le ⁱⁱe siècle, que toutes les nations observaient ce jour-là comme les Juifs. Les Athéniens et les Romains le fêtaient en l'honneur de la lune; les druides de la Grande-Bretagne le tenaient pour sacré; les Phéniciens le consacraient à Apollon. Du temps de Mahomet les Arabes le respectaient comme les Juifs ». Cette universalité de la semaine qui, depuis la plus haute antiquité à laquelle se perd son origine, circule sans interruption à travers les siècles, en se mêlant aux calendriers successifs des différents peuples et se trouve identiquement la même par toute la terre, fait dire au grand astronome Laplace que « c'est peut-être le monument le plus ancien et le plus incontestable des connaissances humaines² ». Mais à cette division du temps en périodes de sept jours, à la sanctification du septième jour, il faut ajouter *l'idée de repos* qui s'y trouve intimement unie, comme le révèle, après l'étude de l'histoire, celle de la philologie qui nous montre le même mot servant à dési-

1. Pour les Chaldéens et les Assyriens, voir une étude du P. A. Durand, sur *La semaine chez les peuples bibliques*, dans « Les Études » des R. P. de la Compagnie de Jésus, mars et juin 1895.

2. Laplace, *Système du monde* (édition Paris, 1835, t. I^{er}, ch. III, p. 21).

gner le nombre *sept*, l'action *d'adorer* et l'idée de *repos* dans les langues les plus anciennes, l'hébreu, le sanscrit etc.¹.

1. « Une science toute moderne, la philologie, dit M. Descoubès, nous offre sur ce point les données les plus curieuses et une confirmation des plus étranges de la tradition historique. La langue des peuples primitifs ne saurait mentir, puisque les mots n'ont pu leur servir qu'à désigner les objets qu'ils avaient vus ou les idées qu'ils avaient conçues. Voici donc ce que nous apprend dans cette science l'étude du mot *Sabbat*. On sait qu'en hébreu *sabbat*, qui désigne le septième jour de la semaine, signifie *repos*. Or l'hébreu, qui paraît être le type des langues sémitiques telles que l'arabe, le chaldéen, le persan, le syriaque, l'égyptien, le phénicien, a des rapports d'affinité avec le sanscrit, qui est lui-même le type des langues aryennes. C'est la langue primitive de l'Inde et celle des Brahmes dont la découverte est due aux travaux d'un jésuite, le P. Roberto de Nobili, il y a plus d'un siècle. C'est au sanscrit que se rattache une grande partie des langues européennes, non seulement le grec et le latin, mais même le celtique, le saxon et ses nombreux dérivés. Or en sanscrit le mot *saptan* signifie *repos* comme l'hébreu *sabbat*. C'est de ce même mot *suptan* que dérive le terme numéral *sapt* qui désigne la septième unité, et dont la filière est visible dans toutes les langues que nous venons de citer. C'est bien évidemment du terme sanscrit *sapt* ou *sabt* que dérivent le français : *sept*; le latin, *septem*; le grec, *hepta*; l'arabe, *seba*; l'anglais, *seven*, etc. (voir dans Ozanam : *Études germaniques*, t. I^{er}, chap. IV, p. 204, le même mot dans les langues germaniques), de telle sorte qu'il est logique de conclure : que lorsque les premiers peuples ont voulu constituer leur numération parlée, ils ont désigné la septième unité par une abréviation du mot qui, dans leur langue mère, signifiait *repos*. Enfin, ce qu'il y a de non moins singulier comme linguistique, c'est que dans cette même langue sanscrite l'action d'adorer s'exprime par le verbe *séva*, *σεβα* en grec. De là le culte des Sabéens, qui professaient le monothéisme au temps d'Abraham. De manière encore que le même mot, considéré dans ses racines primordiales, sert à caractériser, par un témoignage à l'abri de toute altération possible, la triple fin de l'institution hebdomadaire, en remontant à ses origines les plus

Chez les Romains, à l'époque païenne, on divisait les jours au point de vue du culte, en *dies festi*, *profesti* ou *intercisi vel endotercisi*. Les premiers étaient destinés aux fêtes religieuses et se solennisaient, conformément aux prescriptions du culte, par l'*interdiction du travail* et par des sacrifices aux dieux. Les seconds étaient profanes; et les derniers « entre-coupés », *ex parte festi*, parce que la moitié seulement en était consacrée aux dieux. On distinguait les fêtes publiques et les fêtes privées. Les fêtes publiques étaient celles que l'État célébrait à ses frais dans ses temples, par le ministère de ses magistrats ou de ses prêtres, en l'honneur de ses dieux, et qui étaient *obligatoirement chômées* par tout le peuple; les secondes étaient particulières aux individus, aux familles, aux collèges; elles n'étaient célébrées que par un petit nombre de citoyens qui étaient seuls « tenus » ou « liés » par elles. Les jours de fête, toute affaire profane était suspendue¹; le tra-

antiques. » (Descoubès : Rapport écrit pour le Comité des *Union, de la paix sociale*, et lu à l'Athénée de Bordeaux le 10 décembre 1890.)

1. On lit dans le *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines*, de Daremberg et Saglio, à l'article *Ferix* : « Ces jours-là (les jours de fête), l'homme devait aux dieux toutes ses actions, tous ses sentiments, toutes ses pensées. Ce n'étaient pas des jours d'oisiveté (*otium*), mais plutôt des jours de relâche (*quies, requies*) pour toute occupation purement humaine. Les affaires publiques et privées étaient suspendues; l'homme libre faisait trêve à ses procès et à l'exploitation de son champ; il arrêtait le travail de ses animaux, de ses esclaves; de la famille dont il était le père et le chef. »

vail des esclaves et même des animaux était arrêté.

Tel était le caractère primitif du jour de fête; mais à ce principe de repos absolu, la loi religieuse de l'époque classique apporta d'assez notables tempéraments, et les « livres des pontifes » finirent par autoriser d'assez nombreuses besognes. Finalement il fut permis de travailler *pour conserver* son patrimoine, par exemple de soigner ses animaux, de réparer une poutre, mais non de travailler *pour s'enrichir*.

Les jours de fête étaient fréquents à Rome. MM. Daremberg et Saglio, dans le « Dictionnaire des antiquités grecques et romaines » estiment à quarante-huit par an, y compris les Ides de chaque mois qui étaient consacrées à Jupiter, le nombre des jours de fête à l'époque du roi Numa. Mais plus tard, à mesure que les Romains adoptaient les divinités des peuples vaincus, ce nombre fut de beaucoup dépassé. Vers le milieu du iv^e siècle de notre ère, on en comptait quatre-vingt-neuf¹.

Les auteurs latins, prosateurs ou poètes, Ovide, Virgile, Ausone, Cicéron, Varron, Columelle, Macrobe, sont pleins d'allusions aux *feriæ*, à ce qui est permis ou interdit ces jours-là.

1. Ce nombre, qui est celui des seules fêtes publiques, a été obtenu par MM. Daremberg et Saglio, qui ont réussi à reconstituer le tableau des fêtes publiques existant vers le milieu du iv^e siècle, à l'aide d'un calendrier publié en 354 par Philocalus, de la poésie d'Ausone sur les *fêtes romaines* et de quelques textes des écrivains chrétiens.

Au iv^e siècle, certaines fêtes étaient célébrées à la fois par les païens et par les chrétiens ; c'étaient les fêtes astronomiques et les solennités de la nature ; elles constituaient une sorte de terrain neutre. Le premier jour de la semaine, notre dimanche, était fêté, vers la fin de l'Empire romain, par les uns et par les autres ; pour les païens, c'était « le jour du soleil » qu'ils avaient emprunté aux peuples de l'Orient ; pour les chrétiens, c'était « le jour du Seigneur ». Constantin, en 321, ordonna que « juges, plébéiens et artisans se livrasent au repos le jour vénéré du Soleil »¹ ; c'était, en même temps, faire célébrer une fête païenne et sanctionner la défense faite par l'Église aux chrétiens de se livrer au travail le dimanche ; le travail de la terre resta cependant permis.

Enfin, quand le christianisme eut définitivement triomphé du paganisme, le pouvoir adopta son calendrier. Théodose, en 389, supprima, par une ordonnance impériale, le calendrier public de la Rome païenne et consacra l'avènement des fêtes chrétiennes dans l'État².

Les empereurs chrétiens se sont occupés, à diverses reprises, du dimanche ; et on compte huit constitutions impériales concernant le dimanche et ce qui peut ou ne peut pas être fait ce jour-là³.

1. Code Justinien III, 12, 2 (3) ; C. théodosien II, 8.

2. C. théodosien II, 8, 2 (19).

3. Pour ces constitutions, voir C. Justinien III, 12, 3, *de feriis* ;

Les peuples islamiques ont, eux aussi, leur jour de prière qui revient une fois par semaine, le vendredi. Le repos n'est pas obligatoire ce jour-là, mais, en fait, pour un grand nombre le travail est suspendu, car une partie considérable de la journée des Musulmans est employée à la prière.

III. — Le repos du dimanche a été l'objet, *dans l'histoire de France*, de nombreuses prescriptions de la loi religieuse et de la loi civile.

Le troisième concile d'Orléans (538), dans son vingt-huitième canon, interdit le travail du dimanche aux laboureurs¹. Le seizième canon du concile d'Auxerre (578) prohibe les travaux des esclaves le dimanche². Le deuxième concile de Narbonne (589), dans son quatrième canon, ordonne « que tout

et C. théodosien II, 8 ; III, 8. Voici, à titre d'exemple, le résumé, tiré du code théodosien, de trois de ces constitutions : « Les empereurs Gratien, Valentinien et Théodose ordonnent que le jour du Soleil (qu'on appelle à juste titre le jour du Seigneur), les affaires de tous les hommes soient suspendues ; qu'aucune dette, ni publique, ni privée, ne soit recouvrée ; qu'aucun jugement, ni public ni privé, ne soit rendu ; que tout contrevenant soit poursuivi pour sacrilège. » (C. théod. II, 8, 8.) « Constantin ordonne de suspendre tous les procès, toutes les réclamations le dimanche (jour du Soleil ou jour du Seigneur) ; il permet cependant d'émanciper et d'affranchir ce jour-là et, par suite, autorise les formalités nécessaires pour ces actes » (C. théod. I, 2, 8). « Valentinien ordonne la fermeture des théâtres et des cirques le dimanche et les jours de fêtes des chrétiens, afin que leur esprit ne soit pas détourné du culte divin. » (C. théod., V, 15, 5.)

1. Ch.-J. Héfélé, *Histoire des conciles*, t. III, p. 383.

2. Ch.-J. Héfélé, *Histoire des Conciles*, t. III, p. 586.

homme libre ou esclave, Goth, Romain, Syrien, Grec ou Juif s'abstiendra de tout travail le dimanche, sous peine à l'homme libre de six sous d'or et à l'esclave de cent coups de fouet. » Le seizième canon du sixième concile d'Arles porte « qu'on n'exposera les dimanches aucune marchandise en vente, qu'on ne plaidera point, qu'on ne s'occupera ni à la culture des terres, ni à aucune autre œuvre servile, mais seulement à ce qui est nécessaire pour l'exercice de la religion ». Le synode de Chalon-sur-Saône, dont on ne connaît pas la date exacte et que l'on place entre 644 et 656, interdit, dans son dix-huitième canon, les travaux des champs le dimanche. Ces décisions des conciles, qu'il serait facile de multiplier, avaient force de loi, car le roi, comme « évêque du dehors », en assurait l'exécution.

D'ailleurs, les rois de France des trois dynasties enjoignirent aussi, à plusieurs reprises, de respecter le repos du dimanche.

Un capitulaire de Childebert I^{er} rendu en 532 d'après les uns, en 552 ou 554 d'après les autres, interdisait ce jour-là, les jeux des bouffons, les chansons et les danses¹.

Dagobert, dans un édit de 630, décide que « celui qui sera trouvé coupable de quelque contravention sera réprimandé une ou deux fois si c'est une personne libre. En cas qu'il ne se corrige pas, qu'il soit,

1. Boretius, *Capitularia regum Francorum*, t. I, p. 3.

puni, la troisième fois, de cinquante coups sur le dos. S'il y retourne une quatrième fois qu'on lui confisque le tiers de son bien. S'il a l'audace de la récidive, qu'il souffre la servitude pendant tous les jours de sa vie puisqu'il n'a pas voulu servir volontairement le Seigneur un seul jour de la semaine. Qu'à l'égard de l'esclave, il soit fustigé la première fois; que s'il retourne dans le crime, la main droite lui soit coupée¹ ».

Pépin en 755², Charlemagne en 789³ et 809 ou 810⁴, Louis le Débonnaire en 827⁵, ordonnent, dans des capitulaires, la célébration et le repos des dimanches et jours de fêtes. Le capitulaire de Louis le Débonnaire énumère les « œuvres serviles » auxquelles il est interdit de se livrer le dimanche. Il fait mention du labourage, de la culture de la vigne, de l'abatage des bois, du jardinage, de la tonte des moutons, des approvisionnements de guerre; mais l'industrie n'y figure que par la bâtisse et par les travaux réservés aux femmes, tissage, couture, blanchissage⁶. A cette époque, et dans les siècles qui suivirent, tout travail et tout trafic étaient sévèrement

1. *Capitulaires* de Baluze, t. I, col. 67, chap. xxxviii et col. 112, chap. 11.

2. Boretius, *Capitularia regum Francorum*, t. I, p. 36.

3. Boretius, *id.*, t. I, p. 61.

4. Boretius, *id.*, t. I, p. 179.

5. Boretius, *id.*, t. I, p. 312.

6. E. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789*, t. I, l. II, chap. vi, p. 200.

interdits le jour du Seigneur. Les meuniers mêmes et les bouchers devaient s'abstenir de travailler et de vendre. En Bretagne, les barbiers ne pouvaient exercer leur métier; et presque partout il était défendu aux voituriers de transporter denrées et voyageurs.

Mais, dès le XII^e siècle, on se relâcha de cette sévérité. Philippe-Auguste permit de vendre le dimanche du blé et autres denrées de première nécessité. Les maîtres de la draperie furent autorisés à visiter les draps le dimanche pour s'assurer de leur qualité. Des assemblées, qui paraissent avoir été des marchés ou des foires, purent être tenues ce jour-là. Le « livre des métiers » d'Étienne Boileau contient le statut qui permet aux selliers « d'enarmer un escu au besoing, mestre un estriz ou un poitral à une sèle ou un har-nois à some atachier ». Les gantiers avaient le droit ou la coutume d'étaler, à tour de rôle, les dimanches. Les barilliers n'étaient pas, non plus, astreints à chômer les jours fériés. Cependant M. Levasseur nous apprend que dans plusieurs métiers de Paris, notamment chez les mégissiers, le travail cessait dès le samedi lorsque sonnaient les vêpres¹; à plus forte raison, était-il interdit de travailler le dimanche. Au sujet des orfèvres, nous trouvons dans le livre de Boileau le renseignement suivant : nul orfèvre, à

1. E. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789*, t. I, livre III, chap. v, p. 320.

part un seul à tour de rôle¹, ne peut ouvrir sa forge les dimanches et jours de fête. Celui dont la forge fonctionnera devra remettre toutes ses recettes à la confrérie. Celle-ci, avec tout l'argent qu'elle aura reçu de cette sorte, donnera, à Pâques, un dîner aux pauvres de l'Hôtel-Dieu de Paris².

M. Martin-Saint-Léon a calculé qu'il y avait, par an, vers la fin du Moyen-Age, quatre-vingts jours de chômage complet et soixante-dix à quatre-vingts jours de chômage partiel. « L'ouvrier, conclut-il, a donc, en somme, plus de deux mois et demi de repos absolu, et sur les neuf mois et demi restants, il bénéficie encore pendant deux mois et demi environ, d'une réduction de la journée de travail³ ».

François I^{er}, en 1520, défendit les danses publiques le dimanche. Charles IX, en 1560, prohiba les

1. Il est curieux de trouver à cette époque un exemple du travail alternatif du dimanche, usité aujourd'hui dans certaines villes, notamment pour les pharmacies.

2. Baron Jean de Prez-Crassier, étude sur « Les corporations, syndicats, associations ouvrières de production » parue dans la revue *l'Action française*, du 1^{er} mars 1906.

3. E. Martin-Saint-Léon, *Histoire des corporations de métiers*, chap. iv, p. 121. M. Martin-Saint-Léon dit que le travail était *entièrement suspendu* tous les dimanches et les jours de grandes fêtes religieuses; or, ces fêtes étaient alors très nombreuses: une trentaine au moins. La journée de travail finissait *plus tôt que d'habitude* tous les samedis et tous les jours de fêtes religieuses non chômées dites « de commun de vile foire »; il y avait vingt à trente fêtes de cette catégorie par année. Ces jours-là, la journée, au lieu de se prolonger jusqu'à l'heure du couvre-feu comme d'ordinaire, prend fin au premier ou au second coup de vêpres, c'est-à-dire vers quatre heures. En été, c'est là pour l'ouvrier une dimi-

marchés dans l'ordonnance dite d'Orléans. En 1572, le Parlement interdit le transport des personnes et

nution de trois heures de travail chaque samedi. Dans certains métiers même, le travail cessait le samedi à midi. Une sentence du prévôt de Paris, en 1456, confirmant les statuts des potiers de terre, porte que le travail cessera à douze heures (midi) les jours de samedi et les vigiles de Noël, de l'Ascension, de la Fête-Dieu, de cinq fêtes de Notre-Dame, de Saint-Jean-Baptiste et de la Tous-saint.

L'habitude de chômer l'après-midi des samedis, des jours de fêtes secondaires et des vigiles des grandes fêtes, paraît avoir existé en France dès le ^{xii}e siècle et a duré jusqu'à la fin du ^{xv}e ou au début du ^{xvi}e siècle. En effet, de ce que les premiers textes explicites et complets que nous possédions sur la réglementation des métiers au moyen-âge sont contenus dans le livre d'Etienne Boileau qui fut prévôt de Paris de 1258 à 1267, il ne s'ensuit pas que Boileau ait été le premier à réglementer les métiers. Son livre n'est qu'un recueil, qu'une coordination des coutumes préexistantes mais auparavant non écrites ; il est donc très probable que l'usage de chômer l'après-midi des samedis et veilles de fêtes, que l'on trouve indiqué dans ce livre, existait en France dès le ^{xii}e siècle. D'autre part, le professeur Brentano, de Munich, qui fait autorité en ces matières, croit que cette habitude s'est perdue au ^{xv}e ou au ^{xvi}e siècle. D'après lui, « l'ordonnance interdisant le travail l'après-midi des samedis et veilles de fêtes était commune à tous les pays et avait son origine dans la coutume de l'Eglise catholique de solenniser par des services religieux la vigile des fêtes et dimanches. Cette coutume se perdit à la Réforme et c'est seulement à une date récente que l'ouvrier anglais a pu reconquérir ce repos perdu. » (Introduction du recueil de Toulmin Smith « The original Ordinances of more than one hundred Early English Gilds », Londres, Trübner 1870.) En Angleterre, le texte le plus ancien sur le repos du samedi est le statut des foulons de Lincoln, cité par Toulmin Smith, qui porte : « que nul foulon ne travaille après-dîner les samedis ou l'un quelconque des jours qui doivent être fêtés d'après la loi de l'Eglise ». Il se pourrait donc que les Anglais nous aient emprunté cet usage. Ce qui est hors de doute, c'est que cette coutume, si précieuse pour les ouvriers, qui a été pratiquée dans

des denrées sous peine de confiscation des chevaux et de la chose voiturée. Henri III, en 1579, dans l'ordonnance dite de Blois, sévit contre les joueurs de farces, bateleurs, cabaretiers, mattres des jeux de paume et d'escrime qui exerceraient leur métier le dimanche ou les jours de fête. Toutefois, si l'on en croit un conte satirique de Bonaventure Despériers, cette ordonnance n'avait pas toujours été bien observée. Après un arrêt du Parlement de 1588, et une sentence de police de 1638, Louis XIII rendit, le 12 décembre 1641, une ordonnance de police qui sanctionna toutes les défenses antérieures par une amende de cent livres parisis et la prison et, de plus, la saisie et la confiscation de tous les ouvrages, marchandises, outils, chevaux, bateaux, voitures, etc.

Il y eut encore, aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, de nombreux arrêts du Parlement dans le même sens. De plus Louis XIV, dans une ordonnance du 11 janvier 1696 suivie d'une déclaration royale du 16 décembre 1698, confirma les défenses de ses prédécesseurs. Louis XV rendit, le 8 juin 1764, une ordonnance de police très rigoureuse. Elle interdit tout travail, tout trafic, les dimanches et jours de fête, défend « aux particuliers, bourgeois et habitants,

l'Europe entière pendant la plus grande partie du moyen-âge, a une origine religieuse. On sait que, depuis moins d'un siècle, on y est revenu en Angleterre et que l'on donne le nom de « semaine anglaise » au système qui consiste à organiser le travail de la semaine de manière à laisser libre l'après-midi du samedi. Ce système s'est répandu au Japon.

d'employer leurs domestiques ni aucuns artisans à des œuvres serviles », prohibe même les étalages des livres, images et de toutes marchandises. Elle défend aussi aux cabaretiers, limonadiers, maîtres de jeux de paume ou de billard etc. d'ouvrir leurs cabarets et boutiques pendant l'office divin et leur enjoint, sous peine de trois cents livres d'amende pour la première fois, et de fermeture en cas de récidive, de refuser l'entrée de chez eux à ceux qui se présenteront pour y boire ou y jouer. Enfin, elle prohibe les danses, les dimanches et fêtes, dans les cabarets, chez les traiteurs et autres et défend aux musiciens de s'y trouver « à peine de cinq cents livres d'amende contre chacun des contrevenants et, en outre, confiscation des instruments de musique ». Notons encore les lettres-patentes par lesquelles Louis XVI confirme, en février 1778, un mandement de l'archevêque de Paris portant suppression de plusieurs fêtes dans son diocèse et prescrivant l'observation des autres fêtes et des dimanches; enfin l'ordonnance de police du 30 avril de la même année.

Mais, en dépit des peines sévères édictées par les ordonnances royales, notamment par celle de 1764, la défense de travailler le dimanche paraît avoir été assez mal observée au XVIII^e siècle. M. Levasseur cite une Anglaise, M^{me} Piozzi qui, voyageant en France en 1784, était choquée de voir « qu'on conduit des voitures, qu'on ouvre des petites boutiques le dimanche, qu'on ne s'abstient ce jour-là d'aucun plaisir ni d'au-

cun travail' ». Quelque exagération qu'ait pu apporter dans son appréciation de l'état de la France au point de vue qui nous occupe cette étrangère habituée au rigorisme de son pays, la sévérité même des peines infligées aux transgresseurs du repos dominical donne à penser que ce repos ne devait plus être rigoureusement observé. D'ailleurs, l'affaiblissement du sentiment religieux à la veille de la Révolution était de nature à amener, surtout dans les villes, un relâchement dans l'observation de cette loi.¹

Nous voici arrivé au terme de ce que l'on appelle généralement « l'ancien régime » par opposition à la société nouvelle issue des principes de 89 et de la Révolution. Nous avons vu quel souci constant de faire respecter le repos du dimanche a montré la Monarchie française dans tout le cours de sa longue histoire. Sans doute, c'est surtout à des considérations d'ordre religieux que nos rois ont obéi; il est permis, cependant, de penser que le désir d'augmenter le bien-être des cultivateurs et des artisans de leur royaume en leur assurant au moins un jour de repos par semaine, n'a pas été étranger aux motifs qui ont dicté leurs capitulaires et leurs ordonnances².

1. E. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789*, t. II, p. 857.

2. Sans démontrer d'une façon scientifique, comme on l'a fait de nos jours, la nécessité physique du repos hebdomadaire, on se

IV. — La Révolution tenta de bouleverser de fond en comble l'antique division de l'année en mois et en semaines. La Convention nationale, par un décret du 5 octobre 1793, divisa l'année en douze mois égaux de trente jours chacun; restaient cinq jours complémentaires que le décret du 24 novembre suivant appela sans-culottides. Les mois furent divisés en trois *décades* dont les jours furent nommés : primidi, duodi, tridi, quartidi, quintidi, sextidi, septidi, octidi, nonidi et décadi. Le jour de repos fut fixé au décadi. C'était l'abolition de la semaine. Cette mesure souleva des protestations; l'Église constitutionnelle elle-même n'accepta pas ce calendrier et tous ses évêques protestèrent contre ce changement, déniaient même à une grande église nationale le droit de transférer le jour septénaire du repos chrétien au décadi. La loi du 4 frimaire an II ordonna aux fonctionnaires de respecter le décadi, mais se contenta de conseiller aux citoyens d'observer le nouveau régime.

L'ensemble de la nation n'accepta jamais ce bouleversement d'habitudes millénaires et continua à chômer le dimanche. Reconnaisant enfin que les forces corporelles de l'homme ne sont pas suffisantes pour un travail de neuf jours consécutifs, le gouvernement accorda aux citoyens l'autorisation de se reposer l'après-midi du cinquième jour, s'ils le dési-

rendait évidemment compte qu'un jour de repos par semaine est utile à la santé.

raient. Après le 9 thermidor, les décadis furent presque oubliés ; seuls, ou à peu près seuls, les fonctionnaires et la secte des théophilanthropes continuèrent à les observer.

Mais après le coup d'État du 18 fructidor an V, le Directoire fit de grands efforts pour remettre en honneur, de gré ou de force, l'observation des décadis. La loi du 17 thermidor an VI enjoignit à tous les Français de les chômer, sous des peines très sévères. « Le Directoire, écrit, M. Ludovic Sciout, prit pour les décades un grand nombre d'arrêtés généraux plus vexatoires les uns que les autres, et les administrations s'empressèrent de renchérir encore sur eux par des arrêtés particuliers. Le chômage du décadi rede-
vint obligatoire comme un acte de patriotisme, et celui du dimanche fut de nouveau interdit comme un acte de paresse et d'opposition à la République¹ ». Pour imposer le décadi et proscrire le dimanche, on eut recours à la violence, à la corruption et on ne recula même pas devant le ridicule. « On allait, écrit M. Albert Vandal, jusqu'à obliger les gens de quitter leurs habits de fête le dimanche, et de s'endimancher le décadi² ». Dans le canton de Manosque (Basses-Alpes), une expédition militaire ayant été organisée pour arrêter les contrevenants, « il fut fait feu par la troupe sur quelques cultivateurs qui voulurent fuir³ ».

1. Ludovic Sciout, *Le Directoire*, t. IV, p. 369.

2. Albert Vandal, *L'avènement de Bonaparte*, p. 36.

3. Rapport du 1^{er} prairial an VI, cité par Sciout, t. IV, p. 385.

A Strasbourg, on interdit aux ouvriers de travailler dans leurs domiciles portes et fenêtres closes et sans bruit ; au moindre bruit suspect, les agents envahissent la maison et dressent procès verbal si l'on y travaille ; une femme fut condamnée pour avoir été trouvée chez elle travaillant à un bas ¹. Non seulement il fallait se reposer le décadi, mais on était forcé de travailler le dimanche. A Tours, en prairial an VIII, au commencement du Consulat, on prononça des condamnations contre une cinquantaine de personnes coupables d'avoir fermé leurs boutiques le jour de la Pentecôte². Pour vaincre les scrupules du clergé constitutionnel, qui refusa généralement de transférer au décadi la solennité du dimanche, on usa contre lui de la corruption espérant que cela réussirait mieux que la persécution ouverte. A plusieurs reprises, on promit de l'argent aux prêtres qui fêteraient le décadi³. Mais, pas plus que la violence, la corruption ne réussit à détacher le peuple de l'observation du dimanche. La Révolution se heurtait à une tradition

1. Rapport d'un certain Mallarmé délégué des consuls dans la cinquième division militaire. Cité par Sciout, t. IV, p. 390.

2. Ludovic Sciout, *Le Directoire*, t. IV, p. 413.

3. Sciout cite un rapport du commissaire du Directoire exécutif près l'administration municipale de Pierrefite (Seine), disant qu'il a promis la somme de 200 francs à chacun des sept prêtres de son canton « quand on aura la preuve acquise qu'il y a eu trois décades chômées par eux, et trois dimanches de travail » (Sciout, t. IV, p. 394). On usa plus d'une fois de ce moyen comme le constate Grégoire dans son compte-rendu au concile tenu en 1801 par l'Église constitutionnelle.

trop enracinée pour qu'elle pût en triompher. « Le peuple, dit Albert Vandal, désobéit et ne voulut pas rompre avec une tradition de quinze siècles¹. » Dans l'Yonne, les gendarmes intervenant brutalement pour empêcher des danses au jour ci-devant férié, les paysans s'écrient : « Où est donc la liberté si nous ne pouvons pas danser quand nous voulons ? »

Cependant le gouvernement, revenu à une conception plus raisonnable des droits du pouvoir, comprit qu'il ne pouvait aller plus longtemps contre les mœurs et les vœux des populations, et donna pour instructions à ses agents de fermer les yeux sur les violations de ses lois draconiennes². Le 7 thermidor an VIII, le gouvernement prit deux arrêtés déclarant que les décadis n'étaient plus obligatoires que pour les autorités et les fonctionnaires et abolissant le système des mariages décadaires qui obligeait les mariés villageois à de longs trajets pour comparaître, les décadis seulement, devant les officiers publics et

1. Albert Vandal, de l'Académie française, *L'avènement de Bonaparte*, p. 37.

2. Sciout, t. IV, p. 386.

3. Thibeaudeau nommé préfet de la Gironde, ayant écrit, le 7 prairial an VIII, au ministre de l'intérieur qu'il avait trouvé, à Bordeaux, « les décadis très négligés par les citoyens et les autorités » et « un grand empressement à célébrer les anciennes fêtes », constate que « l'usage est en contradiction avec des lois précises » et demande des instructions. Le ministre lui répondit de faire « ce qu'il peut pour concilier les lois avec les vœux du gouvernement jusqu'à ce qu'on lui fasse connaître le résultat d'un travail qu'on prépare sur cet objet » (Ludovic Sciout, t. IV, p. 413 et 414).

pour faire célébrer leur union dans le temple du chef-lieu de canton, et « les exposait aux plaisanteries obscènes des mauvais sujets de petites villes¹ ».

Bientôt le dimanche reprit la place qui lui revenait. Le sénatus-consulte du 13 floréal an X décida que les publications de mariages auraient lieu désormais le dimanche.

Le repos du dimanche fut rétabli pour les fonctionnaires par la loi du 18 germinal an X qui promulgua le Concordat conclu entre le Premier Consul et le pape Pie VII.

Enfin Napoléon, conformant la légalité aux mœurs, supprima par le sénatus-consulte du 21 fructidor an XIII, le calendrier républicain à partir du 10 nivôse an XIV (31 décembre 1805) ; et le 1^{er} janvier 1806, on revint officiellement au calendrier grégorien.

L'antique institution de la semaine et le dimanche avaient triomphé de la plus violente des persécutions.

V. — Dans le courant du xix^e siècle, on trouve plusieurs importantes dispositions législatives sur le repos hebdomadaire au dominical.

C'est d'abord la loi du 18 novembre 1814 « relative à la célébration des fêtes et dimanches » par laquelle le gouvernement de la Restauration fit revivre les édits et ordonnances de l'ancienne monarchie. Cette loi édicte, dans son article premier, que « les

1. Albert Vandal, *L'avènement de Bonaparte*, p. 36.

travaux ordinaires seront interrompus les dimanches et jours de fêtes reconnus par la loi de l'État ». Mais elle contient de nombreuses dérogations à ce principe, notamment en faveur des marchands de comestibles, des pharmaciens, des usines dont le travail ne pourrait être interrompu sans dommage, des armateurs pour le chargement des navires marchands, des meuniers pour la mise en marche de leurs moulins, des moissonneurs, etc. L'article 3, qui est la reproduction presque littérale d'un article de l'ordonnance de 1764, défend, dans les villes de moins de cinq mille âmes ainsi que dans les bourgs et villages, aux cabaretiers, marchands de vin, débitants de boissons, traiteurs, limonadiers, maîtres de paume et de billards, de tenir leurs maisons ouvertes et d'y donner à boire et à jouer les dimanches et fêtes légales pendant le temps de l'office.

La loi de 1814, en raison des préoccupations d'ordre religieux que dénote l'article 3 et aussi parce qu'elle constituait une dérogation au principe de la liberté du travail, a été l'objet de très vives attaques de la part des libéraux. Aussi, ne fut-elle jamais entièrement appliquée. Elle tomba peu à peu en désuétude, mais n'a été abrogée que par la loi du 18 juillet 1880 qui, de plus, abroge toutes les lois et ordonnances rendues sur la même matière, sauf l'article 57 de la loi organique du 18 germinal an X fixant au dimanche le repos des fonctionnaires.

La Monarchie de juillet nous a donné la loi du

22 mars 1841 « relative au travail des enfants employés dans les manufactures, usines et ateliers ». Cette loi avait été précédée d'une enquête sur l'état physique et moral des ouvriers; un rapport très intéressant fut déposé en 1839 par M. Villermé devant l'Académie des sciences morales et politiques comme conclusion à cette enquête; ce rapport jette une vive lumière sur la situation des classes ouvrières en France durant la première moitié du xix^e siècle. M. Villermé, qui formule de nombreux desiderata, ne parle pas du repos du dimanche; c'est donc que ce repos devait être généralement observé; à deux reprises seulement¹, il fait allusion incidemment à ce repos dans des termes qui prouvent qu'il n'était pas ordinairement violé. Il cite cependant, parmi les principales réponses faites à un questionnaire adressé par le bureau des manufactures du ministère du Commerce, aux chambres de commerce, aux chambres consultatives et aux conseils de prud'hommes, un vœu en faveur de l'interdiction rigoureuse du travail du dimanche pour les enfants. Ce vœu est évidemment l'origine de l'article 4 de la loi de 1841, ainsi conçu : « Les enfants au-dessous de seize ans ne pourront être employés les dimanches et jours de fêtes reconnues par la loi ». Le paragraphe 5 de l'article 7 vient tout de suite atténuer cette disposition; il décide que « des règlements d'administration publique

1. Rapport de M. Villermé, p. 47 et 88.

pourront... statuer sur les travaux indispensables à tolérer de la part des enfants, les dimanches et fêtes, dans les usines à feu continu »¹. En votant l'article 4, les Chambres ont entendu établir le *repos dominical*, et non pas seulement le repos hebdomadaire. Elles l'ont prouvé en rejetant la proposition de MM. Rossi et Luneau établissant « un jour de repos sur sept » ; au cours de la discussion, on a fait observer que la loi de 1814 rendait superflue la disposition relative au repos des dimanches et fêtes ; mais on a répondu que cette disposition avait plus de portée que la loi de 1814 qui ne prohibait que les actes *extérieurs* de commerce et de travail.

Sous la seconde République, une proposition de loi relative au repos et à l'observation du dimanche fut soumise, en 1849, à l'Assemblée nationale, mais n'aboutit pas. Elle a donné lieu à un intéressant rapport de Montalembert. Notons encore deux circulaires de M. de Falloux, ministre des Cultes (24 février 1849), et de M. Faucher, ministre des Travaux publics (27 mars 1849) qui enjoignent d'insérer dans les cahiers des charges de l'État, des départements et des communes, une clause obligeant les entrepreneurs à accorder à leurs ouvriers le repos du dimanche et des jours fériés.

1. Un grand nombre de conseils de commerce, des manufactures et de prud'hommes s'était prononcé pour que le repos des enfants, les dimanches et fêtes, ne subit aucune exception ; le législateur n'a pas cru devoir aller jusque là.

La loi du 22 février 1851 relative au contrat d'apprentissage décide, dans son article 9, que les dimanches et les jours de fêtes reconnues légales, les apprentis dans aucun cas ne peuvent être tenus, vis-à-vis de leurs maîtres, à aucun travail de leur profession.

La loi du 19 mai 1874 « sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie », due à l'initiative d'un industriel membre de l'Assemblée nationale, M. Ambroise Joubert, porte, dans son article 5, la disposition suivante : « Les enfants âgés de moins de seize ans et les filles mineures âgées de moins de vingt et un ans ne pourront être employés à aucun travail, par leurs patrons, les dimanches et fêtes reconnues par la loi, même pour rangement d'atelier »¹. Toutefois, l'article 6 permettait d'apporter quelques exceptions à cette règle : « néanmoins dans les usines à feu continu, les enfants pourront être employés... les dimanches et jours fériés, aux travaux

1. Pour justifier cet article, M. Eugène Tallon, rapporteur, faisait intervenir, outre les raisons tirées de la loi religieuse, des considérations économiques, sociales et hygiéniques ; il expliquait que le repos hebdomadaire est utile à la santé de l'ouvrier et que les sentiments de famille trouvent également leur avantage à grouper chaque dimanche les enfants autour du père et de la mère ; il concluait avec raison que « les dispositions de l'article sont bienfaisantes et moralisatrices ». Au cours de la discussion, sur une question de MM. d'Aboville et de Belcastel, M. de Melun, au nom de la commission, dit que la loi de 1814 était toujours en vigueur ainsi que la Cour de cassation l'avait plusieurs fois reconnu ; mais que l'article 5 de la présente loi allait plus loin que la loi de 1814 qui ne défendait que les travaux *extérieurs*.

indispensables. Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils devront être exécutés seront déterminés par des règlements d'administration publique. Ces travaux ne seront, dans aucun cas, autorisés que pour des enfants âgés de douze ans au moins. On devra, en outre, leur assurer le temps et la liberté nécessaires pour l'accomplissement des devoirs religieux ». Le règlement d'administration publique prévu par cet article fut rendu le 22 mai 1875 ; il autorise le travail des enfants du sexe masculin âgés de plus de douze ans, les dimanches et jours fériés, dans les verreries et les sucreries, sauf de 6 heures du matin à midi, et dans les papeteries et usines métallurgiques sauf de 10 heures du matin à 6 heures du soir. En outre, l'article 4 du décret dit que l'ordre du travail du dimanche dans les usines dénommées devra être distribué de façon à permettre l'accomplissement des devoirs religieux, conformément à la loi.

Comme la loi de 1814 et celle de 1841, la loi de 1874, ou du moins son article 5, a pour but d'assurer aux catégories d'ouvriers ou d'ouvrières visées, le repos dominical.

Il n'en est pas de même de la loi du 2 novembre 1892, qui était, avant celle du 13 juillet 1906, la dernière en date des lois s'occupant de la question. Cette loi « sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels » édicte, dans son article 5, que « les

enfants âgés de moins de dix-huit ans et les femmes de tout âge ne peuvent être employés dans les établissements énumérés à l'article premier¹, plus de six jours par semaine, ni les jours de fête reconnus par la loi, même pour rangement d'atelier. Une affiche apposée dans les ateliers indiquera le jour adopté pour le repos hebdomadaire ». Cet article n'établit pas le repos dominical; il se borne au repos hebdomadaire. Par contre, le bénéfice de ce repos s'étend à des catégories de travailleurs que n'atteignait pas la loi de 1874; d'abord, aux enfants de seize à dix-huit ans, puisque la limite de l'âge à partir duquel ceux-ci peuvent être employés les dimanches et fêtes est élevée de deux ans; puis aux femmes de tout âge. Comme les lois précédentes, la loi de 1892 prévoit des exceptions au principe qu'elle pose relativement au repos hebdomadaire. Nous voyons, en effet, dans l'article septième, que l'obligation du repos hebdomadaire peut être levée par l'inspecteur divisionnaire du travail, pour les travailleurs visés à l'article cinquième, dans certaines industries à désigner par un règlement d'administration publique. Ce règlement, qui a paru le 15 juillet 1893, donne de ces industries une longue énumération qui a, d'ailleurs, été modifiée plusieurs

1. « Les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance. »

fois depuis. Une circulaire ministérielle du 17 mai 1900 est venue décider « qu'à l'avenir... le repos hebdomadaire ne devra être suspendu que quinze fois par an ».

Les articles 26 et 27 de la loi du 2 novembre 1892 édictent des pénalités contre les manufacturiers, directeurs ou gérants d'établissements visés dans la loi, qui auront contrevenu aux prescriptions de cette loi ou des règlements d'administration publique relatifs à son exécution. A la première contravention, ils sont poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de cinq à quinze francs ; l'amende est appliquée autant de fois qu'il y a de personnes employées dans des conditions contraires aux prescriptions de la loi. En cas de récidive, les contrevenants sont poursuivis devant le tribunal correctionnel et punis d'une amende de seize à cent francs appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions.

Tel était, il y a quelques mois encore, l'état de la législation française en matière de repos hebdomadaire. La loi ne protégeait que *les êtres faibles*, les femmes et les enfants¹.

1. Cependant, les ouvriers âgés de plus de dix-huit ans bénéficiaient du repos hebdomadaire dans un cas : celui visé par le décret du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les traités passés avec l'État. Aux termes de ce décret, l'entrepreneur qui traite avec l'État est tenu d'accorder un jour de repos par semaine aux ouvriers et employés. Cette clause, obligatoire pour les travaux de l'État, était facultative pour les travaux des dépar-

Nous n'avons pas l'intention d'examiner ici les critiques qu'on lui adressait, ni d'étudier la campagne qui a été entreprise, depuis quelques années, en France et à l'étranger, pour arriver à faire entrer de plus en plus le repos hebdomadaire dans les lois et surtout dans les mœurs. Cette étude fera l'objet d'un autre chapitre de ce travail.

L'esquisse historique que nous venons d'ébaucher à grands traits nous a permis de rappeler rapidement l'histoire des peuples les plus importants de toutes les époques et des principales civilisations. Nous avons suivi l'humanité depuis son enfance avec les Hébreux, les Egyptiens et les Chinois, jusqu'à nos jours. D'âge en âge, de civilisation en civilisation, nous avons vu l'institution de la semaine connue partout, et le septième jour consacré, par un accord unanime des hommes, à la prière et au repos.

tements et des communes, en vertu d'autres décrets de la même date visant spécialement ces travaux. Les hommes occupés *dans les mêmes locaux* que les femmes et les enfants étaient aussi protégés par la loi de 1892.

CHAPITRE II

Nécessité du repos hebdomadaire.

Cette unanimité avec laquelle nous voyons les peuples consacrer au repos un jour de la semaine ne peut être une chose fortuite et prouve que nous nous trouvons ici en présence d'une loi profondément ancrée dans la nature¹ humaine, d'une loi naturelle et, par conséquent, d'une nécessité sociale.

Nous allons montrer qu'en effet le repos hebdomadaire est nécessaire à l'individu, à la famille, à la société.

I. — Le repos est *nécessaire à l'homme* aussi bien au point de vue physique qu'au point de vue moral.

A. — LA NATURE PHYSIQUE de l'homme, son organisme délicat, ne peuvent pas supporter un travail ininterrompu. Le simple bon sens, l'expérience de tous les jours, aussi bien que l'autorité de la science, démontrent que le travailleur le plus vigoureux est obligé de se reposer de temps en temps s'il ne veut

pas voir ses forces diminuer rapidement et s'épuiser tout à fait. La science démontre que le travail auquel presque tous les hommes sont astreints, use le corps à cause de l'effort constant que le travailleur est obligé de fournir. La vie est un perpétuel mouvement d'assimilation et de rejet dont l'agent principal est l'oxygène que nous absorbons par la respiration. L'oxygène soumet à une sorte de combustion les matières que le sang veineux fait affluer aux poumons, et les substances nuisibles, séparée, par cette combustion même, des substances utiles, s'échappent avec l'air que nous expirons. On voit par là que l'oxygène est, dans notre corps, l'agent vital par excellence. Non seulement la vie dépend de lui et de son travail incessant, mais la *force* dont nous disposons serait nulle sans lui, car tout effort corporel accélère la combustion dont nous venons de parler; l'oxygène ramassé par nos poumons se mêle plus activement au carbone apporté par les aliments; cette combinaison accélérée augmente en nous la chaleur vitale et la force, mais aussi la dépense d'oxygène et de carbone. Or, si nous pouvons remplacer le carbone, lorsqu'il commence à nous manquer, en prenant des aliments en plus ou moins grande quantité, il n'en est pas de même de l'oxygène; nous ne renouvelons celui-ci que par la respiration sans qu'il nous soit possible de nous en procurer plus qu'elle ne peut nous en fournir. En effet, tout ce qui concerne le fonctionnement des organes

respiratoires s'accomplit en nous d'une manière inconsciente et il n'est pas en notre pouvoir de hâter ce travail et d'amasser en un instant, par un acte de volonté, la quantité de combustible qui nous manque. Le repos seul peut renouveler la provision d'oxygène qui nous est nécessaire¹. Le sommeil, qui est le repos par excellence, nous permet d'absorber plus d'oxygène qu'il ne nous en faut pour le moment même; cet excédent trouve son emploi dans la journée lorsque le travail exige une dépense considérable de chaleur et de force. Mais il est démontré aujourd'hui que le travailleur consomme de cette force *plus qu'il n'en peut épargner pendant la nuit*. Au bout de quelques jours, il en résulte un *déficit*, une diminution de forces et, cette fois, rien ne peut y suppléer qu'une interruption des jours de travail.

Des expériences très précises faites, il y a quelques années, par des physiologistes distingués, MM. Pettenkofer et Voit, ont permis de calculer exactement la quantité de matières nouvelles qu'un corps s'assimile, aussi bien que celle qu'il perd, en un temps déterminé, suivant le genre d'alimentation qu'il reçoit, la durée du repos dont il jouit ou la nature du travail qui lui est imposé. Ces expériences ont été faites, entre autres, sur la personne d'un homme vigoureux, nourri comme le sont la plupart

1. Nous empruntons ces renseignements d'ordre physiologique à une conférence faite à Bâle par le D^r Hægler sur « Le dimanche au point de vue hygiénique et social. »

des ouvriers, et chargé d'accomplir, entre six heures du matin et six heures du soir, un travail pénible. Il avait à tourner une roue autour de laquelle s'enroulait une chaîne pesant vingt-cinq kilos. En déduisant de sa journée les interruptions occasionnées par ses repas et de courts moments de repos, il restait neuf heures d'un travail vraiment pénible. A la fin de la journée, cet homme se mettait au lit, fatigué comme s'il avait fait une longue marche. Tout cela se passait dans une chambre hermétiquement fermée, dont l'air était analysé avant et après l'expérience; l'ouvrier était pesé à son entrée et à sa sortie; ses aliments étaient chimiquement analysés; en un mot, toutes les conditions d'une expérience exacte et complète étaient réunies. Eh bien, le résultat de cette expérience a été que pendant une journée de travail, cet homme a dépensé, sous forme d'acide carbonique, cent-quatre-vingt-douze grammes d'oxygène de plus qu'il n'a pu en aspirer dans le même espace de temps. Pour couvrir ce déficit, il n'avait pas fallu moins que le vingt pour cent de la provision d'oxygène contenue dans son corps¹. Que l'on considère donc ce que doivent être les effets d'un travail semblable poursuivi jour après jour, sans interruption. Lors même que le sommeil de la nuit nous procure une certaine quantité d'oxygène, il ne suffit

1. Nous avons trouvé le récit de cette expérience dans l'étude de M^{sr} Turinaz, évêque de Nancy : *Trois fléaux de la classe ouvrière*, p. 19 et 20.

pas, loin de là, à contrebalancer la dépense énorme qui s'en est faite en six jours de labeur. Un jour de repos par semaine doit donc compléter le repos de la nuit. C'est ce que le docteur Émile Neumann exprimait dans les termes suivants au congrès national du repos du dimanche tenu à Paris en 1892 : « L'alimentation et le sommeil, voilà assurément deux grands facteurs dans la réparation et qu'il convient de mettre au premier plan. Mais ce serait méconnaître la vérité et commettre une hérésie physiologique que de ne pas donner la place qui lui est due à un troisième facteur qui a bien son importance et qu'il convient de faire entrer en ligne de compte. Ce facteur, vous l'avez deviné, Messieurs, c'est le repos périodique que tout être qui travaille doit s'imposer s'il ne veut pas perdre prématurément ses forces et marcher plus ou moins rapidement à la déchéance physique ».

Nous venons de montrer que pour maintenir la juste proportion, nécessaire à notre santé, entre les substances qui sont sans cesse à l'œuvre dans le laboratoire intérieur de notre corps, un jour de repos par semaine nous est indispensable. Si maintenant nous recueillons le témoignage de nos différents organes corporels relativement au sujet qui nous occupe, nous arriverons à la même conclusion.

On sait que la sensibilité d'un *nerf* s'émousse au point de disparaître presque complètement lorsque ce nerf est soumis à l'action répétée et persistante

d'une force quelconque; et tandis qu'il devient complètement insensible à ce genre de sollicitations, il reste, vis à vis d'autres influences et d'autres impressions, aussi sensible que s'il n'avait éprouvé aucune fatigue. Ce phénomène, confirmé par de nombreuses expériences faites sur des corps vivants, nous explique pourquoi telle occupation à laquelle nous nous livrions avec ardeur à un moment donné, nous paraît plus tard pénible et insipide et il nous démontre la nécessité de varier nos occupations et d'interrompre, de temps en temps, notre travail habituel.

L'*odorat* ne peut, sans s'affaiblir, rester longtemps exposé à l'atmosphère viciée d'un atelier ou d'une chambre étroite; les nerfs du nez s'y dessèchent et perdent bientôt leur sensibilité et leur force; « or, dit le docteur Hægler, l'odorat est une sentinelle chargée de veiller sur la santé des poumons et de contrôler l'air que nous respirons et l'affaiblissement de ce sens est souvent la cause des maladies que les poumons puisent dans une atmosphère malsaine ».

L'*ouïe* est exposée à bien des assauts au milieu des bruits de l'atelier et l'ébranlement trop fréquent des nerfs acoustiques dans certaines industries est la cause de la surdité qui atteint de trop nombreux ouvriers.

Enfin, plus encore que les autres sens, *la vue* a besoin de repos. L'œil est souvent soumis à un travail assidu surtout dans certains métiers, là où des ouvrages fins et peut-être un éclairage défectueux exigent une forte tension du nerf optique.

Un jour par semaine est donc nécessaire à l'ouvrier pour lui permettre d'aller se reposer, loin des bruits de l'atelier, dans l'atmosphère saine et vivifiante des champs où il pourra jouir librement de la claire lumière du soleil.

Ce sont *les muscles*, ou la chair proprement dite dont notre organisme est revêtu, qui, en se contractant et en se détendant sous l'action des nerfs, provoquent les différents mouvements de notre corps. Ayant à porter et à soulever nos membres, ils fournissent un travail considérable et se fatiguent facilement; ils ne peuvent pas se livrer à un effort trop prolongé car les fibres musculaires, qui sont élastiques, perdent de leur élasticité si elles sont soumises longtemps à une forte tension; c'est pourquoi, lorsqu'un effort se prolonge, la contraction musculaire devient toujours plus difficile et plus incomplète. Les savants Pettenkofer et Voit comparent nos muscles aux ressorts d'une machine; il faut les remonter régulièrement pour que la machine puisse continuer à fonctionner. Or comment remonter le ressort que sont nos muscles si nous travaillons sans un jour de repos?

Plus que tout autre muscle, *le cœur* souffre d'un travail forcé, car la circulation du sang dont il est l'organe ne cessant jamais, il ne se repose même pas pendant le sommeil. Il se contracte et se dilate, chez les adultes, environ soixante-dix fois par minute et comme chaque contraction projette environ cent

soixante-quinze centimètres cubes de sang, le travail mécanique auquel il se livre pendant une minute s'élève à trente kilogrammètres, ce qui fait, pour un jour de vingt-quatre heures, quarante à cinquante mille kilogrammètres ¹. Bien entendu, l'effort du cœur est de beaucoup augmenté par tous les travaux corporels et intellectuels; tout effort excessif exige du cœur une dépense de force excessive aussi, et, par conséquent, nuisible si elle se prolonge. On a remarqué dans divers pays combien les maladies du cœur sont fréquentes chez les jeunes soldats des armées permanentes; les fatigues toujours renouvelées, les marches forcées, le poids du sac et des armes, tous ces efforts ont souvent pour résultat une lésion organique du cœur. Il en est de même chez les ouvriers qui se livrent à une fatigue excessive et sans trêve. Aussi, le repos du septième jour est-il absolument indispensable pour atténuer la fatigue du cœur si l'on ne veut pas que la ruine de cet organe essentiel n'entraîne bientôt la ruine de l'organisme tout entier.

L'air que nous aspirons par *les voies respiratoires* nous apporte la santé ou la maladie suivant qu'il est pur ou vicié; destiné à renouveler notre sang par l'oxygène qu'il lui fournit, il ne fait que l'intoxiquer s'il est chargé de gaz nuisibles. Or on sait que dans beaucoup d'ateliers, de magasins ou de bureaux, l'aération est défectueuse et qu'au bout de quelques

1. D^r Hægler.

heures, chaque aspiration amène dans les poumons des ouvriers ou des employés une trop grande proportion de l'anhydride carbonique déjà expiré par eux. Dans un grand nombre d'industries, des poussières nuisibles flottent dans l'air, envahissent les voies respiratoires et irritent les muqueuses où elles produisent une inflammation catharrale. Enfin, la position même que beaucoup d'ouvriers et surtout d'ouvrières, sont obligés de garder pendant la plus grande partie de la journée est un obstacle à une respiration régulière. Leur corps replié sur lui-même ou penché en avant comprime les poumons et les empêche de se dilater suffisamment pour laisser pénétrer en assez grande quantité l'air pur dont le sang a besoin ; il en résulte que le sang sort des poumons sans avoir été suffisamment renouvelé et va reporter aux extrémités du corps les matières qui auraient dû s'échapper par la respiration ; insensiblement, cette viciation dont le sang est l'objet produit différents désordres et peut amener les maladies les plus graves notamment la phtisie. Le dimanche doit donner à tous le loisir de faire disparaître la poussière qui a envahi les organes de la respiration, de se purifier des substances empoisonnés dont la masse du sang a pu s'imprégner, en un mot, de prendre un véritable bain d'air pur.

Le travail de tête, comme les autres travaux, est soumis à la loi de repos. La pensée a besoin de se porter sur des sujets variés et un repos périodique,

et suffisamment prolongé, est aussi indispensable aux hommes d'étude et de bureau qu'aux ouvriers manuels. Un travail ininterrompu exerce une influence aussi fâcheuse sur nos facultés mentales que sur notre corps ou sur nos membres. Le docteur Edgar Sheppard, médecin-directeur de l'hospice d'aliénés du comté de Middlesex (Angleterre), qui contient plus de deux mille malades, écrivait en 1874 à M. Charles Hill, auteur d'une brochure en faveur du dimanche : « On ne peut nier que toutes les forces et les facultés des individus appartenant aux classes inférieures de la société ne soient mises à contribution pour le travail, dans une mesure effrayante, en ce siècle de machines, de métiers etc. Cette exigence exorbitante est *une cause fréquente d'aliénation mentale* et démontre la nécessité d'un temps déterminé pour le repos ¹ ».

Les témoignages des hommes d'étude en faveur de notre thèse sont aussi nombreux que concluants. On raconte que le juriste anglais Wilson prononça sur son lit de mort ces paroles : « Dites à tous les juristes qu'ils ne travaillent pas le dimanche ; tous ce que j'ai fait ce jour-là a échoué ». Un médecin de Genève, le docteur Lombard, qui a fourni une longue et utile carrière, déclarait dans un congrès d'hygiène dont il avait la présidence à l'âge de quatre-vingts ans, qu'il devait sa vigueur en grande

1. Charles Hill, *Le dimanche, son influence sur la santé et la prospérité nationale*, p. 32.

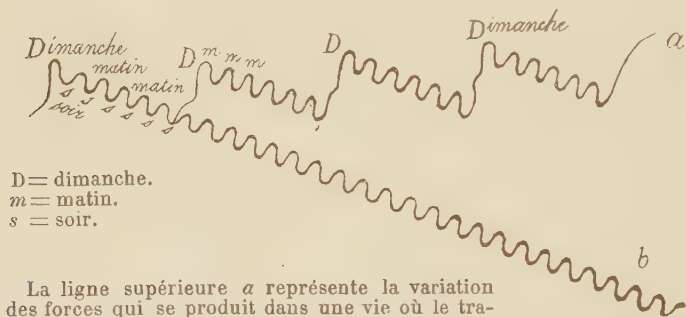
partie au fait qu'il s'était imposé pour règle de se réserver le dimanche comme jour de repos, sauf cas d'extrême urgence. Le célèbre ministre anglais Gladstone, qui a conservé jusqu'à un âge si avancé la pleine possession de ses facultés intellectuelles et une grande vigueur physique, écrivait, en 1889, à M. Léon Say qu'il attribuait au bon emploi du dimanche « son âge avancé et la conservation de toutes ses facultés, et qu'en ce qui concerne les masses, c'est la question populaire par excellence ». Dans une séance de la Chambre des communes, le même M. Gladstone, alors qu'il était premier ministre, déclarait que « par une longue expérience d'une vie laborieuse, il avait été de plus en plus convaincu (sans parler des sentiments plus élevés qu'il éprouvait) que les alternatives de travail et de repos que procure la sainte institution du dimanche, étaient nécessaires pour maintenir les facultés et le corps de l'homme dans un juste équilibre, afin de le mettre à même de remplir sa tâche, et qu'il était désirable de restreindre, autant que possible, le travail du dimanche, pour assurer au peuple les bienfaits d'un jour de repos ». Enfin, lord Palmerston aimait à répéter « qu'il pouvait attribuer la vigueur dont il jouissait dans un âge avancé, avant tout à l'abstention de tout travail le dimanche ».

Des observations et des expériences très minutieuses faites par de savants médecins et des physiologistes très distingués, viennent pleinement confir-

mer nos conclusions en prouvant que le repos hebdomadaire régulièrement observé, donne des forces et accroît la durée de la vie. Le docteur américain Mussey a acquis la certitude que le repos d'un jour sur sept augmente de sept années la durée d'une vie de cinquante ans. L'exemple du fameux marcheur américain Weston est une preuve évidente que le repos hebdomadaire renouvelle les forces physiques. Cet homme extraordinaire a parcouru huit mille kilomètres en cent jours de marche, soit une distance équivalente à celle de Genève à Bombay ; mais il avait soin de se reposer régulièrement chaque dimanche. Cette expérience, commencée le 20 novembre 1883, s'est terminée le 15 mars 1884 ; Weston prenait une nourriture simple mais abondante et ne mangeait de viande qu'au repas de midi. Il a dû faire dans cette course onze millions de pas et il a dépensé une force musculaire équivalente à celle qu'il faudrait pour soulever à un mètre de hauteur un poids de deux cent soixante-quatre mille kilogrammes.

Le docteur Hægler a représenté d'une façon ingénieuse les variations qui se produisent dans l'ensemble de nos forces vitales sous la forme d'une ligne *b* qui, au lieu de rester toujours au même niveau, s'élève ou s'abaisse suivant les alternatives de travail et de repos dont se compose notre vie ; le sommeil de la nuit répare une partie des pertes que nous avons faites pendant la journée, mais il ne suffit

pas complètement à combler le déficit qui s'est produit pendant les heures de travail. Il en résulte que la ligne ne se trouve pas, le matin, exactement à la même hauteur que vingt-quatre heures auparavant et le niveau de nos forces baisse ainsi de jour en jour. Mais il existe un moyen de le ramener à l'état normal, c'est de prendre, une fois par semaine, trente-six heures consécutives de repos; la courbe de la ligne *a* qui représente les variations des forces vitales d'un homme se reposant du samedi soir au lundi matin, le prouve amplement :



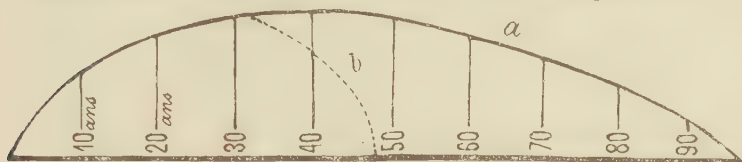
La ligne supérieure *a* représente la variation des forces qui se produit dans une vie où le travail est suspendu du samedi soir au lundi matin.

La ligne inférieure *b* représente la diminution graduelle des forces qui se produit dans une vie où le travail n'est interrompu que par le repos de la nuit.

On voit qu'elle se relève chaque dimanche et que, le lundi matin, l'ouvrier se trouve à peu près au même niveau d'énergie que le lundi précédent.

Un autre graphique, également du docteur Hægler, qu'on pouvait voir, comme le précédent, à l'exposition internationale suisse de Genève en 1896, prouve que la durée ordinaire de la vie est beaucoup plus

longue chez les hommes qui observent la loi du repos hebdomadaire que chez ceux qui la transgressent :



La ligne *a* du dessin représente la vie normale avec repos hebdomadaire. Cette vie finit à un âge plus ou moins avancé. Un travail continu, sans repos hebdomadaire, et suivi généralement d'autres excès, ligne *b*, aboutit au contraire à une diminution anticipée des forces, à une incapacité de travail et finalement à une mort prématurée.

Le docteur Garnier reconnaît qu'au bout de dix ans, les employés de magasins qui ne se reposent pas, sont, dans une proportion de six sur vingt, obligés d'abandonner leur métier, ils sont complètement usés et incapables de travailler. Après toutes ces constatations, nous ne nous étonnerons pas d'entendre le docteur anglais Hill affirmer que « ce repos est aussi nécessaire au corps humain que l'huile à la machine ».

La loi du repos hebdomadaire est si générale qu'elle ne s'arrête pas aux hommes et s'étend même aux animaux. Pour eux aussi, ce repos est une nécessité physique. Les bêtes sauvages, qui peuvent se reposer quand elles veulent, n'ont pas besoin d'intervalles réguliers de repos. Mais les bêtes de somme, soumises à un travail suivi, dépensent plus de forces qu'elles n'en peuvent acquérir par le moyen de la nourriture et du repos de la nuit. Aussi un jour périodique de repos leur est-il nécessaire si l'on ne

veut pas les voir bientôt dépérir. Ce repos doit revenir de sept en sept jours. Tout le monde connaît l'exemple des bœufs de labour se refusant à travailler le septième jour de la semaine pendant la période révolutionnaire où les cultivateurs, forcés par la loi à travailler neuf jours de suite pour ne se reposer que le décadi, imposaient aussi à leurs bêtes ce travail de neuf jours.

Des expériences faites en Angleterre viendraient, s'il en était besoin, confirmer la leçon qui se dégage de l'exemple précédent :

Une société anglaise d'omnibus fit travailler une partie de ses chevaux les sept jours de la semaine, une autre partie six jours seulement; un bénéfice plus grand fut d'abord réalisé par les chevaux qui travaillaient tous les jours, mais ce bénéfice ne tarda pas à se transformer en une perte sèche à cause de la dépréciation des chevaux résultant d'un travail excessif et de maladies consécutives. Une des deux grandes compagnies d'omnibus de Londres (London Road car company) s'étant décidée en 1884 à suspendre son trafic le dimanche, la valeur de ses chevaux augmenta de vingt pour cent.

D'ailleurs, il n'est pas ici-bas d'énergie inépuisable. Les métaux ont besoin d'un repos périodique. On a reconnu expérimentalement que, dans les ateliers, les fils électriques ne se comportent point semblablement tous les jours de la semaine. Du lundi au samedi, la capacité conductrice va diminuant; puis,

grâce au repos dominical, elle reprend toute sa vigueur. Il en est de même des outils, et surtout des machines qu'on évite de surmener et qu'on laisse au repos de temps en temps.

Enfin la terre elle-même, cette grande nourrice du genre humain, s'épuise vite et a besoin de repos périodiques et prolongés si elle est livrée à une culture trop intense.

Nous ne pouvons mieux terminer cette étude qu'en citant le témoignage que rendait à l'institution du dimanche un médecin anglais, le docteur Farre, dans un rapport lu au Parlement britannique : « L'homme, étant doué d'une nature supérieure, oppose à l'excès de la fatigue l'énergie de son âme, et le dommage que produit une surexcitation continue sur son système animal ne se manifeste pas aussi vite que chez la brute, mais il succombe enfin, d'une manière plus soudaine ; il diminue la longueur de sa vie et prive sa vieillesse de cette vigueur qu'il devait conserver avec le plus grand soin. L'observation du dimanche doit donc être acceptée non seulement parmi les devoirs religieux, mais parmi les devoirs matériels, si l'on est coupable de suicide en se détruisant prématurément. Je ne parle ici que comme médecin et sans m'occuper d'aucune manière de la question théologique. Mais si on envisage de plus l'effet du véritable christianisme, on ne tardera pas à se convaincre qu'il y a là une source nouvelle de vigueur pour l'esprit, un moyen d'augmentation des forces pour le corps.

Le saint repos du dimanche met dans l'homme un nouveau principe de vie ».

B. — L'homme n'est pas seulement un organisme vivant, c'est encore un être doué d'une intelligence, d'une conscience, d'une âme raisonnable en un mot ; c'est là ce qui le distingue de la brute. On méconnaîtrait cette différence capitale, cette supériorité de l'homme sur la brute, si l'on ne s'occupait que de ses besoins matériels sans considérer ses besoins intellectuels et moraux. Dans une vie harmonieusement réglée, l'âme doit avoir sa part comme le corps a la sienne. Or le repos hebdomadaire, qui est nécessaire au corps comme nous venons de le voir, l'est aussi à l'âme ; c'est, en même temps, une nécessité physique et UNE NÉCESSITÉ MORALE pour nous, et, à ces titres, il doit nous être doublement sacré.

En effet, nous ne vivons pas seulement pour manger, boire et dormir, et nous ne trouvons pas notre satisfaction complète dans le travail. « Dépourvus de la liberté du dimanche, dit M. Fénelon Gibon, pauvres êtres mutilés que feriez-vous de cette âme qu'un païen appelait la meilleure partie de nous-mêmes ? N'y a-t-il donc en vous que des muscles qui font effort et n'êtes-vous rien autre qu'un appareil digestif ? tout est-il dit quand votre estomac est bien rempli ? N'y a-t-il pour vous rien au delà de la vie matérielle, de ses besoins périodiques et de son humiliante tyrannie ? Mais non, l'homme ne vit pas seulement de pain. Il vit encore de vérité, d'intelligence, de sen

timents. Un instinct sublime plus fort que tous les sophismes lui persuade, au moins dans les épreuves de la vie, de faire monter son regard au delà de nos étroits horizons. En un mot, il a des besoins d'âme et de cœur, et on ne dit pas trop en affirmant qu'il a faim et soif de l'infini. Sans doute, nous devons soigner notre nature humaine, mais il y a aussi une hygiène de l'âme »¹. Cette hygiène de l'âme, comment pourra l'observer cet ouvrier qui, d'un bout à l'autre de l'année, sans aucune interruption, travaille dix ou douze heures par jour, ou cet employé dont la vie entière se passe à débiter des marchandises derrière un comptoir sans qu'un jour de liberté vienne jamais couper la monotonie de son existence? Quand ils rentrent de leur atelier ou de leur magasin, accablés de fatigue, ils ne songent qu'à leurs besoins matériels, à leur nourriture, à leur sommeil. Comment leur reprocherait-on de ne pas s'occuper de leur intelligence, de leur sens moral, de leur âme, si on leur en ôte la possibilité en leur refusant tout loisir?

L'ouvrier qui chôme le dimanche aura seul l'esprit assez reposé et assez libre pour faire de ces lectures utiles et instructives qui développent l'intelligence et élèvent l'âme. Les autres jours, la lecture bâtive d'un journal est le seul aliment qu'il pourra fournir à ses facultés intellectuelles, aliment combien insuffisant lors même qu'il n'est pas nuisible!

Pour la satisfaction des besoins les plus profonds

1. Fénelon Gibon, *La nécessité sociale du dimanche*.

de notre âme, pour l'accomplissement de nos devoirs religieux, il est nécessaire que nous puissions faire trêve, un jour par semaine, à nos occupations habituelles, à nos travaux. Sans doute, le croyant élève souvent ses pensées vers Dieu, mais ce que nous avons dit du corps est vrai aussi pour l'âme : il lui faut plus que quelques moments de répit pendant les heures de travail ; il lui faut un jour de repos et de liberté, pour qu'elle puisse s'orienter, se reconnaître elle-même, voir d'où elle vient et où elle va.

Toutes les religions, nous l'avons vu, ont fait une obligation aux hommes de se réserver une partie de leur temps, en général un jour de la semaine, pour honorer la divinité par la prière et les sacrifices. Tous les peuples chrétiens consacrent le dimanche à l'accomplissement de leurs devoirs religieux. L'Église catholique, par la voix de ses papes, de ses docteurs et de ses conciles, a toujours veillé avec le plus grand soin au maintien du repos et de la sanctification du dimanche. De nos jours encore, le pape Léon XIII, dans son Encyclique « sur la condition des ouvriers¹ », qui a une si haute portée sociale, rappelait que « la cessation du travail le jour du Seigneur doit être la condition expresse ou tacite de tout contrat passé entre patrons et ouvriers ». A sa suite, un grand nombre d'évêques ont prêché *la sainte croisade* du repos du dimanche. C'est que le dimanche est nécessaire à l'Église pour remplir sa mission dans le

1. Encyclique du 15 mai 1891.

monde; c'est ce jour-là qu'elle fait entendre à l'homme les vérités éternelles, et qu'elle lui rappelle les préceptes de cette morale qui lui apprend à réfréner ses penchants pervers en vue des récompenses de la vie future. Le passage suivant d'une lettre pastorale de S. G. M^{sr} de Carsalade du Pont, évêque de Perpignan, « sur le repos et la sanctification du dimanche », expose très clairement les avantages du précepte du repos dominical pour la formation morale de l'homme par la religion : « Dieu qui a créé notre âme, qui en connaît les besoins, a voulu qu'elle fut conviée comme le corps au festin de la vie, et il a lui-même assigné la date de ce festin au septième jour. C'est en ce jour plus qu'en tous les autres, qu'il se donne généreusement à elle ; en ce jour du repos qu'il la ressaisit, qu'il la prend dans ses bras comme une mère son enfant, qu'il lui murmure de douces et fortifiantes paroles, qu'il calme ses blessures, qu'il endort ses douleurs ; c'est dans le repos sanctifié du dimanche que Dieu fortifie l'âme pour les combats de la vie, qu'il la prépare à l'austère et dur labeur du lendemain, qu'il entr'ouvre devant elle le lumineux horizon des saintes espérances, qu'il lui donne le gage des réalités éternelles, en un mot *qu'il forme en elle cet être moral qui distingue l'homme de la bête*. Supprimez le dimanche, vous supprimez du coup l'action de Dieu sur l'homme et par conséquent la vie morale^{1..} »

1. M^{sr} de Carsalade du Pont, *Instruction pastorale sur le repos et la sanctification du dimanche*, Perpignan, 1902.

II. — L'homme n'est pas fait pour vivre isolé et indépendant de ses semblables. Qu'il le veuille ou non, tout individu par le fait même de sa naissance, entre dans plusieurs groupements naturels ou *sociétés*; chacune de ces sociétés exerce son empire sur lui; et cet empire est d'autant plus fort sur l'individu que la société qui l'exerce est plus rapprochée de lui.

La première de ces sociétés, celle sans laquelle la vie ne serait pas possible, est *la famille*; c'est aussi celle à laquelle l'individu est rattaché par les liens les plus étroits.

C'est dans la famille que l'enfant est élevé au sens physique et au sens moral du mot; ce sont les soins qu'on lui prodigue qui font de ce frêle petit être un adolescent puis un homme; ce sont, en grande partie du moins, les exemples qu'il y reçoit et les conseils qu'on lui donne qui éveillent en lui cet être moral qu'une éducation plus perfectionnée et que la religion achèveront de former plus tard.

Aussi, *la vie de famille* est-elle, après la religion, la plus haute école de moralité; indispensable aux enfants, elle est aussi fort utile aux parents. C'est au foyer domestique que le père et la mère apprennent à se dévouer pour les petits êtres auxquels ils ont donné la vie, que ceux-ci, devenus plus grands, apprennent, à leur tour, à aimer et à respecter les auteurs de leurs jours et à se dévouer pour eux.

Mais que peut être la vie de famille, dans les classes

laborieuses, sans un jour commun de repos? Elle se réduit à quelques heures passées ensemble après les fatigues d'une journée de travail, et au milieu des tracassés de la vie matérielle. Ce n'est pas dans ces instants trop courts, et d'ailleurs très occupés, que les parents pourront remplir leur rôle d'éducateurs. Le père, exténué par l'excès de travail, ne songe qu'à prendre un repos trop vite fini avant de retourner à la fabrique; s'il a un moment de loisir, tout l'excite à sortir : exigüité du logis où tous se pressent les uns sur les autres, atmosphère souvent chargée d'odeurs inqualifiables. La mère sera-t-elle l'éducatrice? mais les soins du ménage ne lui en laissent pas le temps. D'ailleurs, dans ces moments, les enfants sont pour elle un embarras et elle cédera trop souvent au désir d'être plus libre de ses mouvements en les envoyant dans la rue ou sur la place publique où ils seront exposés à tant d'influences malsaines pour l'âme et pour le corps. Souvent même, si le travail se prolonge et que le père rentre un peu tard, ses enfants sont déjà endormis quand il revient à la maison; ainsi s'explique ce mot d'un ouvrier : « Je ne vois mes enfants que dans leur lit ».

Le dimanche, au contraire, toute la famille est réunie. Les parents et les enfants en habit de fête, après avoir rempli leurs devoirs religieux, après s'être promenés ensemble, rentrent au foyer familial où ils ont tout le temps de se voir, de causer, d'échanger leurs impressions. C'est par excellence le

moment où le père et la mère peuvent former l'esprit et le jugement de leurs enfants, soit par quelque bonne lecture, soit simplement par la conversation au cours de laquelle ils trouveront tout naturellement l'occasion de rectifier leurs idées parfois un peu extravagantes, de les soustraire à telle ou telle influence mauvaise, tout en les encourageant dans leurs aspirations légitimes.

« Où la vie de famille n'existe pas, dit M. Rivière, il n'y a pas de société véritable, mais seulement des agglomérations d'êtres en proie à leurs passions les plus basses, livrés à leurs pires instincts. La vie de famille ne peut prospérer qu'à l'aide du repos du dimanche¹ ». C'est là ce qui explique que trop d'ouvriers renoncent à fonder une famille ; par suite du travail du dimanche, ils se trouvent privés de l'un des bonheurs les plus certains que la vie conjugale pourrait leur procurer et ils n'en aperçoivent plus que les charges. Habités dès leur jeune âge à voir le foyer paternel abandonné par leurs parents, il ne leur paraît pas utile d'en créer un nouveau pour eux-mêmes ; ils en redoutent le fardeau, ils tombent dans un garni où ils boient, dès lors, leurs désirs à la satisfaction de leurs besoins matériels et de leurs instincts².

1. Voir *La Nécessité sociale du dimanche d'après les derniers faits* par Fénelon Gibon, p. 27.

2. Rivière, voir Fénelon Gibon.

A un autre point de vue, le repos d'un jour par semaine a une très grande utilité pour la famille ouvrière ; c'est ce jour-là que le ménage peut mettre ordre à ses affaires, ordonner son genre de vie d'après ses gains et ses dépenses, régler son budget pour la semaine. Tout cela exige un certain temps, des calculs, de la réflexion, et, par conséquent, une grande liberté d'esprit qui ne se trouvera pas un jour de travail. Si une famille ouvrière ne prend pas la précaution de bien calculer ses dépenses et de les proportionner à ses recettes, elle glissera vite sur la pente qui conduit à la misère. M. Henri Satre, constructeur-mécanicien à Lyon, a cité à ce propos, au congrès de Paris de 1889, un fait bien topique : autrefois, on travaillait chez lui le dimanche comme les autres jours, la proportion des saisies-arrêts sur le salaire de ses ouvriers était environ de vingt-cinq pour cent ; le travail du dimanche ayant été supprimé, les saisies-arrêts ont diminué graduellement au point de disparaître presque ; elles ne représentaient plus, au moment où il rapportait ce fait, qu'une proportion de un à deux pour cent, preuve incontestable de l'amélioration survenue dans la situation matérielle de ses ouvriers malgré la diminution de salaire provenant du chômage du dimanche.

Enfin nous savons que le corps humain ne peut pas supporter sans dommage un travail ininterrompu ; nous avons vu que le repos hebdomadaire est néces-

saire pour le fonctionnement régulier de chacun de nos organes et de notre organisme tout entier à tel point qu'il accroît notablement la durée de la vie. Les considérations que nous avons développées pour prouver la nécessité physique du repos hebdomadaire pour l'individu ne perdent rien de leur force si l'on envisage la question au point de vue familial. La santé du père est le principal élément de prospérité d'une famille ouvrière : de la famille présente, tout d'abord, dont il doit gagner le pain de chaque jour ; et aussi de la famille future si l'on ne veut pas que les enfants à qui il transmettra la vie naissent malingres et mal constitués. Pour toutes ces raisons, il importe au plus haut point à la famille ouvrière que son chef ne soit pas usé avant l'âge par un travail sans relâche.

Pour la famille, comme pour l'individu, un jour commun de repos est donc indispensable aussi bien au point de vue matériel qu'au point de vue moral, et nous avons le droit de conclure avec M. Georges Michel : « Pour l'ouvrier, pour l'employé, que les exigences de la vie retiennent loin de chez lui toute la semaine, le dimanche doit être le jour de la vie domestique. *Sans dimanche, pas de foyer, pas de vie de famille.* C'est le dimanche que le cercle de la famille se resserre, que les parents, séparés par le travail quotidien, se rassemblent, vivent vraiment d'une vie commune ; c'est dans ce milieu que l'homme apprend à se dévouer pour les siens et qu'il

puise la force nécessaire pour le labeur de chaque jour¹ ».

III. — Au dessus du groupement familial, ou société domestique, qui est le plus ancien, si nous négligeons les groupements intermédiaires comme les communes, les provinces, les associations diverses, dont l'importance est moindre pour le sujet, qui nous occupe, nous trouvons *la société politique*, plus éloignée de l'individu que la famille et, par suite, s'imposant à lui par des liens un peu moins étroits; mais, comme la famille, groupement naturel et société parfaite.

Eh bien, le repos hebdomadaire n'intéresse pas moins la société politique, que nous appellerons *la société* tout court, que la famille et l'individu.

Comme l'ont démontré l'illustre sociologue Le Play et ses disciples, de la bonne constitution de la famille dépend en grande partie la bonne constitution de la société. Et cela se comprend; la société se composant de familles, étant, en définitive, une famille agrandie, les circonstances qui exercent une influence, heureuse ou malheureuse, sur la famille qui est la partie, doivent nécessairement exercer la même influence sur la société qui est le tout.

L'institution d'un jour commun de repos, nous

1. Georges Michel, *Le repos hebdomadaire*, étude parue dans *l'Economiste français*, du 19 octobre 1889.

croyons l'avoir suffisamment démontré, est de la plus grande utilité pour la famille puisque, sans ce repos, les classes laborieuses sont presque complètement privées de la vie de famille et des bienfaits qui en découlent pour les parents et pour les enfants. Le repos hebdomadaire est donc, pour la même raison, utile à la société ; et il nous suffira, pour apercevoir très clairement ses avantages au point de vue social, de rappeler les avantages que nous en attendons au point de vue familial. En effet, l'esprit de dévouement, le respect et l'amour des enfants pour les parents, l'influence exercée par ceux-ci sur la formation intellectuelle et morale de leurs enfants, l'ordre et la bonne tenue des ménages ouvriers, la santé conservée au père et assurée aux descendants, tous ces bienfaits que le repos du dimanche et la vie de famille concourent à assurer dans le cadre restreint de la société domestique, sont-ils indifférents à la société politique ? Nul n'oserait le soutenir. Tel n'était pas, en tout cas, l'avis de Jules Simon qui disait en 1890 à la conférence de Berlin où il représentait la France : « ... Jamais l'esprit de famille n'a été plus menacé, et jamais il n'a été plus nécessaire qu'aujourd'hui... Que, le dimanche, la famille jouisse de son chef et de son bon ange qui est la mère. Ce n'est pas seulement l'ouvrier qui profitera de cette institution bienfaisante, c'est *la société humaine tout entière*. »

L'enfant qui aime et respecte ses parents, qui

remplit tous ses devoirs envers eux, sera plus tard un bon soldat et un bon citoyen et saura remplir tous ses devoirs envers sa patrie. S'il voit ses parents et ses supérieurs obéir au précepte divin du repos et de la sanctification du dimanche, cet exemple ne sera pas perdu pour lui et il s'inclinera volontiers devant ses parents d'abord qui lui auront appris à respecter l'autorité de Dieu de qui ils tiennent la leur, et devant l'autorité publique qui vient aussi de Dieu.

Comme préservatif contre les théories révolutionnaires, le repos du dimanche est également la source de grands avantages pour la société. En permettant à l'ouvrier de remplir ses devoirs religieux et d'entendre la parole divine qui lui enseigne la résignation dans les épreuves de la vie, il est le meilleur antidote contre ces doctrines subversives qui ne tendent à rien moins qu'à bouleverser de fond en comble l'ordre social. Au contraire, le travailleur privé de l'assistance au service divin, des saines joies de la famille et des distractions honnêtes que procure le repos du dimanche, cherchera son dédommagement dans les jouissances grossières des sens, et se mettra à fréquenter les cabarets et les lieux de débauche où il ruinera sa santé et épuisera ses modestes ressources ; ceux qui travaillent le dimanche perdent souvent en une nuit une bien plus grande partie de leur gain que ceux qui ont célébré le dimanche en famille. Cet ouvrier, aigri par un travail ininterrompu, sera une proie facile pour

d'égoïste meneurs populaires qui en feront un ennemi de la société.

Nous savons que l'observation du jour de repos est favorable à la santé publique et élève la durée moyenne de la vie ; cet aspect de la question ne saurait être non plus indifférent à la société. Plus les habitants d'un pays seront vigoureux, plus ce pays aura de soldats pour le défendre et moins il aura à sa charge, dans ses hôpitaux et ses asiles de toute sorte, de citoyens incapables de se suffire à eux-mêmes. Moins il y aura de malades, plus l'aisance régnera dans les ménages ouvriers et moins nombreuses seront ces pauvres mères de famille qui viennent chaque jour quêter le pain de leurs enfants à la porte du bureau de bienfaisance ou des diverses associations charitables. Plus la durée moyenne de la vie s'élèvera chez un peuple, plus ce peuple comptera de travailleurs et plus considérable sera sa production industrielle et agricole et sa richesse ; et le nombre des consommateurs augmentant de pair avec la production, le fléau de la surproduction se trouvera enrayé ou, du moins, bien atténué.

A quelque point de vue que l'on se place, la société, on le voit, a autant d'intérêt que les individus ou que les familles à la conservation de la santé publique ; elle a donc intérêt à ce que le repos hebdomadaire, qui est une des conditions de la santé publique, soit bien observé.

S'il en est ainsi se trouvera enrayé ce fléau qu'un

savant médecin de Bicêtre qualifiait « d'impôt progressif de la dégénérescence », que M^{re} Turinaz appelle « l'impôt fatal de la dégradation et un jour de la mort de tout un peuple dans l'impuissance et dans la boue »¹, et qui n'est autre chose que la conséquence du surmenage dû à un travail excessif, perpétuée par l'hérédité de génération en génération.

Comme l'a dit le docteur Niemeyer, membre du conseil de santé de la ville de Berlin, « le repos dominical est le premier commandement de l'hygiène ; il fournit le moyen d'apprécier ce qu'un peuple a de sens commun et combien il est avancé dans la civilisation »².

1. M^{re} Turinaz, *Trois fléaux de la classe ouvrières*, p. 24.

2. *Die Sonntagsruhe von hygieinischen standpunkte*, Heidelberg, 1880.

CHAPITRE III

Examen de quelques objections contre le repos hebdomadaire.

Malgré tous les avantages du repos hebdomadaire, malgré sa nécessité pour l'individu, pour la famille et pour la société qui nous paraît évidente, le principe de ce repos a été longtemps contesté et, aujourd'hui encore, n'est pas admis par tout le monde.

Les objections que l'on élève contre lui peuvent se ramener à trois : deux sont d'ordre économique, la troisième est surtout d'ordre moral.

Examinons ces objections et voyons si elles sont de nature à infirmer notre thèse de la nécessité du repos hebdomadaire.

1^{re} objection. — L'objection la plus répandue, celle que l'on entend répéter couramment, peut se formuler ainsi : « L'ouvrier doit manger le dimanche comme les autres jours ; il doit donc travailler aussi pour gagner de quoi se nourrir ». C'était l'avis de Napoléon I^{er}, qui avait cependant rétabli le repos du dimanche pour les fonctionnaires. Eh bien, ce rai-

sonnement est enfantin et l'objection mérite à peine qu'on s'y arrête. Elle revient à dire, en effet, que le repos d'un jour par semaine est préjudiciable à l'ouvrier parce qu'il lui fait perdre le salaire de cette journée. Nous pourrions répondre que cette perte, fût-elle réelle, ne serait pas une raison suffisante pour renoncer au jour de repos, car les immenses avantages d'ordre religieux, moral et intellectuel qu'assure le repos valent bien la perte d'une petite partie du salaire ; l'homme se compose d'un corps et d'une âme et s'il consacre six jours à la recherche de la nourriture de son corps, il peut bien se réserver un jour pour son âme ; sinon l'équilibre est rompu au profit du corps.

D'ailleurs, quand on travaille un jour, est-ce seulement pour s'assurer la nourriture de la journée ? Doit-il y avoir tous les jours équivalence entre le produit du travail et la nourriture ? poser la question, c'est la résoudre. Il est certain que le produit du travail ne doit pas seulement subvenir aux besoins immédiats. Dans l'ensemble d'une vie d'ouvrier, il y a un nombre considérable de jours inoccupés ; il y a la maladie, le chômage, la vieillesse pendant lesquels on ne travaille pas ; et, cependant, on se nourrit, durant ces périodes, sur le produit du travail antérieur ; pourquoi ne mettrait-on pas aussi sur le produit du travail de quoi s'assurer un jour de repos par semaine ? Le taux des salaires, répondra-t-on peut-être, ne le permet pas. Mais le taux du salaire normal

doit être suffisant pour faire vivre un ouvrier sobre et honnête placé dans des conditions normales¹ ; ce n'est pas une chose anormale que de se reposer un jour par semaine ; par conséquent, si la mesure se généralisait, le taux des salaires s'établirait en conséquence.

Un ecclésiastique qui prêchait sur le repos du dimanche devant un auditoire populaire racontait qu'il avait entendu un jour dans la rue deux femmes du peuple dire sur son passage qu'il fallait bien travailler le dimanche comme les autres jours puisqu'il fallait manger ; or il avait remarqué que le jour où elles tenaient ce propos, ces femmes n'étaient pas au travail ; et quel jour était-ce ? c'était le quatorze juillet ! ce jour-là, ajoutait le prédicateur, ces deux femmes avaient jugé bon de chômer ; s'étaient-elles pour cela privées de nourriture ? ce n'est guère probable. Quand on célèbre une noce, quand on est en excursion etc., on ne travaille pas ; on mange cependant, et même plus que d'ordinaire. Il y a donc de nombreux jours dans la vie où l'on se nourrit sur le produit d'un travail fait antérieurement. Pourquoi ne pas faire rentrer les dimanches et quelques jours de fête dans cette catégorie, alors surtout que le repos du dimanche est la source de si grands avantages physiques, intellectuels et moraux ?

1. Bien entendu par ces mots : « Un ouvrier placé dans des conditions normales », nous entendons un ouvrier marié et père de famille, mais non un ouvrier malade.

Mais, pourrait-on répliquer, si ce raisonnement est très beau et très exact en théorie, il n'en est pas moins vrai qu'en pratique un ouvrier père d'une nombreuse famille devra courir au plus pressé et sacrifier momentanément les besoins de son intelligence et de son âme pour fournir du pain à une troupe d'enfants affamés. Aussi nous nous hâtons d'ajouter que la diminution de salaire résultant du repos ne constitue pas une perte parce que ce repos épargne à l'ouvrier de nombreuses maladies qui lui coûteraient bien plus que ne lui rapportera le travail du dimanche. Quel est le principal élément de prospérité d'une famille ouvrière sinon la santé du père ? la santé, c'est le seul capital du travailleur ; une mauvaise santé qui oblige à des chômages fréquents et à de fréquentes visites chez le médecin et chez le pharmacien, c'est pour l'ouvrier le plus terrible des malheurs ; pendant que le père est dans son lit de souffrance les ressources s'épuisent et on vient vite à s'endetter. Si la maladie se prolonge et que la mère, pour avoir de quoi acheter du pain, se décide à aller en journée, les enfants resteront sans soins et sans surveillance, le ménage sera mal tenu, voilà un foyer désorganisé. Un ouvrier sérieux doit donc éviter toutes les causes de maladie. Nous avons vu que le travail ininterrompu est une cause d'affaiblissement pour tous les organes et occasionne souvent les maladies les plus graves ; il est donc de la plus élémentaire prudence pour un ouvrier qui veut con-

server sa santé et ses forces, c'est à-dire son seul capital, de se reposer un jour par semaine. La petite perte qui résultera pour lui de ce jour de repos sera bien minime comparée à celles qu'il aurait faites pendant les maladies résultant de l'excès du travail. Et qu'on n'aille pas croire que c'est là une assertion gratuite inventée pour les besoins de la cause. Des observations très sérieuses prouvent, d'une part, que beaucoup de maladies résultent du manque de repos et, d'autre part, que le repos d'un jour par semaine augmente les forces de ceux qui l'observent.

Un médecin anglais, le docteur William Guy, qui s'est beaucoup occupé de la condition des ouvriers boulangers, a calculé que, parmi eux, soixante-dix pour cent étaient sujets à des maladies diverses. Ayant observé les ouvriers de plusieurs autres professions : imprimeurs sur étoffes, balayeurs des rues, maçons, charpentiers, briquetiers, il a remarqué que, parmi tous ceux-là, les plus frappés, les briquetiers, n'avaient que trente-six pour cent des leurs sujets à diverses maladies; entre ces derniers et les boulangers, l'écart est énorme (trente-quatre pour cent); mais aussi, de tous les ouvriers observés par le docteur Guy, les boulangers étaient les seuls à travailler le dimanche¹.

1. Charles Hill, secrétaire de l'Association des ouvriers pour le repos du dimanche à Londres, *Le dimanche, son influence sur la santé et la prospérité nationale*, p. 39.

Dans un appel adressé aux dames de toute la Grande-Bretagne au nom d'une société instituée en faveur des couturières et des modistes, M. Robert Baker, après avoir énuméré, d'après les documents officiels, les fâcheux effets résultant d'un travail exagéré, ajoute : « Des autorités médicales ont reconnu qu'à Londres seulement, mille personnes sont chaque année victimes du *manque du repos* et près de *quatre mille autres*, soumises au même labeur, sont atteintes dans leur santé, deviennent sérieusement malades, ou souffrent de maux chroniques souvent mortels¹ ».

Un Anglais s'arrêtant un dimanche matin à Paris devant un groupe d'ouvriers, leur exprima son étonnement de les voir à l'œuvre ce jour-là ; ensuite il ajouta : « Mais je ne vois parmi vous aucun vieillard comme il y en a tant en Angleterre dans la même profession. Oh ! répondirent les maçons, chez nous à quarante ans, les hommes ne sont plus bons à rien² ».

William Taylor raconte que pendant les années 1849 et 1850, plus de cinquante mille personnes traversèrent le continent américain pour se rendre en Californie. Le chemin de fer transaméricain n'existait pas encore. Obligés de se prémunir contre les attaques possibles, les émigrants voyageaient par groupes de cinq cents à mille hommes. Certaines

1. Charles Hill, p. 40.

2. Cité par M. Alexandre Lombard, *Le dimanche et la société*.

troupes cheminaient tous les jours sans interruption, tandis que d'autres se reposaient le dimanche. Eh bien ! on a constaté que régulièrement ces derniers arrivaient au terme de leur voyage non seulement en meilleur état que leurs compagnons, mais encore plusieurs semaines avant eux¹.

Tous ces faits démontrent que la violation du repos hebdomadaire est la cause de beaucoup de maladies et que son observation, en augmentant les forces de ceux qui gagnent leur vie à la sueur de leur front, leur permet de conserver le plus précieux des biens, la santé. Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir régner plus d'aisance chez les ouvriers qui se reposent le dimanche que chez ceux qui travaillent. Rappelons ici l'exemple déjà cité des mécaniciens de Lyon employés par M. Henri Satre, chez lesquels les saisies-arrêts sur le salaire qui étaient de vingt-cinq pour cent à l'époque où ils travaillaient le dimanche, ont presque complètement disparu à partir du moment où leur patron a fermé son usine ce jour-là. En se reposant le dimanche, on perd le salaire d'un jour et cependant l'expérience prouve que l'on accroît son bien-être ; c'est donc que l'on dispose mieux du gain de la semaine, que l'on économise ; le proverbe russe a donc raison : « Économie vaut mieux que profit ».

Nous avons donc le droit de conclure que l'observation du jour de repos, bien loin de diminuer les res-

1. Cité par le Dr Hægler dans *Le dimanche au point de vue hygiénique et social*.

sources des familles ouvrières, est une cause de prospérité pour elles. Avec un juriste de Bâle auteur d'une brochure sur « Les bons dimanches » très répandue en Suisse, nous dirons en parlant des personnes qui opposent aux partisans du repos hebdomadaire l'objection que nous venons de réfuter : « Tous ceux-là, Napoléon I^{er} comme les vulgaires profanateurs du dimanche qui se trouvent dans chaque localité, ne voient que le petit avantage immédiat et nuisible résultant d'une besogne faite, d'un travail achevé, peut-être d'un salaire gagné ; mais ils méconnaissent entièrement la chose principale, ils ne considèrent pas que le capital de tous ceux qui ne peuvent vivre de leur revenu réside dans leur force et leur aptitude au travail, et que celui qui veut bien régir sa maison doit soigneusement conserver un tel capital¹ ».

II^e *objection*. — I. On oppose aux partisans du repos hebdomadaire une autre objection plus spécieuse. Suspendre le travail un jour par semaine, dit-on, c'est causer un dommage énorme à la production industrielle et agricole et, par suite, diminuer la somme de richesses de la nation. Dans le commerce, c'est porter aux négociants un préjudice considérable. A ceux qui tiennent ce langage, nous pourrions opposer, à notre tour, la parole de Montalembert que

1. *Les bons dimanches, condition de prospérité nationale*, par un juriste de Bâle, p. 6 et 7.

« l'industrie est faite pour l'homme et non pas l'homme pour l'industrie ». Par conséquent, cette objection, fût-elle réellè, ne devrait pas arrêter les amis du repos du dimanche. Avec M^{sr} Turinaz ils auraient le droit de s'écrier : « Quoi ! le gain, l'intérêt matériel sont donc le but suprême de la vie ! Ils dominant tous les droits, toutes les libertés, les intérêts les plus élevés et les plus sacrés des sociétés et des âmes ! Mais ce serait la domination absolue de la matière, le mépris de la grandeur humaine, l'avilissement et la servitude déshonorante. Le règne de la force opprimant, écrasant et supprimant le droit, peut présenter encore une apparence de grandeur dans les efforts et l'énergie de la lutte ; mais le règne du gain et de l'intérêt matériel placé au-dessus de tout, c'est le fond de l'abîme d'où l'on ne remonte jamais »¹. S'il en était ainsi, si le règne du gain et de l'intérêt matériel devait passer avant le bien des âmes, on en arriverait, suivant la très juste expression d'un spirituel étranger, le marquis de Beaufort, que Montalembert citait à la tribune de l'Assemblée nationale, « à remplir le monde de machines qui ont presque des âmes et d'âmes qui ne sont plus que des machines »².

Au-dessus des biens matériels, il y a des biens de l'ordre moral et intellectuel, et il n'est pas permis,

1. M^{sr} Turinaz, *Nouvelle étude sur trois fléaux de la classe ouvrière*, Correspondant du 1^{er} janvier 1900.

2. Discours de Montalembert à l'Assemblée nationale ; *Moniteur universel* du 11 déc. 1850.

pour accroître un peu la somme des premiers, de sacrifier les seconds. Il n'est jamais permis de chercher à s'enrichir en violant le droit d'autrui. De nos jours, on parle beaucoup des droits de la classe ouvrière ; dans la plupart des pays, on a voté des lois ayant pour but de les protéger. Eh bien, nous ne connaissons pas de droit plus précieux pour l'ouvrier que le droit au repos hebdomadaire ! C'est ce qu'un orateur écouté du Sénat, M. Dominique Delahaye, sénateur de Maine-et-Loire, exprimait dans les termes suivants, au cours de la discussion de la loi sur le repos hebdomadaire à laquelle il a pris une grande part : « Le droit au repos le dimanche, disait M. Delahaye, est un droit individuel et la Commission, par la bouche de son rapporteur, en fait la propriété exclusive du patron... Je suis patron et, par conséquent, peu suspect de partialité dans la circonstance. Vous n'attendez pas de moi des déclarations qui soient opposées au patronat ; mais j'ai déjà eu l'occasion de dire que les droits du patronat se changent en tyrannie, s'ils empiètent sur ceux de l'ouvrier ou de l'employé... Le patron a le devoir de respecter le droit de l'employé et de l'ouvrier. Or ce droit au repos hebdomadaire, il est absolu chez l'employé¹... » Au nom de ce droit des ouvriers et des employés, M. Delahaye demandait la suppression du troisième paragraphe de l'article 5 du projet de la Commission qui permettait de remplacer

1. Voir *Journal officiel*, séance du Sénat du 5 avril 1906.

par deux repos d'une demi-journée le repos d'une journée entière dans les établissements occupant moins de cinq ouvriers ou employés.

Mais, dira-t-on peut-être, la concurrence internationale de plus en plus effrénée, la lutte entre nations de plus en plus vive sur le terrain industriel et commercial, ne permettent pas d'envisager comme une chose sans importance cette diminution de la production nationale. Évidemment, le commerce international a, surtout à notre époque, une très grande importance, et un État ne doit rien négliger pour augmenter sa production et, par suite, le chiffre de ses échanges. Cependant, cette considération elle-même ne peut pas prévaloir quand les intérêts moraux de tout un pays sont en jeu. Nous demeurons convaincu que, même au prix d'un léger fléchissement dans sa production industrielle et agricole et dans ses échanges, ce pays ne pourrait que gagner à respecter le droit de l'ouvrier au repos du dimanche et à s'assurer les nombreux avantages qui résultent de ce repos.

Et d'ailleurs, que va-t-on parler de fléchissement dans la production? on ne le redoute pas aujourd'hui. On n'entend parler, de nos jours, que de la surproduction. Les patrons s'en plaignent parce qu'elle amène l'avilissement des prix et la mévente; les ouvriers la redoutent parce qu'elle oblige beaucoup de patrons à renvoyer une partie de leur personnel et qu'elle entraîne ainsi le chômage d'un grand

nombre de travailleurs. La classe ouvrière s'élève violemment contre les progrès du machinisme qui amènent une production trop intense et sont une cause de chômage. Une mesure qui occasionnerait une légère diminution de la production devrait donc être accueillie comme un remède au fléau de la surproduction et, par conséquent, comme un bienfait. Il y a plusieurs années déjà, un fabricant de papier de l'Ardèche, M. Johannot, répondant à une enquête sur la question du repos dominical, disait : « Le repos du dimanche dans notre industrie, est le seul moyen de parer à l'avalissement des prix, qui diminuent sans cesse, à cause d'une production qui dépasse les besoins de la consommation » ¹. Bien d'autres industries souffrent de la surproduction et accueilleraient avec joie une mesure générale de nature à y remédier en partie. Mais une mesure générale est nécessaire car un patron isolé n'ose pas prendre l'initiative de la fermeture de son usine le dimanche par crainte de la concurrence.

Mais est-il vrai que la production nationale et que les intérêts du commerce soient compromis par le repos du dimanche ? Cette raison n'est-elle pas un vain fantôme agité par des industriels ou des commerçants peu scrupuleux pour se dispenser de donner satisfaction aux légitimes réclamations de leurs ouvriers ou de leurs employés ?

1. Fénelon Gibon, *La nécessité sociale du dimanche*, p. 44.

A l'aide d'exemples, de documents et de témoignages de toute sorte, nous allons montrer qu'il en est bien ainsi et que, loin de diminuer la production et la vente, le repos dominical tendrait plutôt à les augmenter.

On sait que l'Angleterre est un des pays où le repos du dimanche est le mieux observé ; il commence même le samedi à midi ; eh bien, l'Angleterre n'est-elle pas le pays le plus prospère au point de vue industriel et commercial ? Un homme politique anglais du siècle dernier, historien de valeur, lord Macaulay disait : « Si le dimanche n'avait pas été observé comme un jour de repos, mais que la hache, la bêche, l'enclume et le métier à tisser eussent fonctionné tous les jours pendant les trois derniers siècles, je n'ai pas le moindre doute que nous serions en ce moment un peuple plus pauvre et moins civilisé que nous ne le sommes ». Et il continue en exprimant son opinion bien arrêtée « qu'à la longue, l'ouvrier qui travaille six jours par semaine fera pendant ce temps plus de besogne que celui qui travaille sept jours par semaine ». Cette affirmation de Macaulay n'est pas un paradoxe ; c'est l'expression de la réalité. L'historien anglais part évidemment de cette idée qu'il n'y a pas nécessairement équivalence entre la quantité de travail fournie et le temps passé à travailler ; dans la production d'un objet quelconque, le temps n'est qu'un des éléments ; la force physique, l'entrain, l'intelligence, la liberté d'esprit de l'ouvrier

sont d'autres facteurs très importants ; c'est ce qui explique que des ouvriers placés dans des conditions favorables au point de vue physique et moral, produisent davantage dans le même temps et même en moins de temps que d'autres ouvriers travaillant dans de moins bonnes conditions. En Angleterre, par exemple, les mineurs de certaines régions travaillent douze heures ; ceux du Northumberland ne travaillent que huit heures ; cependant, ces derniers produisent vingt-cinq pour cent de plus que leurs camarades qui travaillent douze heures ; ils sont plus vigoureux, leur coup de pic est légendaire. En 1860, un fabricant de Mulhouse réduisit de douze à onze heures par jour le temps du travail dans son établissement, et se donna ensuite la peine de déterminer exactement l'influence de cette mesure sur la production ; au bout de quelque temps, la quantité de marchandises produite s'éleva de quatre à cinq pour cent sur la production antérieure ; la diminution de la durée du travail a donc eu pour conséquence une augmentation de la production. Plus récemment, l'expérience a été renouvelée dans une verrerie belge et a donné d'aussi bons résultats : « Il y a quelques années, disait au congrès de Bruxelles de 1897, M. Lefebvre, industriel verrier à Charleroi (Belgique), nos ouvriers travaillaient douze heures par jour. Contre leur gré, nous avons réduit à dix heures la présence à l'atelier. Leur travail est devenu plus intense et leur gain final, par conséquent la production de l'usine, ne s'en sont

pas ressentis. Il leur reste le profit de passer une soirée plus longue dans leur famille »¹.

Ce qui est vrai de la diminution des heures de travail l'est aussi du dimanche; les ouvriers, après un jour de repos, ont plus d'entrain au travail; d'ailleurs, le travail du dimanche n'est pas productif. M. Julin, chef de division à l'Office du travail belge, donnait, au congrès de Bruxelles, ce renseignement qu'il tenait d'un industriel : « Il est certain que le travail du dimanche exige une surveillance plus attentive. *Il est le plus souvent impossible d'obtenir des ouvriers le travail normal qu'on en obtient régulièrement pendant la semaine.* Ils sont tentés d'apporter avec eux des boissons diverses qui, rapidement, font diminuer le rendement et la qualité du travail² ». Enfin, le travail du dimanche entraîne souvent le repos du lundi; quand nous disons repos du lundi, nous devrions dire « chômage du lundi », car ce n'est pas un vrai repos que les ouvriers prennent ce jour-là et le cabaretier profite beaucoup plus de cette interruption du travail que la femme et les enfants. Eh bien, le repos du dimanche fait disparaître la Saint Lundi. Dans l'usine de M. Satre à Lyon, le nombre des fêteurs de la Saint Lundi, qui était de soixante à soixante-dix pour cent, est tombé à un ou

1. « Congrès international du repos du dimanche, tenu à Bruxelles », 1897. Rapport de M. Lefebvre, p. 67, 68, 69.

2. Congrès de Bruxelles : Rapport de M. Julin, chef de division à l'Office du travail belge.

deux pour cent après la suppression complète du travail du dimanche, et cela au bout de très peu de temps.

Le repos du dimanche, déjà appliqué dans bon nombre d'industries, n'est donc pas une cause de diminution de la production industrielle, nous croyons l'avoir suffisamment démontré.

II. — Le repos du dimanche, parfaitement conciliable avec les intérêts de l'industrie comme nous venons de le voir, serait-il contraire aux intérêts du commerce? On serait, au premier abord, tenté de le croire quand on voit tant de magasins rester ouverts toute une partie de la journée du dimanche. Et, cependant, nous allons voir qu'il n'en est rien et que la fermeture générale des magasins le dimanche ne porterait aucun préjudice au commerce.

La principale objection qu'opposent aux partisans du repos du dimanche les négociants récalcitrants est celle-ci : si nous fermons nos magasins le dimanche, disent-ils, et que les maisons qui font concurrence aux nôtres restent ouvertes, nos concurrents réaliseront à notre préjudice les affaires que nous aurions réalisées si nous avions laissé nos maisons ouvertes.

Il faut reconnaître qu'il y a là une objection sérieuse; le public n'est pas encore assez habitué, en France du moins, à respecter le droit au repos

des commerçants et de leurs employés et il est à craindre que trouvant porte close le dimanche chez ses fournisseurs habituels, il ne se précipite chez les négociants moins scrupuleux qui auront ouvert leurs magasins. C'est une perte considérable pour les négociants consciencieux qui auront observé la loi du repos. Or il est hélas trop vrai que certains commerçants, oublieux de leurs devoirs envers leurs employés, s'obstinent à tenir leurs magasins ouverts le dimanche; par là, ils justifient jusqu'à un certain point ou, tout au moins, ils expliquent la résistance de leurs concurrents.

Il suffit quelquefois, dans une ville, d'un négociant important qui ouvre le dimanche pour empêcher toute une catégorie de commerçants et de nombreux employés de se reposer. Il y a là une situation vraiment intolérable qui fournit, comme nous le verrons plus loin, leur principal argument aux partisans de l'intervention du législateur en cette matière.

Cependant, l'objection de ces négociants obstinés n'est pas irréfutable. Les très grandes maisons de commerce, d'abord, peuvent sans préjudice fermer le dimanche, même si les petites maisons similaires restent ouvertes. A Paris, les grands magasins du Louvre et du Bon Marché restent fermés, depuis longtemps, le dimanche sans aucune entente avec les autres magasins et n'en prospèrent pas moins. Souvent même, l'exemple de ces grandes maisons entraînera la fermeture des maisons de moindre

importance tandis que leur abstention aurait paralysé la bonne volonté de ces dernières.

Pour les petits ou les moyens magasins, une entente est nécessaire, c'est certain, et c'est cette entente que les partisans du repos du dimanche doivent s'efforcer d'établir dans tous les pays où la question n'est pas réglée par une loi ; s'ils y réussissent, ils auront rendu à des centaines, à des milliers de pauvres jeunes gens et jeunes filles étiolés avant l'âge par l'atmosphère viciée qu'ils respirent derrière leurs comptoirs, un peu de liberté, de soleil et d'air pur. Certes, cet accord n'est pas impossible ; il s'est établi dans plusieurs villes, sans nuire au commerce, à la plus grande satisfaction de tous, patrons et employés. Il est, évident que le commerce ne souffre pas de la fermeture des magasins le dimanche si cette fermeture est générale, car ce qu'on n'aura pas acheté le dimanche on l'achètera le lundi ou un autre jour de la semaine et la quantité de marchandises vendues restera la même.

Quant aux quelques négociants qui, par extraordinaire, laisseraient leurs maisons ouvertes le dimanche alors que toutes les autres fermeraient, ils soulèveraient contre eux la réprobation unanime de la conscience publique ; peut-être, cependant, feraient-ils de bonnes affaires grâce à la légèreté, à l'oubli des acheteurs, mais ces affaires ils ne les réaliseraient qu'en violant, non pas seulement la bienfaisance et la charité, mais, comme le leur dit si jus-

tement M^{sr} Turinaz, « la justice et les droits les plus essentiels de ceux dont les fatigues et les travaux contribuent à élever leur fortune »¹, et l'argent qu'ils gagneraient dans ces conditions serait un bien mal acquis. D'ailleurs, ils seraient probablement punis par où ils auraient péché, par leurs employés, car ils n'en trouveraient bientôt plus ou ils n'en trouveraient qu'à des conditions très onéreuses qui leur feraient perdre, sans doute, une part importante du gain injustement réalisé le dimanche.

L'objection que certains négociants soulèvent contre le repos du dimanche sous prétexte qu'ils ont des frais généraux comprenant les cinquante-deux dimanches de l'année, est de nulle valeur. Les frais généraux d'une maison, en effet, se répartissent sur l'année entière, sur toute la vente annuelle, et si cette vente reste la même, comme cela arrivera sûrement si toutes les maisons de la même branche du commerce ferment le dimanche, il n'y aura aucune différence en fin d'année. La situation des commerçants est bien supérieure, à ce point de vue, à celle des patrons des usines dont il faut maintenir les fourneaux allumés toute la journée du dimanche ; ils ferment simplement leur magasin et ne font aucune dépense.

Nous ne pouvons, dans ce chapitre destiné à montrer que le repos du dimanche n'aurait pas sur l'in-

1. M^{sr} Turinaz, *Trois fléaux de la classe ouvrière*, p. 56.

dustrie et sur le commerce l'influence néfaste que l'on redoute, passer sous silence l'opinion d'un homme mieux placé qu'aucun autre pour parler au nom du commerce, de M. Honoré, directeur des Grands Magasins du Louvre; la citation est longue, mais combien intéressante !

« Le commerce, et même le commerce de détail, dit M. Honoré, peut sans préjudice pratiquer le repos du dimanche. Un exemple est donné, dans cet ordre d'idées, par de grands magasins de Paris. Dès l'année 1869, une entente se fit entre les employés du Louvre et les directeurs, pour la fermeture complète le dimanche : un dimanche seul fut excepté, celui qui, tous les sept ans, tombe la veille du Jour de l'An, le 1^{er} janvier lui-même étant toujours chômé au Louvre. Restaient encore la réception des marchandises et la livraison des achats, lorsqu'une heureuse initiative des Compagnies de chemins de fer nous fit demander, en 1877, si nous consentions à ne pas recevoir les marchandises le dimanche. Sur notre réponse conforme, toute réception a cessé depuis cette époque. Quant à la livraison à la clientèle, on n'osait y toucher. Cependant, en 1890 nous invitions les dames à nous dire si elles consentaient à ne pas recevoir leurs commandes le dimanche. Moins de cinquante personnes se donnèrent la peine de nous autoriser.

« Le 28 mai 1891, le Congrès de la Société d'Économie sociale visitait le Louvre, et M. de Nordling nous

donnait l'heureuse idée de renverser la proposition et de proposer de ne livrer qu'aux clientes qui en feront la demande expresse. Les objections étaient si générales que c'est seulement en janvier 1893 que nous osions lancer dix mille circulaires pour provoquer une sorte de plébiscite sur la question : neuf mille huit cent seize réponses favorables nous déterminèrent et aussitôt la livraison des achats cessa le dimanche. Bien entendu, nous nous mettions entièrement à la disposition de notre clientèle à l'effet de livrer tout achat demandé spécialement pour le dimanche, et nous prévoyions en avoir encore ainsi quelques deux ou trois cents. Mais comme il fallait demander et que la paresse humaine — féminine en l'espèce — est un sûr auxiliaire, nous ne livrons pas aujourd'hui deux dix-millièmes le dimanche : résultat merveilleux qui atteste, d'une part, combien la mesure nouvelle apporte peu de gêne à notre public, et d'autre part, combien illusoire est le préjudice commercial qu'entraînent ces dispositions protectrices du dimanche... d'ailleurs qu'on sache bien que le repos du dimanche est un besoin manifesté d'une façon décisive par l'employé qui marque sa préférence pour les maisons qui ferment sur celles qui ne ferment pas. L'employé, nourri au magasin et en grande partie payé sur ses ventes, préfère perdre et cette nourriture et cette part d'intérêt du dimanche, tant il éprouve le désir de garder ce jour pour lui et les siens... Ventes,

réceptions, livraisons, tout cela peut et doit cesser le dimanche, avec une bonne volonté soutenue. Nous nous portons garant, conclut M. Honoré, que le petit commerce comme le plus grand peut être suspendu le dimanche sans aucun préjudice ; bien plus, que l'observation du dimanche, soutenue par l'activité, l'intelligence, la persévérance, amènera le développement progressif des affaires. »

A ce témoignage, si favorable à la cause du repos du dimanche, du directeur de l'une des plus grandes maisons de commerce du monde entier, nous pouvons ajouter le résultat d'une expérience qui a été faite dans une maison de moindre importance, à Reims ; il n'est pas moins concluant. Nous en empruntons le récit à M. l'abbé Gibier aujourd'hui évêque de Versailles : « Le cardinal Gousset, archevêque de Reims, écrit M. l'abbé Gibier, était désolé de voir la profanation du dimanche se généraliser dans sa ville épiscopale. Il mande à son palais un des grands commerçants de Reims, un bon catholique, et il lui demande de vouloir bien, pour le bon exemple de tous, cesser toute espèce de vente le dimanche et les jours de fête. Celui-ci se récrie et déclare la chose absolument impossible. Ses intérêts commerciaux en seraient atteints, et l'avenir de ses enfants compromis. « Eh bien, dit le cardinal, cessez dorénavant toute vente le dimanche ; calculez exactement chaque soir les bénéfices de la journée, et si, à la fin de l'année, ils n'égalent pas ceux de l'année précédente, je

m'engage à combler le déficit ». — « Mais, Éminence, vous n'y songez pas... » — « A la condition, toutefois, reprit aussitôt le cardinal, que si votre gain est, au contraire, en excédent, vous me verserez cet excédent pour mes bonnes œuvres. » A la fin de l'année, le cardinal reçoit à l'archevêché le riche commerçant qui, tout joyeux, lui dit : « Éminence, je viens acquitter mon engagement en vous apportant six mille francs. C'est l'excédent de mes profits de cette année sur les années précédentes »¹.

Ainsi, de l'aveu même d'un grand nombre d'industriels et de commerçants, et non des moindres, aveu confirmé d'ailleurs par de nombreuses expériences, le repos du dimanche ne nuit pas plus à la production industrielle qu'au développement du commerce. Que devient alors l'objection que l'on nous opposait au nom des intérêts du commerce et de l'industrie, au nom de la production nationale ? Pas plus que la précédente, cette objection ne résiste à un examen attentif, et toute personne qui étudiera sans parti pris la question du repos du dimanche sera sûrement de l'avis de M. Benjamin Harrisson, président de la république des États-Unis, qui disait le 10 mai 1891 à Glenwood-Springs (Colorado) : « Ma vie a été une vie de labeur. Depuis mon adolescence jusqu'à l'heure présente, tout mon temps a toujours été absorbé. J'ai

1. Abbé Gibier, curé de Saint-Paterne d'Orléans, *Nos plaies sociales*, p. 96.

subi la pression des exigences de ma profession. J'ai subi la pression des campagnes politiques et celle des fonctions publiques. Et cependant, dans toutes ces diverses conditions, au milieu de toutes ces préoccupations, j'ai toujours trouvé, simplement au point de vue physique et abstraction faite des aspects religieux de la question, que je produisais *plus d'ouvrage en travaillant six jours qu'en en travaillant sept...* »

III^e objection. — On fait au principe même du repos hebdomadaire, disions-nous au début de ce chapitre, trois principales objections; deux de ces objections sont d'ordre économique, la troisième est surtout d'ordre moral. Nous avons loyalement exposé les deux premières et nous nous sommes efforcé d'y répondre et d'en montrer l'inanité contre le principe du repos hebdomadaire. Il nous reste maintenant à exposer la troisième objection; ainsi que nous le disions, elle est surtout d'ordre moral.

En accordant aux ouvriers un jour complet de repos par semaine, dit-on, on s'expose à ce qu'ils fassent un mauvais emploi de cette journée, à ce qu'ils la passent au cabaret ou dans des lieux de débauche; et ainsi, le repos hebdomadaire, au lieu d'être la mesure moralisatrice que rêvent ceux qui prônent cette réforme, deviendra une nouvelle cause de corruption des mœurs.

Cette objection n'est pas sans valeur; il est certain

que si la majorité des ouvriers devait employer le jour de repos à la boisson ou aux plaisirs coupables, la réforme que nous préconisons perdrait toute sa raison d'être puisque, bien loin d'avoir sur le corps et sur l'âme une influence salubre, elle exercerait, en définitive, sur eux une influence nuisible.

Mais il ne nous apparaît nullement que le repos du dimanche généralisé doive produire un si fâcheux effet.

Le mauvais emploi du repos serait réellement à craindre si ce repos était pris à des jours différents par le père et par les autres membres de la famille. Alors, en effet, l'ouvrier ne trouverait aucun attrait à son foyer désert et ne saurait pas résister à la tentation d'aller passer de longues heures au cabaret avec ses camarades de travail devenus ses compagnons de débauche. Mais si le jour de repos est le jour de la famille, comme il doit l'être, si, ce jour-là, le père et la mère quittent leur usine ou leur atelier, les enfants leur école, toute la famille se trouvera réunie et ce danger sera écarté ou, du moins, bien diminué.

Si le repos est donné le dimanche et si la famille a des sentiments chrétiens, les exercices religieux occuperont une bonne partie de la journée; cet homme et cette femme, courbés toute la semaine sous l'étreinte des dures nécessités de la vie, astreints à un travail matériel souvent pénible et à des occupations fastidieuses, verront ce jour-là s'ouvrir

devant leur esprit des horizons d'une grandeur infinie ; ils auront le loisir de penser à leur âme, à ses destinées futures ; ils puiseront dans l'accomplissement de leurs devoirs religieux la force d'âme nécessaire pour supporter une vie de labeurs et de fatigues, et reprendront, le lundi, avec plus de courage la chaîne de leurs travaux.

En dehors des offices religieux, les promenades au grand air, les visites aux parents et aux amis, en un mot tous les agréments d'un jour de repos pris en famille s'offriront aux ouvriers et les détourneront du cabaret.

D'ailleurs, l'expérience prouve que, bien loin de favoriser les progrès de l'alcoolisme, le repos du dimanche tend à opposer une digue à ce fléau : « La consommation des boissons alcooliques distillées ou fermentées s'accroît d'une façon rapide *surtout dans les pays qui n'observent pas le repos du dimanche* », écrit M. Jules Denis, vice-président de la « ligue patriotique suisse contre l'alcoolisme¹ ».

Voici, d'autre part, ce que disait il y a quelques années un médecin au Parlement de Berlin : « J'ai eu l'occasion de visiter plus de trois mille ouvriers, et j'ai constaté que pour tous ceux qui travaillent le dimanche, à l'atelier ou chez eux, ce travail avait le plus fâcheux effet. Dans leurs maisons régnaient la

1. Jules Denis, *Conséquences sociales de l'abus des boissons alcooliques le jour du repos*, p. 5.

malpropreté et la discorde. *La vie du cabaret avait remplacé la vie de famille*¹ ».

Ce phénomène est facile à expliquer : les ouvriers qui ont l'habitude de travailler le dimanche, ne pouvant pas refaire leurs forces par un repos réparateur, et se sentant épuisés par le travail de la semaine, cherchent à se remonter artificiellement en consommant des boissons alcooliques. Ce qui fait le succès de l'alcool dans la classe laborieuse, c'est ce préjugé si répandu qu'il donne des forces ; aussi, avant de se mettre à la besogne ou dans les moments de fatigue, trop d'ouvriers vont-ils demander à un petit verre d'eau-de-vie le surcroît de forces dont ils ont besoin. L'excitation momentanée qu'il leur procure les entretient dans leur funeste erreur. S'ils prennent un jour de repos par semaine, leur organisme en ressentira, comme nous l'avons vu, une influence des plus salutaires ; le repos fera remonter le niveau de leurs forces ; ayant plus de vigueur réelle, ils n'éprouveront pas, ou éprouveront beaucoup moins, le besoin de se donner une vigueur factice au moyen de l'alcool, et sauront résister à l'attrait des consommations immédiates.

Les ouvriers qui, pouvant consacrer le dimanche à la vie de famille, le passent au cabaret, ne sont, Dieu merci, qu'une bien petite minorité. Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir, l'après-midi du dimanche, les promenades et les principales rues

1. Cité par l'abbé Gibier, p. 60.

des villes où le repos dominical est généralement observé. L'aspect de ces villes est bien différent ce jour-là de ce qu'il est tout le reste de la semaine. Ce ne sont pas des équipages élégants, des hommes d'affaires allant à leur bureau leur serviette sous le bras, ou des ouvriers en bourgeron se rendant à leur travail que l'on croise; non, ce sont des familles ouvrières au complet, le père, la mère, les enfants, tous revêtus de leurs habits les plus neufs, se promenant d'un pas tranquille et savourant la joie, si rare pour eux, d'avoir quelques heures de loisir à prendre en commun.

Le danger des mauvais dimanches n'est donc pas aussi grand qu'on veut bien le dire. Mais il existe des moyens de le diminuer encore.

Tout d'abord, des hommes et des femmes de cœur tout dévoués aux véritables intérêts de la classe ouvrière ont fondé, dans certains pays, des institutions destinées à faciliter aux ouvriers et aux employés le bon emploi de leur journée de repos; il y a des bibliothèques populaires, des cours professionnels, des patronages qui organisent des séances récréatives et des conférences souvent très instructives. Enfin, il existe des œuvres dont le but est de généraliser la célébration chrétienne du dimanche; elles partent de cette idée, éminemment juste, que le meilleur moyen de bien employer le dimanche, c'est de le célébrer chrétiennement.

Voici ce que disait, contre l'objection du mauvais

emploi du dimanche, M. Brants, professeur à l'Université catholique de Louvain, dans un rapport sur la législation autrichienne du dimanche, lu au Congrès de Bruxelles : « Certes le cabaret est fréquenté par beaucoup, cela n'est pas contestable, mais cela n'est pas général, et d'ailleurs le remède n'est pas dans le travail, mais dans l'emploi honnête et améliorant du dimanche.

« Que font donc les ouvriers? certes le cabaret reçoit beaucoup de visites; en été, quand les ressources le permettent, il y a des excursions à la campagne, en famille; en hiver, il y a pour les plus sérieux d'autres ressources : la Gewerbeschule; à Vienne, les conférences des sociétés; des bibliothèques populaires; il y a des bibliothèques d'usines très visitées, des sociétés de chant. Enfin, il y en a qui s'occupent d'intérêts publics et professionnels, et vont à leurs groupes, à leurs meetings.

« La loi religieuse influe naturellement beaucoup sur l'emploi du dimanche, et une partie nombreuse de la population assiste à l'office religieux. C'est aussi ce sentiment chrétien qui maintient la pratique des fêtes, même de celles qui sont abrogées, et dont la pratique est fréquente dans certaines régions de l'empire. Des sociétés et des hommes d'œuvres s'occupent d'institutions du dimanche, cherchant à assurer son bon emploi, convaincus que la sanctification du dimanche est un moyen efficace de bien assurer les bons effets sociaux qu'on en souhaite.

Que tous n'emploient pas bien le dimanche est donc un argument qui se rencontre, sans doute, mais qui doit seulement faire conclure à des institutions et à une action morale favorisant son bon emploi ¹ ».

Mais nous ne pouvons nous dissimuler que toutes ces institutions, toutes ces œuvres destinées à faciliter aux ouvriers le bon emploi du dimanche ne pourront atteindre qu'une partie relativement restreinte de la classe laborieuse. La grande majorité des ouvriers et des employés échappera à leur action. Aussi, sans négliger ces œuvres et ces institutions excellentes, faut-il chercher d'autres moyens de détourner, le dimanche, les ouvriers du cabaret et des plaisirs malsains.

Un moyen très efficace serait de faire la paye non pas le samedi soir ou le dimanche, mais un autre jour de la semaine. Si la paye a lieu le samedi ou le dimanche matin, comme l'habitude n'en est que trop répandue, les ouvriers ont en poche le dimanche une somme relativement considérable et sont tentés de la gaspiller au cabaret. C'est ce motif qui a porté le Congrès de Paris de 1889 à émettre le vœu suivant : « Il est à recommander de faire la paye des ouvriers tout autre jour que le samedi et le dimanche. Dans bien des établissements industriels, elle est pratiquée avec avantage le vendredi ; dans d'autres, on a eu recours avec succès à d'autres combinaisons tendant au même

1. Rapport de M. Brants, voir p. 22, 23 ; Compte-rendu du Congrès de Bruxelles de 1897.

but ». La paye du vendredi a été essayée dans plusieurs maisons et a pleinement réussi. M. Dominique Delahaye, qui la pratique dans son usine, l'a préconisée dans son discours du 5 avril 1906 au Sénat ; il a même déposé un amendement à la loi sur le repos hebdomadaire tendant à l'établir ; cet amendement était ainsi libellé : « La paye des ouvriers et des employés, qu'elle soit hebdomadaire, de quinzaine ou mensuelle, aura toujours lieu le vendredi soir. » M. Delahaye, à l'appui de son amendement, a donné lecture de la lettre suivante que lui avait écrite un industriel de Cholet, le directeur de la maison Brémont : « Les femmes de nos ouvriers venaient se plaindre de ce que la paye avait été dissipée au cabaret, le dimanche et même le lundi. Alors, en réfléchissant sur le moyen de trouver, pour nos ouvriers, un moyen de les amener en toute liberté à faire un meilleur emploi de leurs ressources, nous avons résolu d'essayer la paye du vendredi soir. Comme par un coup de baguette magique, les choses ont changé du jour au lendemain. On buvait bien le petit coup de vin, le vendredi, mais en famille. On revenait au travail invariablement le samedi matin ».

« Considérons, messieurs, ajoute le sénateur de Maine-et-Loire, que si l'ouvrier français est enclin à subir l'entraînement du plaisir, il subit — c'est à son honneur — plus facilement encore l'entraînement au travail, car l'ouvrier français est essentiellement laborieux. » (Très bien ! à droite.)

« Il n'y a pas d'exemple, dans les maisons que je connais, où la paye se fait le vendredi soir, que l'ouvrier ait quitté son établi ou son métier le samedi matin. L'ouvrier ayant déjà l'habitude du travail de la semaine, travaille invariablement le samedi.

« De ce côté donc, la mesure est moralisatrice et économique pour la famille ouvrière »¹.

La paye du vendredi est certainement le meilleur moyen d'empêcher les ouvriers et les employés de gaspiller le dimanche leurs économies au cabaret, et, à ce titre, nous ne pouvons que souhaiter de la voir se généraliser.

Si tous ces moyens sont inefficaces à l'égard de certains ouvriers qui continueront, malgré tout, à fréquenter les débits de boisson le dimanche, il serait injuste d'en tirer un argument contre le repos hebdomadaire. En effet, ces ouvriers qui ne peuvent résister à l'attrait d'un petit verre trouveraient bien le temps, même si on les faisait travailler les sept jours de la semaine, d'aller passer au cabaret leurs heures de liberté; beaucoup de ceux qui travaillent le dimanche fêtent la Saint Lundi et alors quel avantage y a-t-il pour eux et pour leur famille à ne pas chômer le dimanche? Nous avons vu précédemment qu'un des moyens les plus efficaces d'enrayer le fléau des « lundis bleus », c'est précisément d'accorder le repos du dimanche.

1. *Journal officiel*, séance du Sénat du 5 avril 1906, discours de M. Dominique Delahaye.

Enfin, nous ajouterons qu'on n'a pas le droit de priver l'ensemble de la classe ouvrière des agréments et des bienfaits du repos hebdomadaire sous prétexte que certains ouvriers feraient de ce repos un mauvais emploi. Les fautes de quelques-uns ne peuvent pas être préjudiciables à tous.

CHAPITRE IV

Examen des difficultés particulières à certaines industries.

Nous avons essayé de résoudre, dans le chapitre précédent, les objections les plus générales que l'on met en avant contre le principe même du repos hebdomadaire et nous espérons en avoir suffisamment montré la faiblesse.

Mais il ne nous servirait de rien d'avoir prouvé que le repos hebdomadaire n'est jamais préjudiciable aux véritables intérêts matériels et moraux des classes laborieuses ni à la production nationale et au commerce, si l'introduction de cette mesure se heurtait, dans des industries importantes, à des difficultés insurmontables.

Une question d'une extrême importance se pose donc maintenant : le repos hebdomadaire est-il possible dans toutes les industries ?

Le Congrès de Paris de 1889 a adopté la résolution suivante : « Le repos du dimanche est possible, à des degrés divers, dans toutes les industries... Le repos ainsi accordé à l'ouvrier ne peut être préjudiciable à aucune industrie, car ce repos permet à

l'homme de produire un travail plus considérable et mieux fait en ce qu'il contribue à soutenir et à restaurer ses forces physiques ». En dépit de cette affirmation, on entend dire couramment que, dans certaines industries, il est absolument impossible d'arrêter un jour par semaine par suite de la nature du travail qui ne souffre aucune interruption; que dans d'autres industries, l'arrêt du travail, théoriquement possible, augmenterait tellement les frais généraux qu'il devient pratiquement impossible. C'est par ces raisons que l'on excuse le travail du dimanche qui se pratique dans les raffineries de sucre, les fabriques de papiers, les fabriques de glaces et les cristalleries, dans les industries métallurgiques et, en général, dans toutes les industries à feu continu.

Le Congrès de Paris a-t-il donc émis une affirmation en l'air, affirmation de théoriciens contredite par les professionnels? Non! il s'appuyait sur l'opinion nettement exprimée d'un grand nombre d'industriels, appartenant à différentes catégories d'industries, qui, ayant pratiqué longtemps le travail du dimanche, avaient adopté par la suite l'habitude de cesser le travail ce jour-là et n'avaient pas remarqué de différence appréciable dans la production.

Nous ne citerons pas toutes ces déclarations déjà connues. Cependant, l'une d'elles, particulièrement intéressante, mérite d'être retenue; c'est celle de M. Alexandre Sépulchre, directeur général de la Société métallurgique de Vezin-Aulnoye, à Mau-

beuge (Nord) : « Depuis de longues années, dit M. Sépulchre, j'appartiens à la direction d'une Société qui possède dans le Nord des hauts fourneaux et des laminoirs. Les laminoirs occupent quinze cents ouvriers. Lorsque nous avons commencé à fabriquer le fer, il y a de cela vingt-trois ans, nous avons suivi l'usage général du pays, qui était de travailler au laminoir deux semaines consécutivement. On arrêtait pendant trente-six heures une fois tous les quinze jours seulement. Ce système était extrêmement ruineux pour la santé de tous, et nous trouvions aussi de grands inconvénients pour le bon entretien des appareils et des fours à puddler en particulier. La seconde semaine était bien moins bonne que la première, on faisait moins de travail et le travail était moins bien fait.

« Au bout de trois ans, nous avons cherché à améliorer cette situation : nous avons essayé l'arrêt du dimanche matin jusqu'au lundi matin : cela faisait douze heures de plus d'arrêt par quinzaine. Chose singulière, la production n'a pas sensiblement diminué, à cause d'une moindre fatigue chez l'ouvrier et du meilleur entretien des fours.

« Nos semaines de travail se composaient de six jours pour les ouvriers de jour et de six nuits pour les ouvriers de nuit ; mais évidemment le travail de nuit est plus fatigant que celui de jour.

« Voulant pousser l'expérience plus loin et diminuer le travail des ouvriers de nuit, nous avons sup-

primé le travail de nuit du samedi au dimanche, de telle sorte que les semaines se sont composées, pour les ouvriers de jour, de six journées de douze heures, et pour ceux de nuit de cinq nuits de douze heures : les uns alternant avec les autres d'une semaine à l'autre.

« Évidemment, c'était un système bien meilleur pour l'ouvrier au point de vue physique et au point de vue moral, car, en arrêtant le samedi soir, l'ouvrier pouvait se reposer dans la nuit du samedi au dimanche et était libre tout le dimanche. Nous avons de nouveau constaté que, malgré cet arrêt de douze heures par semaine de plus, la production est restée très sensiblement la même ; la diminution est extrêmement petite, de telle sorte que les ouvriers ont toujours touché à peu près le même salaire, à une différence insignifiante près et cela en jouissant de beaucoup plus de repos. Il y a quinze ans environ que nous pratiquons ce système et nous n'avons qu'à nous en louer¹ ».

Au cours du même congrès, un autre rapporteur, parlant de l'industrie du fer, disait qu'un arrêt d'un jour par semaine était nécessaire dans cette industrie, pour remettre en état les fours à puddler : « ... C'est un fait que dans les usines les mieux organisées, il est peu de fours qui, après une semaine de marche, n'aient déjà besoin de quelques réparations.

1: Congrès de Paris, 1889, p. 152-153.

Qu'advient-il de ces fours si, ces réparations n'étant pas faites, ils doivent fonctionner encore pendant une semaine? Personne ne contestera qu'alors la production ne diminue progressivement et que le déchet et la consommation du charbon augmenteront. » Passant ensuite à l'examen de la situation des ouvriers dans son industrie, le même rapporteur constate que tout ralentissement dans l'activité de l'ouvrier puddleur et tout relâchement dans les soins qu'il doit apporter à son travail amènent une baisse rapide dans la production du four et il ajoute ces paroles remarquables que tout ami du dimanche devrait connaître : « *Comment alors, dans un des métiers les plus pénibles, vouloir prétendre à de fortes productions avec des ouvriers privés du repos hebdomadaire, et réduits ainsi à ne pouvoir donner un instant à leurs devoirs et affaires domestiques? Ce serait le contre-pied du principe économique « que, pour obtenir du travailleur le plus d'effet possible, il faut le mettre dans les conditions matérielles et morales les plus favorables possibles. » En ce qui concerne l'ouvrier, ce que nous disons du puddlage s'applique également au réchauffage et au laminage*¹. »

Au congrès de Bruxelles de 1897, de nouvelles déclarations sont venues confirmer celles du congrès de Paris en ce qui concerne l'utilité du repos hebdomadaire dans l'industrie du fer. Nous lisons dans le

1. Congrès de Paris, 1889, rapport Morel, p. 163 à 166.

rapport de M. Julin, déjà cité, une lettre d'un fabricant de fer dont nous extrairons les passages suivants : « Pour les fabriques de fer, la suppression du travail du dimanche a toujours été regardée par nous comme avantageuse, malgré les frais importants qu'entraîne le rallumage de tous les fours et foyers.

« Certaines usines contestent parfois l'utilité du repos hebdomadaire. On a fait travailler tous les fours de certains établissements vingt-neuf et même trente jours par mois. Ce système éreinte les hommes tant au moral qu'au physique et ne peut produire sur l'état de la population ouvrière que les résultats les plus défavorables.

« Les réparations des fours sont fort utiles au bout de huit jours et permettent aux ouvriers de compenser, sinon totalement, au moins en très grande partie, la réduction de production qui résulte du chômage du dimanche¹ ».

La cause est donc entendue pour l'industrie métallurgique; non seulement le repos hebdomadaire est possible dans cette industrie si importante, mais nous venons de voir des hommes du métier nous dire qu'il est utile et même nécessaire.

Une autre industrie, très différente mais non moins importante, s'est montrée jusqu'ici, en France tout au moins, réfractaire au repos hebdomadaire,

1. Congrès de Bruxelles, 1897, rapport de M. Julin.

c'est celle des raffineurs de sucre. Les raffineurs que nous avons pu interroger nous ont répondu que le repos hebdomadaire ne pouvait s'accorder dans leur industrie parce qu'il est impossible d'arrêter le passage dans les filtres du liquide sucré à cause des dangers de fermentation qui sont très considérables, pour les sucres exotiques surtout; le liquide sucré entrerait certainement en fermentation si l'on arrêta un jour par semaine son passage dans les filtres et il résulterait de là une perte considérable. En ce qui concerne la revivification du noir animal, qui est une partie accessoire, mais très importante, de la raffinerie du sucre, l'arrêt du travail un jour par semaine ne serait pas impossible mais il entraînerait une augmentation considérable des frais généraux à cause de la nécessité de maintenir toujours les cornues à une température élevée, d'où une dépense inutile de combustible.

La compétence nous manque pour discuter ces raisons techniques mises en avant par les raffineurs français pour excuser la pratique du travail du dimanche. Heureusement, nous avons mieux que des raisons, nous avons un exemple à leur opposer; c'est celui de M. Charles Graffe, raffineur de sucre à Molenbeck Saint-Jean près Bruxelles. M. Graffe, qui a fondé son industrie en 1860, a toujours pratiqué le repos du dimanche, et certes, cette mesure n'a pas nui à ses intérêts puisqu'il écrivait dans une lettre dont nous avons eu personnellement connaissance :

« Si notre raffinerie a débuté par un million de kilogrammes de mise en œuvre, elle produisit en 1884 cinq millions de kilogrammes; aujourd'hui (1906), elle en livre vingt millions¹ ». Voici comment M. Graffe a résolu les difficultés techniques qui font reculer les raffineurs français : le samedi soir, on règle les robinets des filtres de manière que l'émission des liquides sucrés soit en rapport avec la capacité des réservoirs alimentaires des filtres ou de l'appareil à cuire dans le vide; de cette façon, la filtration continue sans interruption et automatiquement jusqu'à la reprise du travail le lundi, et il n'y a pas à toucher aux appareils de toute la journée du dimanche. Quant à la revivification du noir, elle est interrompue dans la nuit du samedi au dimanche. Le feu est éteint, les cornues sont vidées, le séchoir est garni de noir lavé et encore humide, qui y sèche lentement jusqu'au lundi matin. Le nettoyage et l'entretien de l'outillage se font quotidiennement pendant les heures des repas, et si une réparation est devenue nécessaire, elle est entreprise immédiatement mais ne se fait jamais le dimanche.

Ne pourrait-on agir de même dans les raffineries françaises?

D'ailleurs, avec la fabrication du sucre rangé, c'est-à-dire produit directement en petits carrés, qui tend de plus en plus à remplacer la fabrication en pains,

1. Voir le discours de M. Dominique Delahaye au Sénat; séance du 29 juin 1906.

le repos hebdomadaire ne présente plus aucune difficulté dans les raffineries. Autrefois, en effet, la fabrication des pains de sucre exigeait un travail continu de huit jours. Aujourd'hui, le sucre rangé est extrait de tablettes à faces parallèles dont la fabrication n'exige que quelques heures en dehors du temps de refroidissement de la masse cuite.

Les raffineurs de sucre n'ont donc plus aucun motif de refuser à leurs ouvriers le repos du dimanche dont jouissent les travailleurs des autres industries.

Beaucoup de fabriques de papiers travaillent le dimanche et, cependant, on n'a aucune bonne raison à invoquer pour expliquer cette pratique.

Un fabricant de papiers de l'Ouest de la France, que nous avons interrogé sur la possibilité d'établir le repos du dimanche dans son industrie, nous a répondu qu'actuellement la chose était parfaitement possible. Autrefois, nous disait cet industriel, l'arrêt des fabriques de papiers le dimanche était à peu près impossible parce que la plupart étaient établies près des rivières et tiraient leur force motrice des chutes d'eau ; il fallait donc marcher sans interruption pendant la saison où il y avait abondance d'eau, car on était souvent obligé de s'arrêter pendant plusieurs mois d'été. Mais, il n'en est plus de même aujourd'hui ; presque toutes les fabriques de papiers marchent à la vapeur ; il y a même des moteurs à vapeur dans celles qui marchent à l'eau pendant la saison

humide, pour suppléer au manque d'eau. Aussi rien ne s'oppose plus maintenant à la suspension du travail le dimanche; il suffirait d'une entente entre fabricants afin que l'augmentation des frais généraux qui résulterait de cette mesure soit la même pour tous. En résumé, il n'y a pas plus de difficultés actuellement pour les fabriques de papiers que pour toute autre industrie à pratiquer le repos hebdomadaire. Ce repos est désiré généralement par les patrons et par les ouvriers et il en a plusieurs fois été question aux réunions de la chambre syndicale des fabricants de papiers; mais la difficulté est de s'entendre. A l'étranger, le repos du dimanche est pratiqué dans les fabriques de papiers.

Ces conclusions favorables à l'introduction du repos hebdomadaire dans l'industrie de la fabrication du papier nous ont été confirmées par le directeur d'une très importante société anonyme de papeteries. En réponse à la question que nous lui posions sur la possibilité d'introduire le repos hebdomadaire dans les fabriques de papiers, cet industriel nous a écrit qu'il croyait l'arrêt du travail le dimanche possible au moins pour les papiers ordinaires (journal et autres semblables); mais comme cela amènerait une certaine augmentation des frais généraux, une entente entre fabricants serait nécessaire.

Pour la fabrication des glaces, le directeur des grandes manufactures de Saint-Gobain a bien voulu nous écrire que dans beaucoup d'ateliers, on pouvait

sans difficultés sérieuses, arrêter le travail le dimanche; on accorde à Saint-Gobain le repos du dimanche à un grand nombre d'ouvriers et on profite de ce chômage pour faire dans les ateliers certaines réparations impossibles à exécuter pendant que les machines sont en marche.

Le repos du dimanche est d'autant plus nécessaire dans les fabriques de glaces, dans les verreries et cristalleries que les ouvriers de cette industrie, comme ceux des usines de fer, de fonte ou d'acier, sont soumis à un travail des plus pénibles. Le plus grand nombre des ouvriers travaille devant des fours enflammés, devant une lave incandescente dont l'ardeur et l'éclat fatiguent les yeux et éprouvent les santés. Eh bien ! dans la plupart des verreries et des cristalleries, on a, jusqu'à présent, refusé d'accorder aux ouvriers ce repos d'un jour sur sept qui leur serait si nécessaire. Et cependant, l'exemple de plusieurs patrons qui n'ont pas hésité à rompre avec la coutume, et à accorder à leurs ouvriers le bienfait du repos du dimanche sans que cela ait nui à la prospérité de leur entreprise, prouve qu'ici encore il suffirait d'un peu de bonne volonté pour généraliser la mesure.

Nous avons déjà cité, pour les fabriques de glaces, l'exemple de Saint-Gobain. Nous trouvons dans le compte-rendu du Congrès de Bruxelles et dans l'excellent ouvrage de M^{sr} Turinaz « Trois fléaux de la classe ouvrière », plusieurs témoignages des plus concluants en faveur de l'introduction du repos heb-

domadaire dans l'industrie verrière. « Généralement, dit M. Aimable Louvet, maître de verreries à Chénée (Belgique), généralement on travaille le dimanche dans l'industrie de la verrerie et de la cristallerie. En ce qui nous concerne, nous cessons tout travail ce jour-là, sauf l'entretien des feux, de sorte que notre consommation de charbon et nos frais généraux sont les mêmes que les jours de travail. Nous sommes heureux physiquement et moralement de nous reposer le dimanche. L'union et la moralité existent dans les ménages de nos ouvriers. Nous avons commencé notre industrie sans aucune fortune, et, aujourd'hui, nous sommes propriétaire de notre usine et, matériellement parlant, aussi prospères que ceux qui croient devoir travailler le dimanche. Dans les temps de crise, nous avons même toujours pu occuper tout notre personnel qui est ordinairement de deux cents ouvriers¹ ».

Aux cristalleries de Baccarat, on suspend, depuis très longtemps, tout travail le dimanche; on ne retient que les ouvriers chargés de l'entretien des feux. La direction des cristalleries déclare que « cette pratique est certainement excellente tant au point de vue matériel qu'au point de vue moral² ».

A l'étranger, notamment en Allemagne, en Suisse,

1. Compte-rendu du Congrès de Bruxelles. p. 66, 67, rapport de M. Lefebvre.

2. Compte-rendu du Congrès de Bruxelles, rapport Lefebvre, p. 67, 68, 69, *passim*.

en Norvège, on pourrait citer plusieurs verreries ou cristalleries qui pratiquent le repos du dimanche et n'en sont pas moins prospères pour cela.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur les industries réfractaires au repos hebdomadaire ; une énumération complète de ces industries serait trop longue et risquerait de devenir fastidieuse. Il nous suffira de nous être arrêté à l'examen de celles qui opposent le plus de résistance à l'adoption du repos hebdomadaire pour nous rendre compte que leurs objections ne sont pas insolubles.

Non pas, certes, que nous prétendions interrompre le dimanche le cours de la vie sociale en imposant à toute entreprise l'arrêt du travail ; tout homme raisonnable comprend que de nombreuses exceptions au principe du repos du dimanche sont nécessaires. Il est évident, par exemple, que les entreprises de transport des personnes, les hôtels, les restaurants, les entreprises d'éclairage, de transport d'eau etc., ne peuvent pas interrompre complètement leur service le dimanche.

Nous avons voulu seulement montrer, dans cette rapide revue de quelques industries réfractaires, qu'avec un désir sincère d'aboutir, on pourrait concilier, le plus souvent, la pratique du repos hebdomadaire et les intérêts de l'industrie.

CHAPITRE V

Choix du jour de repos.

Une journée de repos est indispensable au travailleur — travailleur manuel ou intellectuel — pour réparer ses forces et conserver sa santé ; nous l'avons démontré et nous nous sommes efforcé de réfuter les objections opposées aux partisans du repos hebdomadaire ; nous n'y reviendrons pas.

Ce repos doit être pris tous les sept jours, il doit être hebdomadaire ; un repos qui reviendrait à intervalles plus éloignés ne remplirait pas son but, nous l'avons constaté et nous avons donné à l'appui l'opinion raisonnée de plusieurs savants qui se sont occupés spécialement de la question. Citons encore à ce sujet ces mots du célèbre révolutionnaire Proudhon : « Diminuez la semaine d'un seul jour, le travail est insuffisant comparativement au repos. Augmentez-la de la même quantité, il devient excessif ». Et cette concordance parfaite entre l'institution de la semaine et les besoins de notre nature inspirait à Proudhon, pourtant peu suspect de subir une influence chrétienne, ces réflexions en faveur de l'origine divine de la semaine et de la loi de repos : « Il

est évident pour moi que cette loi a été édictée par celui-là même qui, étant l'auteur de la constitution du corps humain, en connaissait à fond les ressources et les exigences... Comment donc Moïse rencontra-t-il si juste? Comment expliquer cette constitution si prodigieuse? Du reste, quant à supposer que le hasard seul l'ait favorisé, je croirais plutôt à une révélation spéciale qui lui aurait été faite qu'à la fable de la truie écrivant l'*Iliade* avec son grouin ».

Et maintenant, une question très importante se pose : ce jour de repos doit-il être pris en même temps par tout le monde ou doit-il être laissé au choix de chacun?

Si la société se composait d'individus n'ayant entre eux aucun lien, aucun intérêt commun, ne dépendant en rien les uns des autres, nous ne verrions aucun inconvénient à ce que le choix du jour de repos soit laissé à chaque patron ou à chaque ouvrier. Mais s'il en était ainsi, il n'y aurait pas de société, et il suffit de jeter les yeux autour de soi pour s'apercevoir que les individus ne vivent pas isolés les uns des autres; la plupart vivent dans cette petite société parfaite, la famille, qui est la cellule de la grande Société; dès lors, les intérêts particuliers, les goûts de l'individu, doivent être subordonnés aux intérêts de la famille. Nous avons vu que le repos a la plus heureuse influence sur la famille ouvrière, et dans ces mots de « famille ouvrière », nous englobons tous les genres de travailleurs, celui des champs

comme celui des villes, l'ouvrier d'usine et l'employé de magasin ou de bureau. Mais pour que le repos hebdomadaire remplisse son but, son office social, qui est de réunir les membres de la famille dispersés la plupart du temps, il faut que ce repos soit pris *le même jour par tous*. S'il en était autrement, le repos hebdomadaire pourrait bien, théoriquement, remplir son but au point de vue physique, mais au point de vue moral, il serait plus nuisible qu'utile.

Si chaque patron est libre de choisir le jour de repos de ses ouvriers, on pourra voir la mère se reposer le dimanche, le père le lundi, le fils aîné le mardi, la fille le mercredi etc., et la famille ne se trouvera pas plus réunie que si le travail était ininterrompu. Les enfants auront congé un jour où leurs parents ne pourront pas les surveiller; le jeune homme, la jeune fille seront libres de leur temps pendant que leurs parents seront à leur travail. Qui n'aperçoit les immenses dangers, pour la moralité publique, d'une semblable situation?

Le repos hebdomadaire, pour répondre à ce qu'on attend de son institution, doit donc être un *repos collectif à jour fixe*.

Nous savons bien que cette solution n'est pas sans soulever des critiques. Il y a, nous objectera-t-on, certains travaux qui ne peuvent pas être complètement suspendus le dimanche, certains services publics qu'on ne peut pas arrêter entièrement, par exemple les chemins de fer, dans une certaine

mesure le télégraphe, dans les villes les voitures publiques, les tramways etc. Nous en convenons. Nous admettons parfaitement des exceptions au repos collectif; nous l'avons dit au chapitre précédent pour certaines industries, nous le répétons ici pour certains services publics. Par exemple, on pourrait, tout en fermant en principe les bureaux de poste et de télégraphe le dimanche, décider qu'un bureau télégraphique restera ouvert dans chaque ville, pour les dépêches urgentes; on percevrait, pour ces dépêches, une taxe supplémentaire. Sur les chemins de fer, on supprimerait tous les trains de marchandises; pour les trains de voyageurs, on pourrait diminuer beaucoup leur nombre en en laissant cependant circuler quelques-uns. Ces mesures permettraient d'assurer les bienfaits du repos à l'immense majorité des employés et à leurs familles tout en laissant la possibilité de correspondre ou de voyager aux personnes qu'une affaire urgente solliciterait; il y a là une question de mesure et, puisque nous admettons des exceptions, l'objection tombe.

Le repos hebdomadaire doit donc être collectif et à jour fixe. Mais quel jour doit être choisi? Ici, aucune hésitation n'est permise. On ne peut choisir qu'un seul jour, celui que désignent et la religion de la quasi-unanimité des Français et des habitudes quinze fois séculaires, *le dimanche*.

Le repos hebdomadaire collectif et à jour fixe doit être *dominical*.

Les Parlements étrangers qui ont légiféré sur cette matière ont fixé le repos hebdomadaire au dimanche. Depuis l'abrogation de la loi de 1814, le Parlement français avait refusé, jusqu'à présent¹, de suivre cet exemple. Et cependant, tous les partis sont d'accord sur ce point ; tous proclament que si l'on doit désigner un jour, le dimanche est le seul possible. Jules Simon disait au Sénat lors de la discussion de la loi du 2 novembre 1892 : « Si l'on mettait aux voix dans le pays la question suivante : « Quel sera le jour du repos hebdomadaire » ? la majorité serait formidable en faveur du dimanche. D'abord, tous les ouvriers des campagnes voteraient pour le dimanche ; tous les bourgeois voteraient de même, ils ont leurs raisons pour cela ; beaucoup d'ouvriers des villes ; toutes les femmes, si vous les admettiez au vote, depuis la première jusqu'à la dernière émettraient le même vœu ». Et l'orateur ajoutait malicieusement à l'adresse de ses collègues du Sénat : « Personne n'y veut renoncer, au dimanche, pas même vous qui ne voulez pas lui faire les honneurs de cet article et qui lui faites tous les autres honneurs, car, excepté celui-là, vous ne lui refusez rien ».

La conférence internationale réunie à Berlin en 1890 a émis le vœu que dans chaque pays un jour de

1. Nous verrons plus loin que la loi du 13 juillet 1906 a fixé le repos hebdomadaire au dimanche.

repos par semaine soit assuré à tous et que ce jour soit fixé au dimanche. Cette décision aurait été prise à l'unanimité si les délégués français ne s'étaient abstenus et encore il convient d'ajouter que Jules Simon tint à se déclarer personnellement partisan du dimanche. Léon Say disait à la Chambre le 19 janvier 1891 : « Je me demande ce qui peut vous empêcher de prononcer le mot « dimanche ». Pourquoi ne pas écrire ce mot de votre main ? Qu'a-t-il de blessant pour vous ? Vous avez bien écrit dans votre loi les mots de « lundi de Pâques », les mots de « lundi de la Pentecôte » ; ces mots ne vous ont pas choqués ; vous n'avez pas trouvé qu'ils soient difficiles à prononcer et à écrire. Donc si vous votez le texte de la commission, le repos sera obligatoire le lundi de Pâques et le lundi de la Pentecôte ; mais il ne le sera pas le jour de Pâques et le jour de la Pentecôte parce que Pâques et la Pentecôte sont des dimanches, et qu'il faut bien prendre garde de mettre dans la loi quelque chose qui ressemble à l'obligation du repos du dimanche. Ainsi c'est le mot de « dimanche » qui vous fait peur ». Au cours de la même discussion, M^{gr} Freppel et ses collègues de la droite, MM. Chesnelong, de Mun etc. ont démontré sans peine que la liberté de conscience ne serait nullement violée par le choix du dimanche : « Je connais, disait M. Boreau-Lajanadie, des religions qui défendent le travail du dimanche ; je n'en connais pas qui l'imposent : quant aux libres-penseurs, peu

leur importe, je suppose, de se reposer le dimanche ou le lundi ».

Dans une conférence prononcée à Saint-Étienne, M. Aug. Besse, président de l'Union fraternelle des employés de commerce de Lyon et lui-même employé de commerce, répondait avec humour au reproche de cléricalisme adressé aux partisans du choix du dimanche comme jour de repos : « On ne me l'a jamais dit, s'écriait-il, mais je tiens cependant à faire une remarque : toutes les fois qu'il s'est agi de parler du repos du dimanche, nous avons eu des gens qui se sont élevés contre ce mot : dimanche ; ils en ont eu peur de ce mot ; et la constatation que cette peur est peut-être voulue, intéressée, c'est que vous pouvez suivre tous les parlementaires, les actifs, particulièrement ceux qui sont absolument antipathiques à la célébration du culte, vous n'en avez jamais vu un seul qui ait proposé la suppression du dimanche, et l'ouverture des mairies le dimanche, pour faciliter aux ouvriers et employés leurs déclarations de naissance, de promesse de mariage, de décès, ou leurs réclamations d'impôts ce jour-là ».

Et M. Besse ajoutait que si cette proposition n'avait jamais été faite, c'est que les employés des mairies ou des préfectures tiennent à leur dimanche et comme ce sont des agents électoraux influents, on aurait craint de les contrarier¹.

1. *L'utilité du repos hebdomadaire fixé au dimanche*, par Aug. Besse ; Lyon, 1900.

Voici sur la même question l'opinion d'un anti-clérical, M. Mirman; elle n'est pas moins favorable au choix du dimanche : « Quel jour la loi doit-elle imposer pour le repos hebdomadaire et faut-il qu'elle en fixe un? Ici, *je reste stupéfait*. Comment une telle question peut-elle être discutée par ceux qui ont la joie profonde — la seule certaine peut-être — de connaître ce qu'est la famille... Quel jour? Je vous assure que je n'éprouve aucun embarras, aucune hésitation à vous répondre, moi, libre-penseur : le dimanche... »

Si des hommes appartenant à tous les partis sont d'accord pour réclamer la fixation du repos au dimanche, c'est que, suivant le mot du chef des socialistes belges, M. Vandervelde, à la Chambre des représentants : « Il apparaît à tous que la fixation du repos au dimanche est une légitime concession à la liberté de conscience des Chrétiens; elle est en même temps la condition sans laquelle il ne peut y avoir de repos hebdomadaire social, civique, familial ».

En 1889, le Congrès qui se réunit à Paris à l'occasion de l'Exposition universelle, devait s'appeler « Congrès du repos du dimanche »; mais il ne reçut d'autorisation officielle qu'à la condition de substituer les mots « repos hebdomadaire » aux mots « repos du dimanche ». Les organisateurs du Congrès y consentirent, mais de leurs délibérations sortit rapidement cette conviction que le repos hebdomadaire devait être pris le dimanche et la ligue qui fut créée

à la suite de ce congrès s'appela « *ligue populaire pour le repos du dimanche* ».

Le Congrès de l'Exposition de 1900 s'appela hardiment « Congrès international du repos du dimanche » et personne n'y trouva rien à redire.

Ainsi, repos hebdomadaire et repos dominical ne font qu'un ; cela est si vrai que, la plupart du temps, on emploie indifféremment l'une ou l'autre expression pour désigner la même chose. Nous-même, dans le cours de ce travail, si nous avons écrit tantôt « repos hebdomadaire », tantôt « repos du dimanche » ou « repos dominical », c'est qu'il nous paraît raisonnablement impossible de songer à un jour de repos autre que le dimanche ; aussi, les mots « repos du dimanche » venaient-ils tout naturellement sous notre plume quand nous pensions au repos hebdomadaire.

Les ouvriers et les employés sont, en général, très favorables au choix du dimanche. Ils repoussent presque tous l'idée du roulement. M. Poirrier, qui est partisan du roulement, l'a reconnu dans son rapport au Sénat. Il a cité l'opinion d'un très grand nombre de syndicats d'employés ou d'ouvriers qui se sont prononcés pour le repos du dimanche¹. Des

1. Se sont prononcés pour le repos du dimanche :

Fédération des employés de France ; Syndicat des employés du commerce et de l'industrie ; Fédération des syndicats et groupements indépendants de la Seine ; Syndicats des employés de Toulon sauf pour les commerces de l'alimentation), de Rouen qui demande,

corps élus, le Conseil général de Maine-et-Loire, celui de la Marne, le Conseil municipal de La Rochelle ont aussi demandé le repos du dimanche.

Un moyen excellent de rendre aussi général que possible le repos du dimanche, c'est d'accorder aux ouvriers des usines et manufactures *le repos de l'après-midi du samedi*. L'ouvrier, en effet, même celui qui chôme le dimanche, n'a qu'un jour pour faire ses achats, ses provisions de la semaine, c'est précisément le dimanche. Payé le plus souvent le samedi soir, il profite de sa liberté du lendemain pour courir d'un magasin à l'autre, et on ne peut l'en blâmer puisqu'il a, les autres jours, presque tout son temps occupé. C'est la raison pour laquelle tant de magasins restent ouverts le dimanche dans la matinée. En nous obligeant à fermer ce jour-là, disent les commerçants à qui l'on en fait le reproche, vous nous feriez perdre notre meilleure journée de vente, vous nous ruineriez. Ce sont surtout les petits commerçants des quartiers

dans le cas d'impossibilité absolue, — lequel devra être précisé légalement, — l'après-midi du dimanche ; Association des employés de commerce et d'industrie de Rochefort-sur-Mer ; des comptables et employés de l'Oise ; des employés de La Rochelle ; Saint-Quentin ; employés de commerce et industrie de la ville de Tours ; Association amicale des employés de commerce de Nevers ; les Syndicats des employés et des ouvriers de Lyon.

Se sont déclarés hostiles au repos par roulement, sans se prononcer sur le dimanche :

Union syndicale des employés de commerce et d'industrie de la Haute-Vienne ; Association des employés de la Corrèze ; Union philanthropique des employés de la ville et arrondissement de Rouen ; Cercle amical des employés de commerce de Thiers.

excentriques, des faubourgs ouvriers qui parlent ainsi.

Le fait est frappant pour les coiffeurs. Dans presque toutes les villes, les salons de coiffure des quartiers riches sont fermés le dimanche; ceux des quartiers ouvriers restent ouverts. Si on leur en fait l'observation, les petits coiffeurs ne manquent pas de répondre : Nos clients n'ont que le dimanche pour se faire raser ou couper les cheveux.

Combien la situation de tous ces commerçants serait améliorée avec le repos de l'après-midi du samedi!

Cette mesure, si précieuse pour un nombre énorme de petits négociants, aurait en outre le grand avantage de laisser à la femme ouvrière sa liberté complète le dimanche. Les femmes, trop nombreuses hélas! qui vont travailler à l'usine ou à l'atelier toute la semaine, n'ont que le dimanche pour faire leurs nettoyages, leurs raccommodages, leurs lessives; si on leur donnait l'après-midi du samedi, elles l'emploieraient, après avoir fait leurs achats, à ces petits travaux indispensables dans un ménage et jouiraient le lendemain d'un véritable repos.

Le repos de l'après-midi du samedi pourrait être accordé aux ouvriers sans nouveaux sacrifices pour les patrons. Il n'y aurait, pour cela, qu'à adopter « la semaine anglaise », c'est-à-dire à compter les heures de travail non par jour mais par semaine. Au lieu de faire travailler, dans une usine, dix heures par

jour pendant six jours, ce qui donne soixante heures de travail, on n'a qu'à garder les ouvriers onze heures les cinq premiers jours de la semaine et cinq heures seulement le samedi ; le total sera le même et les ouvriers auront la libre disposition d'une après-midi¹.

Nous savons que cette habitude était générale en France et dans la plupart des pays, au moyen âge. De nos jours, elle est très répandue en Angleterre. Elle a été reprise assez récemment en France, dans la région des Cévennes notamment, et a parfaitement réussi ; les ouvriers en apprécient tellement les

1. On sait que la loi du 30 mars 1900 a fixé la journée de travail à 11 heures pendant les années 1900 et 1901, à 10 heures et demie pendant les années 1902 et 1903 et à 10 heures à partir du 30 mars 1904. Il était préférable, à notre avis, de fixer la durée maxima *par semaine*. C'est ce que demandait, plus de dix ans avant la loi de 1900, une proposition de loi sur la limitation des heures de travail présentée à la Chambre le 7 décembre 1889, par MM. Le Cour-Grandmaison, de Ramel, de Mun, Brincart, de Montalembert et de Montsauvin. Nous lisons dans l'exposé des motifs de cette proposition : « Comme, avant tout, le repos du dimanche doit être assuré aux ouvriers, et qu'il ne peut l'être d'une façon sérieuse et effective qu'en le complétant, à l'exemple de l'Angleterre, *par la réduction du travail le samedi*, nous proposons de fixer à 58 heures *par semaine* le maximum du travail effectif ». La proposition fut rejetée.

Le 24 mars 1904, le Sénat adoptait un projet de M. Richard Waddington portant interdiction d'employer plus de dix heures par jour ou de 60 heures *par semaine* les jeunes ouvriers et ouvrières jusqu'à l'âge de dix-huit ans et les femmes de tout âge, et permettant de répartir la totalité des soixante heures sur les jours ouvrables de la semaine dans la limite maximum de onze heures par jour. Ce système assurerait le repos de l'après-midi du samedi. La Chambre n'a pas encore voté ce projet.

avantages que tout retour au régime antérieur serait aujourd'hui impossible.

Une autre mesure qui pourrait suppléer, pour une large part, à l'arrêt du samedi après-midi dans les maisons où cet arrêt n'est pas praticable, c'est *la paye du vendredi*. Nous avons déjà, dans un précédent chapitre, préconisé cette mesure ; nous montrions alors qu'elle contribuerait beaucoup à moraliser le repos dominical en enlevant aux ouvriers qui auraient fait leurs achats le samedi soir, la tentation de dépenser leur argent le dimanche au cabaret. C'est à un autre point de vue que nous l'envisageons ici. La paye du vendredi nous paraît de nature à assurer aux commerçants des quartiers ouvriers le repos du dimanche en permettant aux familles ouvrières de faire leurs emplettes le samedi. Cet avantage de la mesure a été mis en lumière au Sénat par M. Dominique Delahaye dans la séance du 5 avril 1906 au cours de laquelle nous avons vu qu'il a déposé un amendement établissant la paye du vendredi soir.

S'il y a afflux d'argent dans les poches des ouvriers le vendredi soir, cet argent se dépensera le samedi et non le dimanche, et des milliers de commerçants pourront ce jour-là mettre la clé sous la porte et prendre un peu de liberté ; le dimanche sera pour tous un vrai jour de repos.

Que le repos dominical rentre de plus en plus dans nos mœurs d'où il n'aurait jamais dû sortir, que tous l'aiment, que tous l'observent et le fassent observer

et alors la belle page d'Alphonse Daudet bénissant le dimanche pour la joie qu'il apporte aux ouvriers, deviendra une réalité : « ... Pour ces prisonniers de la semaine, écrit le célèbre romancier, l'almanach aux grilles serrées s'entr'ouve, de distance en distance, en espaces lumineux, en prises d'air rafraîchissantes. C'est le dimanche qui constitue pour une foule d'êtres la seule récompense, le seul but aux efforts désespérés de six jours de peine... Si on veut bien connaître le dimanche, il faut le voir surtout aux quartiers laborieux, aux faubourgs enfiévrés, où, dès le matin, on le sent planer, reposant et doux, dans le silence des fabriques, passer avec le bruit des cloches qui met dans l'horizon, tout autour des banlieues, comme un immense chant de délivrance. Alors, on le comprend et on l'aime... Dimanche, je t'exalte et je te bénis pour tout ce que tu donnes de joie, de soulagement au labeur honnête et courageux, pour le rire des enfants qui t'acclament, pour la fierté des mères heureuses d'habiller leurs petits en ton honneur, pour la dignité que tu conserves au logis des plus pauvres... »

CHAPITRE VI

Repos facultatif ou repos obligatoire.

Toute amélioration sociale, toute réforme utile dont l'idée est mise en avant soulève un grave problème. Faut-il s'en remettre à l'initiative privée du soin de la faire prévaloir ou vaut-il mieux recourir à l'intervention de l'État? Et cette intervention, quand il s'agit d'une réforme dans les mœurs, doit-elle aller jusqu'à l'obligation, jusqu'à la contrainte?

Le repos hebdomadaire ou dominical n'échappe pas au sort commun. Pour lui, en France et dans la plupart des pays, la question est actuellement résolue en faveur de l'intervention de l'État comme nous le verrons dans la suite de ce travail; elle ne présente donc qu'un intérêt théorique et rétrospectif. Mais cette question a tellement divisé les esprits qu'elle mérite bien un peu d'attention.

Peu de personnes contestent l'utilité du repos du dimanche. Mais quand il s'agit de savoir si ce repos doit être assuré à tous par voie législative, deux opinions bien tranchées se manifestent. Les uns — ils ont été longtemps les plus nombreux — repoussent catégoriquement toute obligation légale. On doit se

contenter, disent-ils, de répandre dans le public l'idée du repos, d'en faire apparaître, aux yeux de tous, la nécessité par une propagande énergique et persévérante; de faire appel, en faveur de la réforme, au bon vouloir des chefs d'industries et des commerçants; de suggérer aux ouvriers l'idée de l'imposer à leurs employeurs etc.; ce sont les *non-interventionnistes*, les partisans de l'initiative privée.

Les autres, pressés de voir la réforme aboutir, veulent que l'État l'impose par voie législative, en prévoyant toutefois des exceptions qui facilitent son adoption; ce sont les *interventionnistes*.

Entre les deux, se place le parti de ceux qui, tout en repoussant l'obligation légale, veulent que l'État observe le repos dans ses administrations, dans ses entreprises industrielles; d'après eux, il suffit que l'État-patron donne l'exemple du repos; à vrai dire, même parmi les non-interventionnistes les plus convaincus, il n'y en a guère qui ne demandent à l'État ce minimum d'intervention.

Les partisans de l'initiative privée et les partisans de l'obligation légale donnent, les uns et les autres, de puissants arguments en faveur de leurs opinions respectives. Examinons-les :

Le principal, on pourrait presque dire le seul argument des non-interventionnistes est le souci de ne pas violer *la liberté, le droit de chacun de travailler quand bon lui semble*. A quoi les interventionnistes répondent que c'est précisément pour protéger la liberté

des classes laborieuses qu'ils font appel à l'État. La liberté des ouvriers, surtout des ouvriers isolés, en face des patrons, des capitalistes, se réduit à bien peu de chose : beaucoup disent que c'est la liberté de mourir de faim s'ils ne veulent pas accepter les conditions des employeurs ; si la loi ne venait à son secours, l'ouvrier serait bien souvent opprimé. « Dans la lutte entre le fort et le faible, a dit Lacordaire, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit ». Le Congrès de Paris de 1889 disait dans un de ses vœux que « toutes les mesures légales ou autres, qui favorisent le repos dominical, en réservant le cas de nécessité et de charité, sont des mesures non pas d'oppression, mais de vraie liberté : car si elles gênent parfois les habitudes de quelques-uns, elles sont profitables au plus grand nombre, à ceux qui manquent le plus de moments de relâche et de véritable indépendance. » Au Sénat, au cours des séances des 25 et 26 mai 1905, M. de Lamarzelle, partisan de l'obligation, a déclaré qu'il entendait faire une loi de liberté puisqu'elle aura pour but de réprimer « les abus de la liberté ».

Les non-interventionnistes font remarquer avec raison qu'il est dangereux d'appeler trop souvent l'État au secours et ils montrent les conséquences funestes de l'action de l'État s'exerçant dans le domaine de la liberté individuelle.

Certes, il faut se garder de voir dans l'État une sorte de Providence terrestre chargée d'assurer à tous le bonheur ; cette conception socialiste de l'État nous

semble utopique et très dangereuse. Cependant, tout le monde admet qu'il y a des cas dans lesquels l'État a le droit et même le devoir d'intervenir. Il existe dans notre législation et dans la plupart des législations étrangères, un grand nombre de lois qui protègent des catégories de citoyens en restreignant, au moins en apparence, leur liberté. La plupart des lois sur les conditions du travail, les lois sur l'hygiène publique, et bien d'autres, sont dans ce cas; songe-t-on à s'en plaindre ?

La liberté, surtout la liberté théorique et abstraite, ne doit pas être une idole à laquelle il faille tout sacrifier. Quand les droits ou les intérêts des citoyens sont gravement lésés; à plus forte raison, quand la santé de la race est compromise, l'avenir de la patrie en danger, et que l'initiative privée est impuissante à empêcher ces abus, l'État ne peut pas hésiter sur son devoir, il doit agir.

La privation du repos du dimanche dont souffrent tant d'ouvriers et d'employés met-elle en danger la santé de la race, et l'initiative privée suffit-elle à enrayer cet abus? Le nœud de la question est là.

Nous avons vu dans notre deuxième chapitre combien un travail ininterrompu est nuisible à la santé de ceux qui s'y livrent; nous pourrions donc nous dispenser d'insister et considérer cette question comme résolue. Donnons cependant sur ce point l'opinion de M^{sr} Turinaz.

L'éminent évêque rappelle d'abord les conditions

posées par Léon XIII à l'intervention de l'État dans son encyclique « *Rerum novarum* » ou dans ses enseignements antérieurs, conditions qui sont au nombre de trois. Il faut :

1° Que le bien général soit gravement compromis ;
2° que l'abus ou le mal ne puisse être supprimé ou efficacement réprimé que par l'intervention de l'État ;
« qu'il soit impossible d'y remédier ou d'y obvier autrement », dit le Pontife, et il parle encore « de l'indispensable nécessité de l'intervention des pouvoirs publics » ;
3° que les pouvoirs publics « ne s'avancent pas et n'entreprennent rien au delà de ce qui est nécessaire pour réprimer les abus et écarter les dangers ». M^{sr} Turinaz ajoute ensuite : « Ces conditions existent dans cette grande et universelle violation de la loi du dimanche. Le bien public est très gravement compromis ; car, je l'ai démontré, cette violation est opposée à la charité, à la justice, à la dignité humaine ; elle atteint de la façon la plus funeste la religion et la liberté, les droits les plus sacrés de l'homme et de la famille, l'avenir de la patrie. Nous demandons à l'État, à la loi, de ne pas dépasser la juste mesure « de ce qui est nécessaire pour réprimer les abus et écarter les dangers »¹ ».

Nous ne pouvons que nous associer aux paroles de l'évêque de Nancy et reconnaître avec lui qu'il y a là matière à intervention de la part de l'État si l'initia-

1. *Trois fléaux de la classe ouvrière*, p. 67 et 77.

live privée est insuffisante pour enrayer le fléau. Or l'expérience, une expérience déjà longue hélas ! prouve qu'il en est ainsi.

L'initiative privée a fait beaucoup, depuis un quart de siècle, en France et à l'étranger, en faveur du repos du dimanche. Nous allons retracer, dans ses grandes lignes, l'admirable campagne qui a été menée avec tant de dévouement et d'intelligence et nous verrons à quels heureux résultats elle est arrivée ; cependant nous serons forcés de reconnaître qu'elle n'a pas complètement réussi.

La campagne en faveur du repos du dimanche a commencé en France il y a une trentaine d'années, peu après nos désastres de 1870-71.

C'est en 1873 que fut fondée à Lyon par M. de Cissé l'*Œuvre dominicale de France*. Cette œuvre se propose à la fois de procurer les avantages du repos du dimanche à ceux qui en sont privés et de travailler à ce que ce jour soit consacré au perfectionnement moral selon les préceptes de la religion chrétienne. Elle a un caractère nettement religieux et a reçu les encouragements des Papes Pie IX, Léon XIII et Pie X. L'œuvre dominicale de France est organisée en comités paroissiaux et diocésains agissant sous la direction d'un Conseil central ; ces comités sont chargés d'agir sur l'opinion par des conférences, des sermons, des tracts, de tenter des démarches auprès des autorités locales, des commerçants et des industriels, enfin de faire des enquêtes

sur l'état de la question du dimanche. Une revue mensuelle « Le Dimanche catholique », organe de l'œuvre, sert de lien aux différents groupes. L'Œuvre dominicale compte aujourd'hui des milliers d'adhérents répartis dans les différentes régions de la France et même à l'étranger.

En Suisse, à Genève, existe depuis 1876 la *Fédération internationale pour l'observation du dimanche*. Cette association a bien été fondée en 1861, mais elle avait alors un caractère purement local et n'est devenue internationale qu'en 1876. Elle a provoqué la formation de comités dominicaux en Suisse et même dans d'autres pays, a concouru à l'organisation de neuf congrès internationaux et a reçu des récompenses dans quatre expositions. La Fédération internationale se livre à une active propagande; elle répand à profusion des brochures et des tracts. Elle a pour organe « l'Ami du dimanche ». Bien que n'ayant pas un caractère religieux déterminé, elle est dirigée presque exclusivement par des protestants. Son président actuel est le pasteur Gambini, qui a pris part aux deux Congrès de Paris.

A partir de 1873, date de la fondation de « l'Œuvre dominicale de France », et surtout à partir de 1880, date de l'abrogation de la loi de 1814, le mouvement prend une extension considérable. La question du dimanche est envisagée par les uns sous son aspect religieux, par les autres au point de vue social. De toute part, on fait appel en sa faveur aux sentiments

de justice, de fraternité, d'humanité communs à tous les hommes de cœur. En 1884, se tient à Bruxelles un important congrès du repos du dimanche ; un grand nombre d'industriels y fut entendu et y témoigna en faveur de la réforme.

Le Congrès qui se réunit à Paris pendant l'exposition de 1889 (du 24 au 27 septembre), sous la présidence de Léon Say, marque une étape décisive dans la marche en avant de la *croisade du dimanche*, comme on a appelé la campagne en faveur de l'extension du repos hebdomadaire. La question y fut traitée sous tous ses aspects par des spécialistes. C'est un médecin, le docteur Hægler, qui a parlé sur le repos hebdomadaire au point de vue hygiénique, un professeur de philosophie, M. Thouvenez sur le repos hebdomadaire au point de vue social, un industriel, M. Jules Pagny sur le repos hebdomadaire et l'industrie en général, etc. A la suite de chaque conférence, une série de vœux était votée par les congressistes suivant la méthode qui a été appliquée depuis dans presque tous les congrès postérieurs.

Le Congrès de 1889 s'est, en quelque sorte, prolongé dans une ligue puissante, la *Ligue populaire pour le repos du dimanche en France*, qui a poursuivi son œuvre avec une inlassable persévérance. Jules Simon et Léon Say ont été les deux premiers présidents de cette ligue dont M. de Nordling, ancien directeur général des chemins de fer de l'Empire d'Autriche, est resté l'âme pendant 17 ans. La Ligue

compte parmi ses membres de nombreuses notabilités. Qu'il nous suffise de citer M. Denys Cochin, député de Paris, son président actuel ; MM. Cheysson, Georges Berger, député de Paris, Goyau, Georges Picot, Béranger, sénateur, le Prince d'Arenberg, S. E. le cardinal Lecot, archevêque de Bordeaux, M^{gr} Rouard, évêque de Nantes, M^{gr} Rumeau, évêque d'Angers, l'abbé Soulange-Bodin, le pasteur Dumas, le pasteur Prunier, etc. La Ligue populaire fait appel à toutes les bonnes volontés en faveur du repos du dimanche ; aussi ne faut-il pas s'étonner de rencontrer dans son sein des membres de l'épiscopat catholique et des membres du clergé protestant. Elle comprenait en 1903 six mille sept cent cinquante et un adhérents. L'organe officiel de la Ligue est un bulletin mensuel des plus intéressants qui donne des renseignements très complets sur ce qui s'est fait pendant le mois au sujet du repos du dimanche.

En dehors du comité central de Paris et sous sa direction, la Ligue populaire a une foule de groupes régionaux et locaux répandus dans toute la France. Ces groupes exercent une action incessante et certains d'entre eux sont arrivés à des résultats remarquables. Le Comité de Bordeaux, par exemple, a mené, sous la direction de son fondateur et président, M. Gaston David, une énergique campagne auprès des commerçants bordelais. Grâce à ses démarches, dix-sept des plus importantes maisons de la ville se sont entendues pour accorder à leur personnel le

bienfait de la liberté du dimanche, et, malgré quelques dissentiments passagers, les directeurs de ces maisons ont su maintenir leur accord qui était fermement établi moins de deux ans après la fondation de la Ligue. L'exemple de ces grandes maisons a entraîné la fermeture de beaucoup d'autres magasins et bientôt l'ensemble du commerce bordelais observait le repos dominical. Le public s'est habitué très facilement à faire ses achats pendant la semaine ; il s'y est si bien habitué que les dix-sept grandes maisons qui s'étaient réservé le droit de suspendre la fermeture les dimanches compris dans certaines périodes déterminées de l'année : foires de mars, foires d'octobre, jour de l'an, se sont bien vite décidées à fermer aussi pendant ces périodes en présence du chiffre dérisoire d'affaires qu'elles réalisaient le dimanche ; tel magasin qui, auparavant, faisait quinze cents francs d'affaires le dimanche, en a fait cent cinquante, les autres à l'avenant. L'habitude de ne rien acheter le dimanche était prise à Bordeaux grâce aux efforts du Comité de la Ligue populaire.

C'est à l'active propagande de cette puissante ligue qu'il faut attribuer la plupart des résultats acquis depuis quelques années dans beaucoup de villes de France. Pendant longtemps, la ligue populaire s'est contentée de faire appel à l'initiative privée, au bon vouloir des industriels, des commerçants, des ouvriers, du public ; elle repoussait l'idée de l'obligation légale. Depuis trois ou quatre ans,

elle s'est résignée à accepter le principe de la loi.

L'année 1889, qui a été particulièrement favorable pour tout ce qui touche à la question du repos du dimanche, a vu naître *l'Association du repos et de la sanctification du dimanche* qui a aussi son siège à Paris et publie comme la Ligue populaire, un bulletin mensuel. Elle a pour président M. Émile Keller, ancien député.

A partir de 1890, le mouvement d'opinion en faveur du repos hebdomadaire fait de rapides progrès. Un vœu demandant sa généralisation est émis par la Conférence de Berlin. Les écoles sociales : *l'École catholique* de MM. de la Tour du Pin et de Mun, *l'École de la Paix sociale* des disciples de Le Play, les différentes écoles socialistes font du repos hebdomadaire ou dominical le sujet de leurs plus ardentes revendications. La *Société des agriculteurs de France*, le *Conseil supérieur du travail* émettent des vœux en sa faveur.

Les Congrès deviennent de plus en plus fréquents¹.

1. Voici une énumération à peu près complète des Congrès ayant émis des vœux favorables au repos hebdomadaire. Sa longueur même est la meilleure preuve de l'importance du mouvement d'idées qui a fini par aboutir, dans presque tous les pays, au vote de lois établissant le repos du dimanche :

Congrès des propriétaires chrétiens de Paris (avril 1890). Congrès des œuvres sociales de Liège (septembre 1890). Congrès des architectes français à Paris (juin 1891). Congrès des employés de chemins de fer à Paris (octobre 1891). Congrès national du repos du dimanche à Paris (février 1892). Congrès international de Stuttgart (sous les auspices de la Fédération internationale pour l'ob-

Parmi les plus importants, il convient de signaler les congrès internationaux de l'exposition de Chicago (1893), de l'exposition de Bruxelles (1897), de l'exposition universelle de Paris (1900), de l'exposition

servation du dimanche, mai 1892). Congrès de l'Union des œuvres ouvrières catholiques à La Roche-sur-Yon (août 1892). Congrès international du repos du dimanche à l'exposition de Chicago (septembre 1893). Congrès des ouvriers du bâtiment de Nantes (septembre 1894). Congrès de la Fédération internationale des syndicats de chemins de fer du monde entier à Paris (octobre 1894). Congrès catholique de Lille (novembre 1894). Congrès ouvrier organisé par l'Union démocratique du Nord à Lille (mai 1895). Congrès national des employés de chemins de fer à Paris (avril 1895). Congrès ouvrier chrétien à Paris (juillet 1895). Congrès national des employés à Paris (juillet 1895). Congrès des catholiques allemands à Munich (août 1895). Groupes des démocrates chrétiens à Paris (février 1896). Congrès ouvrier de la démocratie chrétienne (mai 1896). Congrès des associations et des œuvres du diocèse de Nancy (juillet 1897). Congrès national des syndicats agricoles (mai 1897). Congrès international du repos du dimanche à l'exposition de Bruxelles (juillet 1897). Congrès international pour la protection ouvrière à Zurich (août 1897). Assemblée des catholiques du Nord et du Pas-de-Calais (novembre 1897). Congrès national catholique à Paris (décembre 1897). Congrès de la Fédération des employés de France (août 1898). Congrès national des employés et commis du commerce et des administrations (septembre 1898). Congrès régional des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics (décembre 1898). Congrès international de la propriété bâtie à Paris (juin 1900). Congrès de La Haye pour le repos du dimanche organisé par les associations néerlandaises sous le patronage de la reine Wilhelmine (septembre 1901). Congrès de la fédération des employés de France à Bordeaux (avril 1902). Congrès national de la propriété bâtie au Havre (juin 1902). Congrès du repos du dimanche dans l'industrie du bâtiment à Paris (décembre 1903). Congrès de la fédération française des syndicats de l'épicerie (juillet 1904 et juin 1905). Congrès du repos du dimanche à l'exposition internationale de Saint-Louis (octobre 1904). Société des agriculteurs de France (session 1905), etc., etc.

de Saint-Louis (1904). Parallèlement, l'activité législative s'exerçait dans la plupart des pays. Nous verrons, dans un chapitre ultérieur, les différentes étapes qui ont marqué le chemin parcouru jusqu'au vote par le Parlement français de la loi du 13 juillet 1906.

Ce sont donc les partisans de l'obligation légale, les interventionnistes, qui ont fini par triompher.

Il ne faut pas s'en étonner. En dépit des efforts si généreux dont nous venons de donner un aperçu, efforts que les premiers intéressés, les ouvriers et les employés, ont secondés partout par leurs démarches et même par des manifestations allant parfois jusqu'à la violence, en dépit de cette énergique campagne, l'observation du repos du dimanche était encore loin d'être générale. Nombre de magasins, surtout de magasins de détail restaient ouverts, beaucoup de grandes maisons ne fermaient qu'à midi. L'initiative privée, qui avait eu le grand mérite de créer et de développer un important courant d'opinion, était manifestement impuissante à faire plus. Dans certaines villes où une active propagande avait réussi à décider presque toute une catégorie de commerçants à observer le repos du dimanche, l'obstination d'un tout petit nombre de réfractaires, quelquefois d'un seul, suffisait pour tout compromettre. A Poitiers, il y a environ cinq ans, une campagne fut menée en faveur du repos dominical. On fit sur ce sujet plusieurs conférences publiques et on afficha

sur les murs de la ville que les commerçants réunis à la mairie, avaient pris la résolution de fermer leurs magasins le dimanche à midi au plus tard. Trois commerçants protestèrent immédiatement et continuèrent à tenir leurs magasins ouverts toute la journée du dimanche. Aussi, effrayés de cette concurrence engagée contre eux, les négociants partisans du repos revinrent peu à peu sur leur résolution et leur vœu resta stérile devant la résistance de quelques-uns. Le même fait s'est reproduit dans bien d'autres villes. A Nîmes, il a même suffi d'un seul opposant pour empêcher l'accord de s'établir.

Partout, les employés désiraient le repos du dimanche ; presque toujours, leurs vœux sur ce point répondaient à ceux de leurs patrons qui ne demandaient pas mieux que d'avoir, eux aussi, une journée de liberté. Mais ceux-ci n'osaient pas s'accorder et accorder à leurs employés cette satisfaction bien légitime par crainte de la concurrence d'un tout petit nombre de récalcitrants. Ainsi, la mauvaise volonté d'un seul commerçant pouvait priver des centaines de patrons et d'employés des bienfaits du repos. C'est contre cette situation vraiment intolérable que s'élevaient le plus les interventionnistes ; elle leur fournissait leur principal argument.

Il faut le dire, ceux-ci sont devenus de plus en plus nombreux depuis quelques années. A mesure que les événements montraient l'impuissance de l'initiative privée à faire aboutir complètement la réforme, l'idée

d'une loi sur le repos du dimanche faisait de plus en plus de progrès. Déjà au congrès de Bruxelles, M. Verhagen président de la *ligue démocratique belge* qui comprend quatre-vingt-dix-mille affiliés, disait : « Force est de reconnaître qu'en général les tentatives de l'initiative privée ont échoué en Belgique » ; et à cette question : « Peut-on, en ce qui concerne le repos dominical, s'en rapporter exclusivement à l'initiative privée ? », le Congrès, à l'unanimité moins quatre voix, a répondu négativement. *L'Association pour le repos du dimanche* qui a couvert la Belgique de comités, a dû reconnaître au bout de dix ans que son action était insuffisante, et elle a dû se retourner vers le législateur et le supplier de faire ce qu'elle ne pouvait pas faire elle-même.

Entre les partisans d'une loi rendant le repos hebdomadaire obligatoire partout et ceux qui voulaient laisser au progrès des mœurs le soin de réaliser la réforme, il y avait une opinion intermédiaire. Beaucoup d'esprits distingués voulaient qu'on laissât aux intéressés l'initiative de la fermeture et que les pouvoirs publics ne fussent appelés à se prononcer que lorsqu'ils y seraient invités par la majorité des commerçants ou des industriels d'une localité. Par exemple, lorsque les deux tiers ou les trois quarts des commerçants exerçant dans une commune un commerce similaire se seraient prononcés pour la fermeture du dimanche, les pouvoirs publics auraient dû déférer à leur vœu et prescrire la fermeture de toutes

les maisons similaires. Cette solution, à certain point de vue, était séduisante ; elle avait, en tout cas, l'avantage de rendre impossible le retour de faits semblables à ceux de Poitiers ou de Nîmes. Mais elle avait le grave inconvénient de faire des patrons seuls les arbitres de la situation, sans égard pour les aspirations des ouvriers ou des employés. Telle quelle la solution était donc incomplète. D'autres voulaient laisser aux municipalités le soin de trancher la question dans chaque commune. Ils faisaient remarquer que l'État abandonne déjà aux conseils municipaux la question de la fermeture des bureaux de poste le dimanche ; on n'avait qu'à étendre au commerce et à l'industrie cette faculté laissée aux assemblées communales. A cela on répondait que laisser une aussi grande latitude aux conseils municipaux c'était leur mettre entre les mains une arme dont certains pourraient se servir au gré de leurs passions politiques ou même de haines ou d'intérêts personnels ; ils seraient fortement tentés de favoriser leurs amis au préjudice de leurs adversaires¹.

Le journal « La Croix » a eu l'heureuse idée, en septembre et octobre 1904, d'ouvrir dans ses colonnes une enquête sur le repos hebdomadaire. Deux questions ont été formulées : le repos hebdomadaire doit-il être imposé légalement ou doit-il résulter simple-

1. Les deux opinions que nous venons d'exposer se sont manifestées par le contre-projet Labiche que la Commission sénatoriale a repoussé. Nous étudierons ce contre-projet au chapitre suivant.

ment de la réforme lente et progressive des mœurs? Faut-il fixer au dimanche ce jour de repos? Sur cette dernière question, il n'y a pour ainsi dire pas de dissidents; tout le monde déclare qu'on ne saurait raisonnablement désigner un autre jour de repos que le dimanche. Mais sur la première question les avis ont été très partagés; le plus grand nombre cependant s'est prononcé en faveur d'une loi¹.

1. Se sont déclarés opposés à l'obligation légale :

MM. Denys Cochin, député de Paris, président de la *Ligue populaire pour le repos du dimanche en France*; de Nordling, vice-président de la même Ligue; Frédéric Passy, membre de l'Académie des sciences morales et politiques; Paul Leroy-Beaulieu, membre de l'Académie des sciences morales et politiques; le marquis de Vogüé, membre de l'Académie française et de l'Académie des inscriptions et belles-lettres; Émile Duport, vice-président de la Société des agriculteurs de France, vice-président du syndicat central des agriculteurs de France; Sarradin, maire de Nantes; Maillart, maire du Havre; colonel Daumalle, maire de Caen; de Franqueville, membre de l'Académie des sciences morales et politiques; Plichon, député du Nord; Pinault, sénateur d'Ille-et-Vilaine.

Se sont déclarés partisans de l'obligation légale :

MM. de Mun, membre de l'Académie française, député; le prince Aloys de Lichtenstein, membre du Reichsrath autrichien; l'abbé Wetterlé, député alsacien au Reichstag allemand; Pierre Biétry, président de la Fédération nationale des Jaunes de France; l'abbé Soulangue-Bodin, curé de Plaisance; Boissard, professeur à la faculté libre de droit de Lille, président du comité des Semaines sociales; Fernand Conty, président de l'Union des travailleurs libres; Dominique Delahaye, sénateur de Maine-et-Loire; S. E. le cardinal Perraud, de l'Académie française; M^{sr} Péchenard, recteur de l'Institut catholique de Paris; E. Lefébure; Émile Keller, ancien député; Ch. Viennet, secrétaire du syndicat des employés de commerce et de l'industrie de la rue des Petits-Carreaux; de Lapparent,

M^{sr} Péchenard, ancien recteur de l'Institut catholique de Paris, aujourd'hui évêque de Soissons, a écrit en faveur de l'obligation légale une lettre où sont résumées les raisons des interventionnistes. Nous n'en détacherons qu'une phrase qui nous paraît décisive : « Les mœurs publiques, mêmes réformées et améliorées, écrit le prélat, n'arriveront jamais à donner au repos hebdomadaire le caractère d'universalité qui lui est nécessaire pour sortir tout son effet. Il existe parmi nous, à l'heure actuelle, trop d'éléments discordants, individualisme, indépendance, cupidité, sectarisme, pour que tous les esprits et toutes les volontés se mettent moralement d'accord sur un point aussi capital. » « S'adresser seulement à l'initiative privée, ajoute-il, ce serait faire œuvre de pure théorie ». Nous n'insisterons pas davantage sur cette question qui, nous l'avons dit, ne présente aujourd'hui qu'un intérêt rétrospectif, et, sans plus tarder, nous aborderons l'étude de la loi du 13 juillet 1906.

membre de l'Académie des sciences ; Eugène Duthoit, professeur à l'Institut catholique de Lille ; Dubief, député radical socialiste de Saône-et-Loire, président de la Commission du travail, ancien ministre de l'intérieur ; lord Kinnaid, membre de la Chambre des pairs d'Angleterre, président de la Société pour l'observance du dimanche ; Edmond Picard, sénateur socialiste du Hainaut, professeur de droit à l'Université de Bruxelles ; Helleputte, député catholique belge ; Mirman, député socialiste ; le marquis de Pidal, vice-président du Sénat espagnol ; Vandervelde, chef du parti socialiste belge ; M^{sr} Baunard, recteur de l'Institut catholique de Lille.

CHAPITRE VII

La loi du 13 juillet 1906

**Projets antérieurs ; étude de la loi ; difficultés
d'application ; modifications proposées.**

I. *Projets antérieurs. Genèse de la loi.* — Avant d'examiner les dispositions de la loi du 13 juillet 1906, il n'est pas inutile, croyons-nous, de rappeler les propositions de loi qui ont été déposées sur le repos hebdomadaire ou dominical, et qui, si elles n'ont pas abouti sur le moment, ont du moins préparé l'opinion à la solution qui vient d'intervenir.

Nous savons que la loi de 1814 a été abrogée en 1880 de même que toutes les lois et ordonnances rendues sur la même matière.

Depuis lors, l'article 5 de la loi du 2 novembre 1892, que nous avons étudié dans la partie historique de ce travail, assura le repos hebdomadaire aux femmes et aux enfants ainsi qu'aux hommes adultes travaillant dans les mêmes locaux. C'était un progrès, mais seulement partiel.

Avant le dépôt de la proposition qui, après bien des vicissitudes et des transformations, est devenue la loi de 1906, il y a eu plusieurs autres propositions.

Celle qui fut déposée le 12 novembre 1891 sur le bureau de la Chambre des députés par MM. Argeliès, Couturier, Gauthier (de Clagny), Castelin, Dumonteil et Théron, portait interdiction d'occuper les ouvriers et employés *plus de six jours par semaine*, d'abord dans les services de l'État, du département et de la commune, dans les services, monopoles, régies, qui en dépendent. Puis dans les établissements privés : usines, même à feu continu, mines, minières, carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances, maisons de commerce vendant en gros ou détail, même pour rangement d'atelier ou magasin. Un tableau de roulement affiché dans les usines, magasins, ateliers, etc. devait indiquer le jour de sortie des ouvriers.

Le 17 mars 1896, à la Chambre, proposition de M. de Baudry d'Asson tendant à interdire le travail *du dimanche* sous peine d'une amende de cent à mille francs.

Le 11 décembre 1897, dépôt sur le bureau de la Chambre, par M. l'abbé Lemire, d'une proposition de loi d'un seul article tendant à assurer, dans les chantiers de l'exposition de 1900, le repos hebdomadaire exigé par la loi du 13 juin 1896¹.

1. Cette loi, qui ne prescrivait pas le repos du dimanche, mais seulement le repos hebdomadaire *par roulement*, a été, en réalité inappliquée, et les ouvriers employés aux chantiers de l'Exposition ont été frustrés de ce repos que le législateur avait voulu leur assurer. Les partisans du repos collectif à jour fixe tirent argument de cet exemple pour montrer que le repos hebdomadaire par rou-

Le 6 avril 1900, MM. Zévaès, Breton, Dufour, Sauvanet, Létang, Vaillant, Walter, et Sembat déposaient une proposition composée d'un article unique qui interdisait aux patrons et employeurs de faire travailler *plus de six jours par semaine* dans les bazars et magasins. Cette proposition fut renvoyée à la Commission du travail dont M. Dubief était alors président. M. Georges Berry, rapporteur, a donné lecture le 16 janvier 1902, au nom de la Commission, d'un rapport suivi d'une proposition beaucoup plus étendue que celle de MM. Zévaès, Breton etc. et qui ne fut pas votée telle quelle par la Chambre. C'est ce projet qui, légèrement modifié par la Chambre, a été voté par elle le 27 mars 1902.

Il établit le repos hebdomadaire en interdisant d'occuper les ouvriers et employés de l'un et de l'autre sexe *plus de six jours complets par semaine* dans les services de l'État, du département et de la commune, dans les services, monopoles et régies qui en dépendent, dans les manufactures, fabriques, usines, chantiers, ateliers, cuisines des hôtels, restaurants, pâtisseries et des autres établissements des industries de l'alimentation, caves, chais et entrepôts, magasins, boutiques, bureaux, mines, minières et carrières, entreprises de chargement et de déchargement et leurs dépendances de quelque nature que ce soit,

lement est d'un contrôle si difficile qu'une loi l'établissant serait violée impunément.

publics et privés, laïques et religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère professionnel ou de bienfaisance. Dans les établissements occupant moins de cinq ouvriers et employés, le repos d'une journée par semaine pourra être remplacé par deux repos d'une demi-journée.

Le maire et, à Paris, le Préfet, d'accord avec le Conseil municipal, sont chargés, après avis des Chambres syndicales patronales et ouvrières, de dresser la liste des exceptions qu'il y aurait lieu d'établir suivant les nécessités du commerce et des industries de la localité...

Les inspecteurs et inspectrices du travail sont chargés d'assurer l'exécution de la loi. Pour cela, ils ont entrée dans tous les établissements visés par elle. En ce qui concerne les mines, minières et carrières, l'exécution de la loi est confiée aux ingénieurs et contrôleurs des mines qui, pour ce service, sont placés sous l'autorité du ministre du commerce et de l'industrie.

La loi prévoit ensuite des pénalités contre ceux qui auront contrevenu à ses dispositions.

C'est ce texte qui, après avoir été profondément remanié par le Sénat devant lequel il est revenu plusieurs fois, a fini par devenir la loi du 13 juillet 1906.

Le texte de la Chambre a été renvoyé par le Sénat, dès le 10 juin 1902, à une commission composée de MM. Beaupin, Bérenger, Crozet-Fourneyron, G. Denis, Guyot, E. Labiche, Macherez, Poirrier, Ch. Prevet.

M. Poirrier fut élu président de la commission et M. Macherez rapporteur.

La commission, à cette époque, était hostile à toute loi et ne demandait qu'à laisser dormir dans les cartons le texte voté par la Chambre.

M. de Nordling, vice-président de la Ligue populaire, demanda à être entendu de la commission; il ne l'obtint que le 17 décembre 1903. Il insista sur l'avis du ministre belge Nyssens dissuadant de toute loi générale sur le repos hebdomadaire et ne conseillant que des lois spéciales limitées à telle ou telle corporation. Il signala aussi l'importante question de la fermeture des magasins le dimanche qui, d'après lui, est indispensable si l'on veut réellement assurer le repos à tous sans préjudice pour personne.

Impressionnée par les arguments de M. de Nordling, la commission, ou plutôt M. Labiche son président, qui remplaçait le rapporteur malade, rédigea un contre-projet assez différent du texte de la Chambre.

L'article 1^{er}, qui édictait l'interdiction d'occuper les ouvriers et employés plus de six jours par semaine, est supprimé. M. Labiche remplace cette prohibition générale par la faculté laissée au maire (à Paris au préfet), d'accord avec le Conseil municipal et après avis des chambres syndicales patronales et ouvrières, de prendre des arrêtés pour prescrire la cessation du travail pendant tout ou partie d'un jour par

semaine¹. « Ces arrêtés, disait le texte, pourront être pris lorsque les trois quarts des chefs des établissements intéressés auront fait la demande de la réglementation hebdomadaire des heures de repos. Ces arrêtés pourront être rapportés lorsque la majorité sus-indiquée en demandera le retrait ».

Le texte prévoyait des demandes de dérogation exceptionnelle à la réglementation prescrite par les arrêtés municipaux; et il portait que ces arrêtés détermineraient eux-mêmes les conditions du préavis qui devrait être adressé dans ce cas à l'inspecteur du travail.

Les arrêtés des maires devaient être soumis à l'approbation du Préfet.

Le contre-projet décidait que les jours et heures de repos pourraient être différents pour les différentes branches de commerce ou d'industrie; mais qu'ils devaient être les mêmes pour les établissements de même nature et pour les ventes sur la voie publique de marchandises de même espèce que celles vendues dans les magasins.

Comme le projet de la Chambre, il chargeait les inspecteurs et inspectrices du travail de constater

1. Dans une première rédaction, antérieure à celle qui fut présentée à la Commission, à la place des mots « cessation du travail », M. Labiche avait mis « *fermeture des magasins* », et à la place des mots « un jour par semaine », le mot *dimanche*.

2. Au lieu du mot « pourront », la première rédaction portait *devront*; elle était donc plus protectrice.

les contraventions aux arrêtés municipaux et leur donnait entrée dans tous les établissements visés par ces arrêtés. Il édictait ensuite des pénalités contre les contrevenants.

Le contre-projet Labiche reflétait l'opinion de ceux qui, repoussant toute réglementation générale en matière de repos hebdomadaire, veulent laisser aux autorités locales le soin d'édicter les mesures opportunes et leur donnent, en conséquence, les pouvoirs nécessaires.

Mais pendant les deux années écoulées depuis que la question était pendante devant le Sénat, un courant d'opinion de plus en plus fort s'était manifesté en faveur de la réforme dans les milieux ouvriers qui obsédaient le Sénat de leurs revendications; si bien que sa commission qui, en 1902 paraissait décidée à mettre aux oubliettes le texte venu de la Chambre, crut ne pas pouvoir faire une loi assez générale. Aussi repoussa-t-elle, en novembre 1904, le contre-projet Labiche.

A la suite de cet échec, M. Labiche, qui, à la mort de M. Macherez, était devenu rapporteur et cumulait ces fonctions avec celles de président de la commission, donna sa démission et fut remplacé comme rapporteur par M. Poirrier.

Celui-ci rédigea un rapport très volumineux et déposa un projet de loi générale qui se rapprochait assez du texte voté par la Chambre des députés en ce sens qu'il portait comme lui interdiction d'occuper

plus de six jours par semaine un même ouvrier ou employé de l'un ou l'autre sexe, dans un établissement quelconque... Dans les notes explicatives qui accompagnent, dans son rapport, les articles de son projet de loi, M. Poirrier faisait remarquer que si le chef d'entreprise ne peut pas occuper le même ouvrier ou employé plus de six jours par semaine, il ne lui est pas interdit de faire travailler tous les jours d'autres ouvriers en remplacement de celui ou de ceux qui ont travaillé pendant six jours. C'est le repos dit *alternatif* ou *par roulement* qu'il entendait établir.

Et le rapporteur ajoute que l'ouvrier pourra user de sa journée de liberté en travaillant dans un établissement autre que celui où il travaille habituellement. « Il n'y a donc, dit-il, d'obligation de repos hebdomadaire ni pour le chef d'entreprise, ni pour les ouvriers ou employés ».

M. Poirrier repousse donc le principe du repos collectif à jour fixe. Il ne l'admet que dans un cas prévu à l'article 2 de son projet, « lorsqu'il y aura accord entre les quatre cinquièmes des chefs de maisons d'une même commune, exerçant le même commerce ou la même industrie, pour que le repos de leurs ouvriers ou de leurs employés ait lieu le même jour de la semaine, ainsi que les jours fériés légaux, pendant toute la journée, toute l'année ou une partie de l'année... » Alors, le maire, et à Paris le préfet, pourra prendre sur leur demande et après avoir entendu tous les chefs des maisons intéressées,

un arrêté prescrivant la cessation du travail dans tous les établissements de ce même commerce ou de cette même industrie.

Dans ses notes explicatives, M. Poirrier avoue que s'il fait cette concession au principe du repos collectif à jour fixe, c'est que la commission a été extrêmement frappée par les manifestations très nombreuses des employés de magasins de détail sur différents points du territoire et par le grand nombre de demandes de syndicats d'employés et d'ouvriers en faveur du repos collectif fixé au dimanche.

Le Conseil supérieur du travail avait mis à l'ordre du jour de sa session de 1904 la question du repos hebdomadaire; au nom de sa section permanente, M^{lre} Blondelu fit un rapport très documenté qui concluait à la nécessité d'une loi, mais, comme M. Poirrier, se contentait de demander le repos hebdomadaire par roulement. Le Conseil a repris l'examen de la question en assemblée générale et, à la majorité de 30 voix contre 1 et 17 abstentions, a demandé que la règle soit le repos collectif fixé au dimanche, n'admettant le repos par roulement qu'exceptionnellement pour les établissements auxquels le repos collectif serait préjudiciable.

M. Poirrier, en repoussant l'idée du repos dominical, était donc en opposition avec le vœu de l'immense majorité des ouvriers et des employés comme nous l'avons vu dans un des précédents chapitres et avec l'opinion du Conseil supérieur du travail.

Dans la suite de son projet, M. Poirrier prévoyait des exceptions pour les industries de plein air et des dérogations pour un certain nombre d'autres industries énumérées à l'article 3 ; ces dérogations devaient être apportées par des règlements d'administration publique. L'Inspection du travail était chargée de l'application de la loi et les inspecteurs et inspectrices avaient entrée dans les établissements visés par elle. Les derniers articles du contre-projet établissaient des pénalités contre les contrevenants. Enfin, l'article 11 déclarait que la loi n'était pas applicable « aux employés et ouvriers des entreprises de transports par eau, aux mécaniciens, chauffeurs et agents des trains de chemins de fer, aux agents des gares, et de la voie, dont les repos quotidiens et périodiques sont réglés par des dispositions spéciales ».

Le contre-projet Poirrier fut déposé sur le bureau du Sénat, au nom de la Commission, le 21 février 1905 ; il vint en discussion les 25 et 26 mai de la même année.

Ce projet fut très critiqué. Des orateurs appartenant à des groupes politiques opposés l'attaquèrent avec une égale vigueur. M. de Las Cases démontra qu'il faut, de toute nécessité, fixer le repos hebdomadaire au dimanche, si l'on veut que la loi soit applicable. « Nous pensons, dit le sénateur de la Lozère, que si l'on veut faire une loi pratique, donnant à l'ouvrier, à l'employé, le droit qu'il désire, il

faut faire quelque chose de plus : il faut que la loi fixe le jour où le repos aura lieu ; il faut qu'elle organise le repos collectif ; il faut que toutes les industries, que tous les commerces — sauf, bien entendu, à accorder ensuite toutes les dérogations nécessaires, — s'arrêtent le même jour. Alors, et alors seulement, vous aurez édicté une loi pratique, une loi applicable, et, sans cela, les dispositions que vous aurez prises resteront vaines ; rien ne sera plus facile que de les tourner. Si chacun choisit le jour qui lui conviendra pour le repos, si les usines organisent un roulement, comment contrôler l'application de la loi ? Il faudra augmenter encore le nombre des inspecteurs du travail, il faudra avoir, dans chaque usine, un tableau de roulement qui devra se modifier toutes les semaines ; il faudra soumettre les manufactures, les ateliers, les établissements de commerce, à un contrôle permanent et véritablement inquisitorial, à un contrôle tout à fait inacceptable et qui sera certainement impopulaire. Vous vous trouverez en présence de difficultés pratiques insurmontables. » A l'appui de son opinion, M. de Las Cases cite l'exemple des ouvriers employés aux chantiers de l'Exposition de 1900, exemple dont nous avons déjà parlé. M. de Lamarzelle prit aussi la défense du repos collectif du dimanche et déclara que si, pour son compte, il serait « heureux, très heureux de voir enfin les ouvriers et les employés catholiques jouir de leur liberté le dimanche et pouvoir en profiter

pour accomplir leurs devoirs religieux », ce n'était pas là la seule considération qui l'avait fait monter à la tribune ; il venait, ajoutait-il, défendre la cause des ouvriers et des employés.

Mais l'intervention qui produisit le plus d'effet sur la majorité du Sénat fut celle du ministre du commerce et de l'industrie, M. Dubief. Après avoir parlé en faveur de l'intervention de l'État qui lui paraissait justifiée par l'importance des intérêts en jeu, le ministre du commerce se rangea à l'avis du Conseil supérieur du travail et réclama la fixation au dimanche du repos hebdomadaire pour tout le monde.

Reprenant des arguments développés quinze ans auparavant à la tribune de la Chambre par des députés de la droite pour montrer que le repos du dimanche ne violait la liberté de conscience de personne, M. Dubief s'écria : « La loi à jour fixe, je le dis aussi, c'est la loi du dimanche. Je sais bien que j'encours, en parlant ainsi, un risque dont d'autres peut-être se trouveraient effarouchés... Mais je ne crains pas de le dire, dussé-je mériter l'épithète qui est dans l'air, il est nécessaire que le dimanche soit le jour choisi et j'en suis convaincu, Messieurs, pour deux raisons : d'abord, parce qu'il n'est aucunement gênant à mes yeux, que les catholiques et les protestants puissent, ce jour-là, aller à l'église ou au temple si bon leur semble ; pourvu qu'on ne m'oblige pas à y aller à mon tour c'est tout ce que je peux demander... » Le ministre montre ensuite que le choix du

dimanche est nécessaire si l'on veut que le jour du repos soit bien le jour de la famille.

M. Monis, ancien ministre de la justice, sénateur de la Gironde présenta un contre-projet très analogue à celui du Conseil supérieur du travail. L'article 2 de ce projet porte formellement que « le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche... » Il prévoit toutefois, comme le projet du Conseil supérieur, que le repos pourra être donné par roulement à tout ou partie du personnel « lorsqu'il est établi que le repos simultané le dimanche de tout le personnel porterait préjudice au public ou compromettrait le fonctionnement normal de l'établissement... » Les articles 3 et 4 prévoient quelques autres exceptions. L'article 4 contient une innovation intéressante sur les projets antérieurs, c'est la fixation au maximum *de cinq heures* de la durée de la vente au détail des denrées alimentaires le dimanche. C'est là un emprunt à la législation allemande qui impose ce maximum de cinq heures non seulement à la vente des denrées alimentaires, mais à tous les magasins de vente sans exception.

Le point le plus important du contre-projet Monis est, sans contredit, la fixation du jour de repos au dimanche. A l'appui de cette heureuse innovation, le sénateur de la Gironde n'eut pas de peine à démontrer, après MM. de Las Cases et de Lamarzelle et après le ministre du Commerce, que seul le repos du dimanche était un repos vraiment social : « Permettez-moi de

vous dire, Messieurs, s'écria-t-il, qu'organiser le repos individuel, c'est faire une œuvre vaine, une œuvre qui, précisément parce qu'elle est restreinte, ne peut pas vivre, ne peut pas avoir de conséquences et ne peut pas être une mesure d'ordre social... Repos solitaire, morose, sans aucune vertu sociale ».

Après une critique de M. Tournon, sénateur de l'Aisne et après une intervention de M. Delahaye en faveur de la paye du vendredi, le contre-projet de M. Monis, qui avait l'adhésion du gouvernement et auquel MM. de Las Cases et de Lamarzelle déclarèrent se rallier, fut renvoyé à la Commission.

Ce vote du Sénat provoqua la démission de M. Poirrier et la nomination comme rapporteur — le quatrième depuis 1902 ! — de M. Charles Prevet.

Le nouveau rapporteur déposa « le rapport supplémentaire de la Commission » le 20 mars 1906. Ce rapport était suivi d'une proposition de loi générale qui s'inspire du contre-projet Monis, mais qui, cependant, contient des innovations.

L'article 1^{er} décide que le repos hebdomadaire devra avoir une durée de vingt-quatre heures consécutives.

L'article 2, comme dans le projet Monis, dit que le repos doit être donné le dimanche, mais il ajoute aussitôt « ou du dimanche midi au lundi midi ». Le second paragraphe de l'article 2 prévoit, comme le prévoyait déjà le projet Monis, des dérogations individuelles qui pourront être accordées « lorsqu'il est

établi que le repos simultané le dimanche de tout le personnel serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de l'établissement ».

L'article 5, après avoir prévu la réduction du repos à une demi-journée pour certaines catégories de travailleurs (personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices... etc.) décide que « dans les établissements occupant moins de cinq ouvriers ou employés, le repos d'une journée par semaine pourra être remplacé par deux repos d'une demi-journée représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail ».

Enfin, l'innovation la plus intéressante est celle de l'article 11 qui confère aux intéressés *le droit de poursuite directe*. « *Le tribunal compétent sera la justice de paix du domicile du contrevenant. Il ne pourra statuer que sur une plainte signée et remise au commissaire de police ou au maire de la commune, qui seront tenus de la transmettre d'urgence au greffe de la justice de paix, qui en délivrera récépissé...* etc.

Le Sénat a discuté cette proposition dans les séances des 3 et 5 avril, 12 et 14 juin 1906 ; il a apporté des modifications importantes avant de la voter en première lecture.

Les 3 et 5 avril, le Sénat a voté les articles 1, 2, 4, 5, 6 et 7. Mais il n'a pu terminer l'examen de la proposition et il a renvoyé l'article 8 à la commission. Au premier paragraphe de l'article 2, il a ajouté le mot

« exceptionnellement » indiquant ainsi sa volonté que le repos du dimanche soit la règle et le repos du dimanche midi au lundi midi l'exception. Mais cet article a été encore modifié avant le vote définitif de la loi.

L'article 6 (§ 3) permettait aux industries « qui emploient des matières périssables, à celles qui ont à répondre, à certains moments, à un surcroît extraordinaire de travail, et qui ont fixé le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel » de suspendre ce repos quinze fois par an. Le Sénat ne leur a pas enlevé cette faculté, mais il a ajouté que « pour ces dernières, l'ouvrier ou l'employé devra jouir au moins de deux jours de repos par mois ». C'était une précaution bonne à prendre ; elle est de nature à empêcher les suspensions peu justifiées du repos hebdomadaire. Cet article a été conservé à peu près tel quel lors du vote définitif de la loi.

L'article 8, qui s'occupait du choix de l'autorité appelée à sanctionner les dérogations prévues au paragraphe 2 de l'article 2, c'est-à-dire les dérogations individuelles, a retenu longtemps l'attention du Sénat.

Le rapporteur proposait de laisser aux Chambres de commerce le soin de prononcer ces dérogations en stipulant que les Chambres s'entoureraient, en l'espèce, de l'avis des syndicats patronaux et ouvriers, que leurs décisions seraient rendues exécutoires par des arrêtés préfectoraux et que ces décisions pour-

raient être déférées au Conseil d'État (art. 9 du projet). Le choix des Chambres de commerce a été combattu par M. Monis et par le Ministre du commerce lui-même, qui a dit que ces Chambres ne représentant qu'une minorité, ne peuvent être juges des exceptions : elles sont, de plus, irresponsables et leurs actes en cette matière pourraient avoir de graves conséquences au point de vue de l'ordre public. Le Sénat a entendu attaquer, après les Chambres de commerce, les conseils municipaux, les maires et les préfets. Il a alors senti toute l'importance de la question et a prononcé le renvoi à la Commission.

La proposition Prevet est revenue en discussion les 12 et 14 juin 1906.

La commission a proposé une nouvelle rédaction de l'article 8. D'après le nouveau texte, ce n'est plus la chambre de commerce qui est appelée à prononcer les dérogations individuelles de l'article 2 § 2 ; c'est le préfet. Mais celui-ci devra s'entourer, avant de statuer, des avis de la chambre de commerce et des syndicats patronaux et ouvriers.

D'après l'article 9, l'arrêté préfectoral pourra être déféré au Conseil d'État. Enfin l'article 10 décide qu'un préavis, dont les conditions seront déterminées par un règlement d'administration publique, devra être adressé à l'inspecteur du travail par le chef de tout établissement qui bénéficiera des dérogations. Le Sénat a enfin adopté, à peu près sans y rien changer, le texte de la commission ; il a seulement ajouté, dans

l'article 8, le conseil municipal à la liste des autorités dont le préfet devra demander l'avis.

L'article 11 a donné lieu à une vive discussion.

Cet article, on s'en souvient, accordait aux intéressés, aux lésés eux-mêmes, le droit de poursuite directe, pour toute infraction à la loi, devant le juge de paix du domicile du contrevenant, avec appel devant le tribunal correctionnel. Le ministère public ne pouvait exercer une poursuite que sur une plainte signée de la personne ou des personnes intéressées.

Avec ce système, emprunté à la législation anglaise, les industriels et les commerçants sont efficacement surveillés et l'application de la loi est assurée sans qu'il soit besoin de créer de nouveaux fonctionnaires, de nouveaux inspecteurs du travail.

M. Monis et le ministre du commerce M. Doumergue se sont élevés avec vivacité contre cette innovation. Le premier l'a accusée de favoriser la délation :

« Alors, dit-il, vous arriveriez à ce résultat véritablement étrange. Voilà un patron qui, contre tout droit, maintient des employés au travail le jour du repos hebdomadaire. Pour que cette infraction soit punie, il faut qu'un de ses ouvriers, rompant avec le devoir qui l'unit à son patron, soit condamné à employer ce moyen de *délation*, que nous étions tous d'accord pour flétrir il n'y a pas bien longtemps.

« Voilà la délation qui va réapparaître, et dans un milieu qui devrait être essentiellement familial. »

M. Doumergue a déclaré que si l'on veut dire par l'article 11 que le procureur de la République devra poursuivre obligatoirement chaque fois qu'il sera saisi d'une plainte, on touche « *à un des principes les plus sacrés de notre procédure pénale* », on enlève au procureur de la République « toute liberté, toute latitude d'apprécier si la poursuite doit être exercée ».

M. Prevet a défendu son texte en montrant que le système contraire aurait les conséquences les plus fâcheuses en obligeant à augmenter encore le nombre des fonctionnaires : « Voyez-vous, s'écriait-il, le rôle de ces inspecteurs du travail étendu à ce point que ce ne sont plus des usines et des manufactures qu'ils vont avoir à inspecter, mais toutes les innombrables petites boutiques qui existent dans toutes les villes et communes de France !

« Nous en arriverons ainsi à la réalisation de cette espèce de rêve de Français : pas un seul citoyen ne pourra marcher, agir ni penser sans avoir à côté de lui des fonctionnaires pour régler tout ce qu'il va faire... »

M. Dominique Delahaye a dit dans le même sens que l'acte d'un ouvrier qui fait respecter son droit n'a rien de commun avec la délation : « M. Monis oublie, ajoutait le sénateur de Maine-et-Loire, et M. Prevet ira peut-être jusqu'à nier que le repos dominical est un droit de l'ouvrier. *Or, l'ouvrier qui fait respecter son droit n'est jamais un délateur.* Quand un ouvrier est lésé sur son salaire et qu'il

s'adresse au conseil des prud'hommes, est-ce qu'il est un délateur? Sera-t-il un délateur lorsqu'il se plaindra d'avoir été lésé sur son repos dominical? » L'orateur a continué en montrant que si l'on oblige un commerçant à se reposer, par conséquent à interrompre ses affaires le dimanche, il est équitable que ce commerçant puisse, à son tour, obliger son concurrent à en faire autant, faute de quoi il subira un préjudice injuste.

M. Ponthier de Chamaillard s'est, lui aussi, prononcé pour le système de la commission.

Le rapporteur a insisté; il a déclaré qu'en présentant son projet, il avait voulu faire de la décentralisation et que ceux qui l'attaquaient, en concentrant trop de pouvoirs dans la main de l'inspecteur du travail, agent de l'administration centrale, visaient à refaire cette centralisation qu'il avait combattue.

M. de Lamarzelle, par contre, s'est déclaré partisan du système qui charge l'inspection du travail de l'application et du contrôle de la loi; il croit que c'est le seul moyen de l'appliquer sérieusement.

Après une dernière intervention du ministre contre le système Prevet, le texte de la commission a été repoussé par 189 voix contre 77 et le Sénat a voté un texte s'inspirant du projet Poirrier et chargeant les inspecteurs et inspectrices du travail, concurremment avec tous les officiers de police judiciaire, de constater les infractions à la loi,

Le Sénat a terminé la première délibération de la loi dans la séance du 14 juin 1906.

La seconde délibération a occupé les séances des 29 juin, 3 et 5 juillet.

M. Delahaye aurait voulu étendre le bienfait des repos hebdomadaire aux clercs de notaire ; il a donné lecture d'une lettre d'un notaire de Doullens (Somme) disant que dans sa corporation on désire le repos du dimanche ; beaucoup de notaires le prennent déjà et ferment leur étude ; mais d'autres ne l'osent pas dans la crainte que des confrères peu délicats n'en profitent pour leur faire une concurrence déloyale. La mesure profiterait à vingt mille clercs.

Le rapporteur a répondu que la loi en discussion ne devait s'appliquer qu'aux employés et aux ouvriers du commerce et de l'industrie et la proposition n'a pas été adoptée.

M. Philippe Berger a déposé un amendement relatif à la *fermeture des magasins* ; il aurait voulu faire ajouter à l'article 2 un paragraphe spécifiant que « toutes les usines, magasins, boutiques et, en général, tous les établissements soumis à la loi seront fermés le dimanche, sauf les cas prévus aux articles suivants ».

A l'appui de son amendement, il a dit qu'en n'exigeant pas la fermeture des magasins, on favorise les commerçants qui emploient les propres membres de leur famille au préjudice de ceux qui ont des employés ; parfois, à côté d'un boutiquier qui a deux,

trois ou quatre employés, s'en trouve un autre qui tient le même article et qui est aidé dans son commerce par ses enfants; le premier sera obligé de fermer le dimanche pendant que le second pourra continuer sa vente; il est certain que le premier subira un préjudice.

Le rapporteur s'est opposé à l'adoption de cet amendement en disant qu'il n'est jamais entré dans la pensée de la commission d'interdire le travail à qui que ce soit. L'amendement de M. Berger a été repoussé.

La commission prévoyant que la situation spéciale des ouvriers boulangers susciterait de grandes difficultés d'application aux prescriptions de la loi, voulait leur consacrer un dix-neuvième et dernier article leur permettant « de remplacer le repos hebdomadaire par roulement prévu à l'article 3 par treize jours de repos tous les trois mois à prendre en une fois ou par fractions, suivant accord avec les patrons. » L'opposition du ministre a fait repousser cet article et les ouvriers boulangers restent soumis au droit commun.

Le texte voté par le Sénat le 5 juillet se composait de dix-huit articles. Dès le lendemain, la commission du travail de la Chambre des députés, présidée par M. Millerand, déposait son rapport sur ce texte; pour ne pas retarder la promulgation d'une loi qu'elle jugeait urgente et indispensable, selon les propres paroles de son rapporteur M. Zévaès, la commission

n'a apporté aucun changement au texte du Sénat. Et le mardi 10 juillet, la Chambre adopta successivement en moins d'une heure les dix-huit articles de la loi; l'ensemble fut adopté à l'unanimité des 574 votants.

A une question de M. Georges Berry demandant si l'on ne pourrait pas laisser aux intéressés un délai pour se préparer à l'application de la loi, le ministre du commerce M. Doumergue a répondu que la loi ne serait réellement applicable que lorsque les règlements d'administration publique prévus par elle auraient été rendus et promulgués à *l'Officiel*.

Trois jours après le vote, le Président de la République promulguait la loi qui porte la date du 13 juillet 1906.

Les députés qui ont voté le texte du Sénat sans le modifier ont obéi au sentiment exprimé par M. Zévaès; mais ils avaient tous la conviction que la loi leur reviendrait et que sa mise en pratique faisant apparaître ses défauts, diverses modifications devraient y être apportées sous peu.

Nous donnons en appendice le texte de cette loi enfin votée après une si laborieuse élaboration. Nous en connaissons déjà les principales dispositions que nous avons exposées chemin faisant, au fur et à mesure qu'elles étaient votées ou défaites par les Chambres. Il nous paraît cependant utile d'en faire maintenant une étude critique article par article, en notant au passage ce qui nous semblera critiquable.

II. *Loi de 1906. Etude critique.* — L'article premier pose le principe du repos hebdomadaire obligatoire dans tous les établissements industriels ou commerciaux ou dans leurs dépendances.

Dans son deuxième et dernier paragraphe, il porte que « le repos hebdomadaire devra avoir une durée minima de vingt-quatre heures consécutives ». Cette durée de vingt-quatre heures a été critiquée à juste titre. Puisqu'on fixait une durée minima, il la fallait de trente-six heures. Les ouvriers auraient été ainsi assurés de se reposer du samedi soir après leur journée de travail au lundi matin. Avec vingt-quatre heures, on s'expose à ce que certains patrons n'essayent de rattraper le temps perdu pour eux le dimanche en gardant leurs ouvriers le samedi plus tard que d'habitude, peut-être toute une partie de la nuit. Cette crainte n'a rien de chimérique; on sait que dans beaucoup d'ateliers de couturières ou de modistes, dans les magasins de fleuristes, etc., les ouvrières ou les employées sont souvent retenues une partie de la nuit du samedi au dimanche, ou la veille des fêtes¹. Avec le repos minimum de trente-six heures, cet abus serait impossible.

1. Les rapports de l'Inspection du travail sur l'application de la loi du 2 novembre 1892 qui interdit aux femmes le travail de nuit, révèlent qu'il y a eu sur ce point 1.534 contraventions en 1900, et encore 813 en 1904. L'industrie des modes, des confections, celle de la couture, de la lingerie sont celles qui fournissent, pour 1904, le plus fort contingent d'infractions. Ces infractions sont

L'article 2 fixe en principe le repos hebdomadaire au *dimanche*. M. Dubief s'est honoré en bravant le reproche stupide de cléricalisme auquel il s'exposait en demandant que le repos hebdomadaire soit donné en principe le dimanche; en le suivant, le Sénat et après lui la Chambre ont montré qu'ils voulaient donner à la réforme toute son efficacité au point de vue familial. La faculté laissée aux établissements qui se croiraient lésés dans leurs intérêts par le repos du dimanche, de donner le repos hebdomadaire du dimanche midi au lundi midi nous semble critiquable. D'abord, elle viole la liberté de conscience des ouvriers et employés catholiques de ces établissements en les mettant dans l'impossibilité d'assister aux offices religieux du dimanche matin ou, tout au moins, en leur rendant cette assistance très difficile. Et puis que signifie cette limite rigide de midi? pourquoi pas onze heures ou dix heures? Cette disposition vise surtout les magasins de vente au détail des denrées alimentaires, comme les épiceries, les boucheries. Nous reconnaissons volontiers qu'il était difficile, dans l'état actuel de nos mœurs, de décider que la vente serait suspendue toute la journée du dimanche dans ces magasins. Mais pourquoi, en leur permettant d'ouvrir une partie de ce jour, ne pas leur laisser le choix du moment? La proposition Monis, s'inspirant de la législation allemande, ne fixait pas d'heure, mais

relevées indépendamment des veilles autorisées dont le nombre s'est élevé à 3.491,651 en 1904.

défendait de dépasser la durée de cinq heures ; c'était plus sage. Pourquoi obliger les épiciers à fermer exactement à la même heure à Brest et à Nice, à Dunkerque et à Perpignan ? La loi manque de souplesse.

L'article 3 contient une longue énumération des établissements qui seront admis *de droit* à donner le repos hebdomadaire par roulement. Cette énumération en onze paragraphes nous semble trop longue. Puisque l'article 2 établit pour tous les établissements industriels ou commerciaux la possibilité de donner le repos hebdomadaire par roulement, moyennant une autorisation, pourquoi dresser une si longue liste d'établissements qui n'auront même pas d'autorisation à demander ?

Elle est au moins inutile et ne peut s'expliquer que par un goût immodéré des solutions générales. Pourquoi ne pas laisser plus de latitude aux pouvoirs locaux ?

Le principe d'exceptions à la loi une fois posé, mieux valait charger dans chaque département le conseil général, ou la commission départementale du travail, ou encore la Chambre de commerce, d'établir la liste des catégories d'établissements qui feraient de droit, dans le département, exception au principe du repos dominical. Tel genre d'industrie ou de commerce qui souffrira, dans une région de la France, de la fermeture du dimanche, pourra fort bien s'en accommoder dans une autre région. C'était le cas ou jamais

de faire de la décentralisation. Si l'on redoutait l'arbitraire de ces assemblées régionales, il était facile d'accorder aux intéressés le droit de déférer leurs décisions au Conseil d'État, comme le permettait, pour les dérogations individuelles, l'article 9 de la proposition Prevet.

Il y aurait eu lieu, bien entendu, de réserver au préfet le droit de provoquer l'annulation des délibérations prises en violation de la loi, dans les conditions prévues, pour les délibérations des conseils généraux, par l'article 47 de la loi du 10 août 1871. Avec ce système, les intérêts régionaux eussent été sauvegardés sans danger pour le principe posé par la loi.

L'article 4 permet de suspendre le repos hebdomadaire en cas de travaux urgents nécessaires pour prévenir ou réparer des accidents; cette dérogation se justifie par l'importance des intérêts en cause. Elle n'est, d'ailleurs, pas applicable aux enfants de moins de dix-huit ans et aux filles mineures (art. 18 § 2).

L'article 5 établit plusieurs autres exceptions; celles du paragraphe premier (personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices etc.) et du paragraphe second (employés des établissements de vente des denrées alimentaires au détail) se justifient d'autant mieux que, pour ces dernières, un repos compensateur est établi. Notons que les dérogations du paragraphe premier ne sont pas applicables aux enfants de moins de dix-huit ans et aux filles mineures.

Pour sauvegarder la liberté de conscience des ouvriers et des employés, la loi devrait spécifier, comme le faisait l'article 4 du règlement d'administration publique du 22 mai 1875 pour les enfants employés dans l'industrie, que les heures de travail le dimanche dans ces établissements devront être réglées de façon à permettre aux ouvriers et employés l'accomplissement de leurs devoirs religieux.

Le paragraphe troisième de l'article 5 décide que « dans les établissements occupant moins de cinq employés ou ouvriers *et* admis à donner le repos hebdomadaire par roulement, le repos d'une journée par semaine pourra être remplacé par deux repos d'une demi-journée représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail ». Cette disposition a été critiquée. Au Sénat, M. Dominique Delahaye a établi que les établissements occupant moins de cinq employés ou ouvriers sont la grosse majorité, 80 à 90 0/0 a-t-il dit¹. Si les établissements hors la loi commune sont aussi nombreux, à quoi bon poser le principe du repos du dimanche? on a donc légiféré pour 10 à 20 0/0? Observons cependant que la condition d'occuper moins de cinq employés ou ouvriers, si elle est nécessaire pour permettre à un négociant ou à un petit industriel de bénéficier de la dérogation, n'est pas suffisante, il faut, en outre, que l'éta-

1. D'après la statistique de l'Office du travail, il existe 190.000 établissements commerciaux comprenant de 1 à 4 employés, et seulement 19.185 comprenant 5 employés ou plus.

blissement occupant moins de cinq employés ou ouvriers rentre dans la catégorie de ceux qui sont admis à donner le repos par roulement ; le texte le dit formellement et la conjonction « et » ne permet pas de s'y tromper. Cela doit diminuer beaucoup le nombre des établissements auxquels le paragraphe troisième peut s'appliquer. Malgré tout, la faculté accordée par ce paragraphe est beaucoup trop générale, et les critiques auxquelles elle a donné lieu sont fondées.

Les dérogations de l'art. 5 § 3 ne sont pas applicables aux personnes protégées par la loi du 2 novembre 1892, c'est-à-dire aux enfants âgés de moins de dix-huit ans et aux femmes de tout âge (art. 18 § 3).

Le quatrième et dernier paragraphe de cet article établit une exception qu'on ne peut qu'approuver ; c'est la faculté de suspendre le repos hebdomadaire du dimanche dans les établissements où s'exerce un commerce de détail lorsque ce repos coïncidera avec un jour de fête locale ou de quartier désigné par un arrêté municipal.

L'article 6 établit de nouvelles dérogations. Le paragraphe premier décide que « dans toutes les catégories d'entreprises où les intempéries déterminent des chômages, les repos forcés viendront au cours de chaque mois, en déduction des jours de repos hebdomadaire ».

Les deuxième et troisième paragraphes autorisent

certaines industries : les industries de plein air, celles qui emploient des matières périssables et celles qui ont à répondre, à certains moments, à un surcroît extraordinaire de travail, à suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an. Mais pour les deux dernières catégories, deux jours au moins de repos par mois devront être assurés à l'ouvrier ou à l'employé.

Dans l'article 7, l'État s'arroge le droit de suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an dans les établissements soumis à son contrôle et dans ceux où sont exécutés des travaux pour son compte et dans l'intérêt de la défense nationale ; il n'y a là rien d'abusif étant donnée l'importance des intérêts en jeu, surtout en ce qui concerne la défense nationale.

L'article 8 est très important ; c'est lui qui fixe la procédure à suivre pour l'obtention des autorisations ; on sait que cette question a été très discutée au Sénat. Il décide que « lorsqu'un établissement quelconque voudra bénéficier de l'une des exceptions prévues au paragraphe 2 de l'article 2, il sera tenu d'adresser une demande au préfet du département. Celui-ci devra demander d'urgence les avis du conseil municipal, de la chambre de commerce de la région et des syndicats patronaux et ouvriers intéressés de la commune. Ces avis devront être donnés dans le délai d'un mois... » Jusqu'ici, nous ne voyons rien à critiquer. Il est naturel que les demandes soient

adressées au préfet, et il est juste que celui-ci s'entoure des avis des corps élus locaux ou des organisations compétentes; cette formalité est de nature à sauvegarder les intérêts de tous, public, patrons et ouvriers; nous ne pouvons donc qu'applaudir à l'idée qui l'a inspirée. Mais pourquoi faut-il que le troisième paragraphe de l'article 8 soit en contradiction avec cette même idée? Il fallait laisser aux pouvoirs locaux le soin de *statuer* sur les demandes. Le maire, placé tout près des intéressés, était, mieux que tout autre, à même de se prononcer, en connaissance de cause. Si l'on redoutait sa partialité, son arbitraire, on pouvait investir la commission départementale, déjà plus éloignée et par conséquent plus impartiale, du pouvoir de statuer. Bien entendu, un recours au Conseil d'État aurait été ouvert aux intéressés contre les décisions de ces autorités. Au lieu de cela, on a décidé que le préfet statuera; il est vrai qu'il devra, comme nous venons de le voir, demander l'avis du conseil municipal, de la Chambre de commerce et des syndicats patronaux et ouvriers; mais ces avis, rien ne l'oblige à les suivre et c'est lui qui décide. Le dernier mot accordé en pareille matière à l'agent du pouvoir central, au représentant de l'État, voilà ce que nous trouvons critiquable. C'est de la centralisation là où elle n'avait que faire.

Le dernier paragraphe de l'article 8 institue une mesure d'équité en décidant que « l'autorisation accordée à un établissement devra être étendue aux

établissements de la même ville faisant le même genre d'affaires et s'adressant à la même clientèle ». Grâce à cette mesure, l'ouverture le dimanche d'un établissement commercial ou industriel ne portera aucune atteinte aux intérêts des établissements concurrents puisque ceux-ci, s'ils se jugent lésés, pourront ouvrir aussi. Mais ce doit être une raison de plus pour les préfets de n'accorder qu'avec la plus grande circonspection et après un mûr examen les autorisations demandées.

L'article 9 a encore trait à la procédure des autorisations ; il organise un recours contre les décisions des préfets en décidant que l'arrêté préfectoral pourra être déféré au Conseil d'État dans la quinzaine de sa notification aux intéressés. Le Conseil d'État devra statuer dans le mois qui suivra la date du recours et celui-ci sera suspensif, c'est-à-dire que l'arrêté préfectoral déféré au Conseil d'État ne sera pas appliqué¹.

1. La Cour de cassation a cependant jugé que le recours formé par un patron contre une décision du préfet rejetant sa demande de dérogation ne lui donne pas le droit de bénéficier provisoirement de la dérogation. Il doit se soumettre à la loi tant qu'il n'a point obtenu et non point seulement demandé l'autorisation d'y déroger. Mais, dit-on, l'article 9 dispose que le recours sera suspensif : il est suspensif au bénéfice du patron, répond la Cour, dans le cas où l'arrêté préfectoral a accordé la dérogation, et où il est attaqué par un *intéressé autre que le patron*. Cette décision ne nous semble pas très juridique car on chercherait vainement dans l'article 9 la distinction faite par la Cour de cassation. Un jugement rendu le 28 février 1907 par un juge de paix de Rouen

Les articles 10, 11 et 12 organisent le contrôle du repos hebdomadaire. Ce contrôle et l'exécution de la loi sont assurés par les inspecteurs et inspectrices du travail. On sait que ce système a finalement prévalu au Sénat. Mais l'article 11 ne confie pas aux seuls inspecteurs du travail le soin de faire appliquer la loi ; il porte qu'ils sont chargés, *concurrentement avec tous les officiers de police judiciaire*, de constater les infractions à la loi. De plus, dans les établissements soumis au contrôle du ministre des travaux publics, l'exécution de la loi est assurée par les fonctionnaires chargés de ce contrôle placés à cet effet sous l'autorité du ministre du commerce. Dans les mines, ce sont les délégués mineurs qui signalent les infractions sur leur rapport.

Les infractions, dit l'article 12, sont constatées dans des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire. Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet.

Sans doute, les inspecteurs du travail n'ont pas le monopole de l'application de la loi, mais c'est surtout sur eux que le législateur a compté. Or il était facile de prévoir, et on n'a pas manqué de le dire au Sénat, que c'était pour eux une tâche écrasante qui nécessiterait bien vite une augmentation de leur nombre. M. Doumergue, ministre du commerce, a

a acquitté des négociants qui, ayant formé des demandes de dérogation, avaient ouvert le dimanche.

eu beau déclarer le 12 juin 1906 qu'aucun fonctionnaire nouveau ne serait créé, on sera bien amené, par la force des choses, à créer de nouveaux inspecteurs du travail. Dès sa session de 1906, le Conseil supérieur du travail a adopté le vœu suivant : « Le Conseil supérieur du travail appelle de la façon la plus pressante l'attention du Gouvernement et du Parlement sur l'urgence qu'il y a à augmenter considérablement le nombre des inspecteurs, *si l'on ne veut pas que les lois ouvrières restent lettre morte* ». Avec le système Prevet qui organisait l'auto-contrôle, l'application de la loi par les intéressés eux-mêmes, le contrôle eût été plus efficace et on ne serait pas à la veille de créer de nouveaux fonctionnaires.

Les articles 13, 14, 15 et 16 prévoient les pénalités à appliquer aux contrevenants.

A la première infraction, les chefs d'entreprises, directeurs ou gérants sont poursuivis devant le tribunal *de simple police* et passibles d'une amende de cinq à quinze francs à appliquer autant de fois qu'il y a de personnes occupées dans des conditions contraires à la loi, sans toutefois que le maximum puisse dépasser cinq cents francs. A noter que les chefs d'entreprises sont civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants (art. 14). En cas de récidive, le contrevenant est poursuivi devant le tribunal *correctionnel* et puni d'une amende de seize à cent francs ; comme pour la première infraction, la peine est appliquée autant de

fois qu'il aura été relevé de contraventions, sans toutefois que le maximum puisse dépasser trois mille francs. Il y a récidive, lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique (art. 15).

Quiconque aura mis un obstacle au service d'un inspecteur est puni d'une amende de cent à cinq cents francs à la première contravention et de cinq cents à mille francs en cas de récidive dans les douze mois.

L'article 463 du code pénal, c'est-à-dire la réduction de la peine en cas de circonstances atténuantes, s'applique aux condamnations prononcées en vertu des articles 13, 14, 15 et 16.

Les peines prévues par ces articles ne sont ni trop faibles ni trop élevées ; elles nous paraissent répondre assez bien aux nécessités de la répression sans exagérer la sévérité.

L'article 17 dit expressément que la loi n'est applicable ni aux employés et ouvriers des entreprises de transports par eau, ni à ceux des chemins de fer, dont les repos sont réglés par des dispositions spéciales.

L'article 18, le dernier de la loi, abroge les articles 5 et 7 de la loi du 2 novembre 1892 en ce qui touche le repos hebdomadaire ; ces dispositions étaient devenues inutiles. De plus, il spécifie que les dérogations prévues à l'article 4 et au premier paragraphe de l'article 5 ne sont pas applicables aux personnes protégées par la loi du 2 novembre 1892, c'est-à-dire aux

enfants de moins de dix-huit ans et aux femmes de tout âge. Nous avons, d'ailleurs, noté au passage, en étudiant ces articles, ces exceptions aux dérogations; elles se justifient par la nécessité de protéger les êtres faibles.

Le dernier paragraphe de l'article 18 et de la loi elle-même annonce qu'un règlement d'administration publique établira la nomenclature des industries particulières qui devront être comprises dans les catégories générales énoncées à l'article 6 en ce qui concerne les femmes et les enfants. Cela porte à quatre le nombre des règlements prévus par la loi.

Le premier de ces règlements et le seul qui ait été rendu jusqu'à présent, a paru à l'*Officiel* le 31 août 1906; c'est celui prévu à l'article 10 de la loi; il organise le contrôle du repos hebdomadaire.

Le rapport qui a été publié en même temps que le règlement explique que ce règlement était le plus urgent des quatre et que la loi sera appliquée sans attendre les trois autres. Cette manière de procéder a été critiquée. On a fait remarquer qu'en Allemagne et en Belgique, les lois analogues à la loi française n'ont été appliquées qu'après un délai d'un an qui a permis aux intéressés de se préparer au changement de régime.

La loi de 1906 a marqué une étape décisive dans la question de l'observation du repos du dimanche en France, nul ne songe à le nier. Mais elle renferme de graves lacunes et il semble vraiment qu'elle ait

négligé de parti-pris certains côtés de la question.

Pourquoi, par exemple, ne dit-elle rien des employés de bureau qui forment une catégorie nombreuse et intéressante du monde des travailleurs ?

Pourquoi le Sénat a-t-il repoussé l'amendement que M. Delahaye a présenté en leur faveur ? On ne voit pas quelle bonne raison on pourrait invoquer pour refuser aux clercs de notaire ou d'avoué, par exemple, ce qu'on accorde aux ouvriers des usines et aux employés de magasins. Dans plusieurs arrondissements, il est vrai, les notaires se sont mis d'accord pour fermer leur étude le dimanche et le public s'est habitué très facilement à ce petit changement d'habitudes ; mais les progrès dans ce sens sont très lents malgré les pétitions que beaucoup de clercs de notaire ont adressées aux chambres de leurs arrondissements respectifs. Pourquoi, puisqu'on légiférerait, refuser de donner satisfaction à ces modestes travailleurs ?

Une autre question dont la loi a le grave tort de ne rien dire, c'est celle de la *fermeture des magasins*.

Sous prétexte de respecter la liberté du travail, on a refusé de suivre M. Philippe Berger qui voulait rendre cette fermeture obligatoire ; et on ne s'est pas aperçu que l'interdiction d'occuper les employés le dimanche est très difficile à appliquer et à contrôler sans cette mesure.

En Allemagne où l'on avait éprouvé tout d'abord les mêmes scrupules, on en est venu vite, pour faciliter le contrôle, à prescrire la fermeture des magasins et

même, pour éviter une concurrence préjudiciable aux magasins fermés, à assimiler aux magasins les distributeurs automatiques sur la voie publique et à les assujettir aux mêmes heures de fermeture. En Autriche, la fermeture des portes des magasins, même de ceux qui n'occupent aucun employé est obligatoire et toute vente sur la voie publique est interdite pendant cette fermeture. En Angleterre même, pays classique de la liberté, on se préoccupe de réglementer la fermeture des magasins. On sera obligé d'en venir là en France. M. de Nordling, qui a étudié la question à l'étranger, affirme que c'est une nécessité.

Enfin, la loi a le tort de ne pas dire ce qu'elle entend par « employé ». Elle parle à plusieurs reprises de l'employé, mais elle ne le définit nulle part. Or c'est là une question très importante qui ne doit pas rester dans le vague. Faut-il entendre par le terme d'employé toute personne à qui est confié, dans un établissement commercial, un service ou un travail concourant à l'objet de l'entreprise? Alors, les propres membres de la famille du commerçant, lorsqu'ils aident celui-ci dans son commerce, sont des employés et la loi doit leur être appliquée. Veut-on parler seulement des personnes étrangères à la famille et qui accomplissent un travail rétribué? On s'expose à léser les commerçants qui n'emploient pas les propres membres de leur famille au profit de ceux qui les emploient¹. M. Phi-

1. Il semble que la première interprétation soit celle qui a

lippe Berger avait prévu la difficulté et il disait avec raison que la fermeture obligatoire des magasins la résoudrait.

La difficulté est si réelle que M. Viviani, ministre du travail, dans une circulaire confidentielle adressée aux préfets en novembre 1906, déclare « qu'il y aura lieu également d'exiger l'application de la loi *aux membres de la famille du patron* lorsqu'ils seront véritablement ses employés ou ouvriers ou qu'ils remplaceront effectivement les ouvriers de l'établissement qui prennent leur repos ». Le ministre considère donc les membres de la famille du patron comme ses employés¹. Mais alors, à quoi bon laisser les magasins ouverts si même les propres enfants du commer-

prévalu. Nous lisons, en effet, dans une circulaire adressée au commencement de septembre 1906, par le Ministre du commerce aux inspecteurs divisionnaires du travail : « ... Toute personne employée par un patron à un travail *concourant à l'objet de son entreprise* industrielle ou commerciale doit être considérée comme soumise aux prescriptions de la loi. Toute personne employée par ce même patron à des travaux ne présentant pas ce caractère, tels que soins personnels ou besogne domestique, n'est pas admise au bénéfice de la loi. C'est ainsi que le concierge d'un établissement industriel est soumis à la loi, tandis que le concierge d'une maison particulière échappe à ses dispositions. »

1. M. Viviani a rapporté, en partie, sa circulaire en décidant que la femme et les enfants du patron même s'ils l'aident dans son commerce ne peuvent pas être considérés comme ses employés, et la loi de 1906 ne leur est pas applicable. Mais il ne dit rien des autres parents, comme les grands parents et les petits-enfants auxquels la loi continue à être appliquée. M. Georges Berry le lui a reproché à la Chambre des députés dans son discours du 1^{er} mars 1907.

çant ne peuvent y travailler ? Il était plus logique et plus simple d'en prescrire la fermeture.

Voilà quelques critiques que suggère une étude de la loi de 1906. La pratique révélera sans doute bien d'autres défauts.

III. *Difficultés d'application.* — Déjà des questions intéressantes relatives à son application se sont posées devant différentes juridictions.

Le Conseil des prud'hommes de la Seine, dans son audience du 3 novembre 1906, a rendu un jugement condamnant un patron boulanger nommé Julien à payer à un de ses ouvriers, le sieur Alfred Molinier, le salaire des journées de repos obligatoire. Les termes du jugement posent, de la manière la plus générale, le principe que la journée légale de repos hebdomadaire doit être payée au salarié. La loi étant absolument muette sur ce point, c'est dans *l'intention des parties* et dans les *termes du contrat* qui les lie qu'il faut, à notre avis, chercher la réponse à cette question. Quand l'ouvrier est payé à l'heure ou à la journée, il saute aux yeux qu'il ne lui est rien dû pour la journée de repos. La situation est différente quand il est payé *au mois* ou *à la semaine*. Ce qui est évident, c'est que la loi ne tranchant pas la question, les tribunaux doivent interpréter les conventions des parties ; venir déclarer, comme l'a fait le Conseil des prud'hommes de la Seine, que le législateur n'a pas pu vouloir organiser un repos non rétribué, c'est

prêter à celui-ci une intention qu'il n'a manifestement pas eue, comme le constatait un autre jugement en sens inverse rendu, quelques jours après, par le même Conseil; c'est en tout cas interpréter arbitrairement la loi. Décider qu'en toute hypothèse le patron devra payer le salaire de la journée de repos serait léser la justice en obligeant l'une des parties contractantes, le patron, à payer un travail qui n'a pas été fait. On s'exposerait, d'ailleurs, à ce que l'ouvrier déjà payé une fois par son patron habituel employât sa journée de repos à travailler chez un autre patron admis à donner le repos hebdomadaire par roulement; l'ouvrier toucherait ainsi double salaire pour un seul travail; il est évident que l'un des deux salaires serait injustement perçu. Ce qui arrivera probablement, c'est que, les circonstances s'étant modifiées, les patrons et les ouvriers chercheront à faire un nouveau contrat, et le salaire se réglera fatalement de façon à subvenir à tous les besoins d'un ouvrier sobre et honnête placé dans des conditions normales, comme nous le disions au chapitre III. Mais ceci est affaire entre patrons et ouvriers; encore une fois, la loi n'a pas réglé la question du salaire du jour de repos, et on doit juger d'après les conventions des parties. Voilà pourquoi la thèse du jugement du 3 novembre est excessive et, d'après nous, lèse la justice¹.

1. La Cour de cassation a confirmé, en grande partie, le jugement du 3 novembre en déclarant que la convention du 8 avril

Une autre question qui s'est posée est celle de savoir si les syndicats peuvent, au nom de leurs membres, former des demandes de dérogation à la loi sur le repos hebdomadaire ? Le Conseil d'État a tranché négativement la question en rejetant l'action du syndicat des coiffeurs de Limoges parce que, disent les considérants, « si l'autorisation accordée à un établissement doit être étendue aux établissements similaires, la situation de chacun de ceux-ci doit toujours faire l'objet d'un examen spécial de la part du préfet.

« D'autre part, s'il appartient aux syndicats professionnels de se charger de la défense des intérêts généraux des syndiqués, ils ne peuvent intervenir au nom d'intérêts particuliers sans y être autorisés par un mandat spécial. Par suite, le syndicat ne pouvait adresser des demandes au préfet que comme manda-

1903, qui réglait les rapports entre patrons et ouvriers boulangers, et notamment le taux du salaire de la semaine, n'avait pas été abrogée par la loi du 13 juillet 1906. C'est aussi notre avis et le Conseil des prud'hommes avait eu raison de juger ainsi en l'espèce.

Mais la convention de 1903 porte en outre que le salaire de la semaine (49 francs moyennant quatre fournées quotidiennes) est augmenté de 20 centimes par jour pour le vin. Ces 20 centimes la Cour de cassation juge qu'ils ne sont pas dus à l'ouvrier, « attendu, dit-elle alors, que si la loi du 13 juillet 1906 interdit d'occuper un ouvrier plus de six jours, *elle n'impose pas l'obligation de lui payer le repos.* » Cet attendu est la condamnation par la Cour de cassation de la thèse du repos obligatoirement payé proclamée par le Conseil des prud'hommes de la Seine dans son jugement du 3 novembre 1906.

taire de chacun de ses membres, ce qui n'avait pas été fait ».

Le Conseil d'État s'est inspiré dans cet arrêt d'un esprit nettement individualiste. Mais il faut reconnaître qu'avec l'organisation actuelle du travail, il lui était difficile de juger différemment. Il en serait autrement avec l'organisation professionnelle du travail que rêvent tant de sociologues et non des moins distingués ! Beaucoup de questions qui sont aujourd'hui des questions individuelles, comme celle des dérogations au repos du dimanche, seraient alors du ressort de l'organe de la profession.

Les difficultés qu'a déjà soulevées l'application de la loi de 1906 n'étonnent personne ; d'ailleurs, les législateurs eux-mêmes qui l'ont votée ne se faisaient aucune illusion à son sujet. Ils l'ont votée telle quelle pour ne pas retarder plus longtemps une réforme si impatiemment attendue, mais avec la conviction qu'elle était très imparfaite et qu'elle leur reviendrait.

L'événement a pleinement justifié ces prévisions. La mise en pratique de la loi du 13 juillet 1906 n'a pas seulement donné lieu à des procès et à des arrêts de justice. Pendant plusieurs mois, tous les lundis matins, les journaux étaient remplis du récit des manifestations, parfois tumultueuses, organisées chaque dimanche par les ouvriers ou les employés qui demandaient l'application immédiate de la loi.

Beaucoup de patrons ayant présenté, à Paris sur-

tout, des demandes de dérogation, se refusaient à fermer le dimanche ; malheur à eux ! des bandes de plusieurs centaines, parfois de plusieurs milliers d'employés de commerce, sorties de la Bourse du travail, parcouraient la capitale dans tous les sens et manifestaient violemment devant les magasins restés ouverts. Il est arrivé même que des établissements ont été envahis et mis à sac et, un jour, le 23 septembre, le directeur d'un magasin de la rue Ménilmontant, a éprouvé une émotion si violente en voyant sa maison envahie, qu'il est mort du coup, frappé d'apoplexie ou de la rupture d'un anévrisme.

La plupart des manifestations ont été organisées par le « *Comité pour l'application du repos hebdomadaire* », comité intersyndical formé par des représentants de la presque totalité des corporations ouvrières et des employés de l'État. Ce comité se propose d'organiser des réunions dans tous les quartiers de Paris. Ses ressources sont assurées par les cotisations hebdomadaires des syndicats adhérents.

Des conflits très difficiles à résoudre se sont élevés entre patrons et ouvriers boulangers et entre patrons et ouvriers coiffeurs. Ils se sont traduits par d'amères controverses et par des campagnes de meetings et d'affiches.

IV. *Modifications proposées.* — En présence de cette agitation et de ces conflits, il paraît de plus en plus certain que la loi sera modifiée.

Une « *Ligue pour la revision de la loi sur le repos hebdomadaire* » s'est formée. Dans une séance constitutive tenue le 19 octobre 1906, cette Ligue a voté ses statuts et nommé son comité; elle a pour secrétaire général M. Louis Besse, publiciste. Son siège est 33, boulevard Barbès, à Paris. La ligue pour la revision de la loi sur le repos hebdomadaire, qui a surtout pour but de défendre les intérêts de la moyenne industrie et du petit commerce, a agi par voie d'affiches et de pétitions tant à Paris qu'en province.

Les commerçants détaillants de France ont formé une vaste Fédération nationale. Réunis en congrès, en février 1907, sous la présidence de M. Mauss, ils ont réclamé avec énergie la revision de la loi de 1906 et le repos par roulement avec les dérogations de droit. Les congressistes représentaient 335 syndicats, 71 départements et 188.500 commerçants.

La question de la revision de la loi de 1906 est déjà venue à diverses reprises devant la Chambre des députés. Plusieurs propositions de loi, que nous reproduisons plus loin¹, ont été déposées et ont donné lieu à des débats longs et confus.

Celle de M. Georges Berry tendant : 1° à accorder les dérogations prévues à l'article 2 toutes les fois qu'il y aura entente entre patrons et employés ou ouvriers; 2° à permettre de fractionner ou de grouper le repos dans les commerces de l'alimentation,

1. Voir aux *Documents annexes*.

est venue devant la Chambre le 20 novembre 1906 et, après un assez vif débat, a été renvoyée à la Commission.

Une autre proposition a été présentée, à peu près au même moment, par M. César Trouin; elle porte que tout ouvrier ou employé aura droit à 1.248 heures de repos chaque année, et que ces heures seront réparties, avec un minimum de douze heures consécutives, sur chacune des 52 semaines de l'année, après entente entre patrons et ouvriers; elle ajoute, toutefois, qu'il devra être donné au moins 26 jours de repos de 24 heures consécutives.

En mars 1907, on a discuté ensemble, en trois séances, cinq interpellations sur le repos hebdomadaire :

La première, de M. Georges Berry, concernait les deux circulaires de M. Viviani visant le repos hebdomadaire. La deuxième, de MM. Lafferre, Augé et Pelisse, portait sur les décisions divergentes des préfets en ce qui concerne l'application de la loi et sur l'interprétation donnée par les circulaires ministérielles à certains articles de la loi. La troisième, de M. Puech, sur l'application de la loi. La quatrième, de M. Fernand Engerand, sur la situation du personnel domestique des hôtels et restaurants des villes de saison relativement à la loi du 13 juillet 1906. La cinquième, de M. Empereur, sur l'application de la loi dans les petites villes et les communes rurales.

M. Berry a développé son interpellation le

1^{er} mars. Il a dit que la Chambre et le Sénat avaient entendu, en votant la loi, instituer le repos hebdomadaire et que les instructions et les circulaires ministérielles de M. Doumergue d'abord et ensuite de M. Viviani, ont institué le repos dominical en prescrivant aux préfets de n'accorder que le moins possible de dérogations et en interdisant aux commerçants de prendre des « extras » pour le dimanche. M. Berry a reproché à M. Viviani d'avoir assimilé aux employés les membres de la famille du patron, erreur sur laquelle il a dû revenir en rapportant en partie sa circulaire sur ce point.

L'orateur a demandé que le droit d'accorder des dérogations soit retiré aux préfets et accordé aux patrons et aux employés après entente entre les uns et les autres ; ainsi, bien des commerçants que ruine le repos collectif du dimanche pourraient accorder le repos par roulement ; leurs employés, dont les intérêts sont solidaires des leurs, se mettraient d'accord avec eux. M. Berry assure que jamais un patron ne cherchera à ouvrir le dimanche quand il n'y trouvera pas son intérêt à cause des frais que nécessite l'ouverture. M. Berry a aussi abordé la question du commerce de l'alimentation et des hôtels et restaurants. La loi leur accorde de droit le roulement ; mais, précisément, le roulement est pratiquement impossible chez eux parce que leurs employés ordinaires, comme les cuisiniers, cavistes, etc., sont des spécialistes qu'on ne peut pas remplacer par les

premiers venus. M. Berry demandé que l'on accorde aux employés des hôtels et restaurants une demi-journée de repos par semaine, et des *repos groupés* après trois mois ou à la fin de l'année. A propos des ouvriers boulangers qui demandent le repos par roulement, l'orateur a dit que ce mode de repos est impossible dans la boulangerie où les ouvriers sont des spécialistes. M. Berry désire le maintien de la loi mais à condition qu'on y introduise, comme l'a demandé le Conseil municipal de Paris, le double principe de l'entente entre patrons et employés de chaque maison et du repos groupé. Il a demandé enfin l'amnistie pour toutes les condamnations prononcées pour infractions à la loi de 1906 ou pour faits connexes.

M. Lafferre a vivement critiqué l'application de la loi, notamment en ce qui concerne les demandes de dérogation pour lesquelles le gouvernement a envoyé aux préfets des instructions contraires à l'esprit de la loi et à la volonté du législateur. Il a montré que les préfets accordaient ou refusaient les dérogations d'une façon très arbitraire; certains, comme celui de l'Hérault, rejetant toutes les demandes; d'autres, comme ceux du Gard et des Pyrénées-Orientales, les accordant presque toutes; d'autres enfin, comme celui de l'Aude, les accordant dans certaines localités de leur département et les refusant dans d'autres.

M. Lafferre a dit qu'au lieu de décider que l'on consulterait séparément la chambre de commerce, le

conseil municipal et les syndicats patronaux et ouvriers, la loi aurait dû prévoir la composition d'une commission où tous ces éléments locaux auraient délibéré avec une parfaite connaissance des habitudes et des mœurs; leurs décisions sur les dérogations, parfaitement motivées, auraient été acceptées par tous les intéressés; on se serait incliné devant les compétences locales et la connaissance particulière du milieu. L'orateur ne demande cependant pas que l'on modifie la loi; il veut que le gouvernement l'applique strictement, mais sans incohérence; il demande la fermeture, le dimanche, de tous les magasins, même de ceux où sont employés les membres de la famille du commerçant. Enfin, il insiste surtout sur la nécessité de réviser et d'unifier les arrêtés des préfets.

Dans la séance du 8 mars, la Chambre a discuté les interpellations de MM. Puech, Engerand et Empereur.

M. Puech s'est demandé d'où venaient les critiques presque unanimes soulevées par l'application de la loi et il les attribue à l'incohérence avec laquelle on a procédé. Il ne veut pas bouleverser la loi; mais, tout en respectant ses principes essentiels, il demande quelques modifications : par exemple que, dans toutes les industries, dans tous les commerces où le repos se donne par roulement, on autorise l'accord absolu entre le patron et l'employé pour la fixation du jour de repos; que la faculté accordée à cer-

tains commerçants, s'ils ont moins de cinq employés, de donner seulement une demi-journée de repos par semaine, sauf à accorder ensuite des repos compensateurs, soit étendue à toutes les maisons du même commerce quel que soit le nombre de leurs employés; que tous les magasins de la même catégorie soient fermés le dimanche, même ceux où l'on n'emploie que les membres de la famille du patron; que dans toutes les industries assujetties au travail de nuit comme celle de la boulangerie, les ouvriers aient le droit de prendre des repos groupés. M. Puech voudrait même étendre à tous les employés cette faculté de se réserver, sur les 52 jours de repos que la loi leur accorde par année, un certain nombre de jours qu'ils grouperaient à leur guise.

Enfin l'orateur s'est élevé contre le rejet en masse par le préfet de police des demandes de dérogations de plusieurs milliers de détaillants parisiens à qui le Conseil d'État a dû, finalement, donner raison.

M. Fernand Engerand a attiré l'attention de la Chambre sur la situation particulière des hôtels et restaurants des villes de saison en ce qui concerne le repos hebdomadaire. L'article 3 de la loi de 1906 comprend les hôtels et restaurants dans la liste des établissements admis à donner le repos hebdomadaire par roulement; les tribunaux ont jugé que cette disposition s'appliquait aux domestiques de ces établissements. D'après M. Engerand, on se heurte à une impossibilité, car, pour donner le repos par roule-

ment, les hôtels sont obligés d'augmenter d'un septième leur personnel puisqu'il est interdit de prendre des extras ; or, dans la plupart des villes, on ne trouve pas de domestiques, et il n'y a pas moyen d'augmenter le personnel. La loi est donc inapplicable ; c'est si vrai qu'à Paris on a fermé les yeux sur sa non application¹. Dans les villes de saison, la situation est plus difficile encore ; les employés et domestiques d'hôtels ont, en général, quatre mois de service dans une station d'été, quatre mois dans une station d'hiver, et quatre mois de chômage ; va-t-on encore les obliger à ajouter à ces quatre mois de chômage, cinquante-deux jours de repos ? M. Engerand demande qu'il soit permis aux employés des hôtels de fractionner ou de grouper leurs 52 jours de repos suivant accord entre les intéressés ; ils pourront ainsi les prendre pendant la période de chômage.

M. Empereur a critiqué l'application de la loi aux commerçants et artisans des petites villes et des communes rurales, disant que, dans ces petits commerces et ces petites industries solidaires de l'agriculture, il y a de longs chômages en hiver, que les ouvriers se reposent pendant ces chômages et qu'on

1. En présence de l'impossibilité pour les hôtels d'accorder le repos hebdomadaire par roulement, le tribunal de simple police de Caen, dans un jugement du 27 décembre 1906, a déclaré que les hôteliers devaient accorder le repos collectif et fermer leur établissement un jour par semaine. Il faudrait donc, d'après cette jurisprudence, mettre les voyageurs dans la rue en même temps que l'on donnerait congé au personnel !

ne peut leur demander de perdre encore un jour par semaine pendant la saison où ils ont du travail. De plus, l'application de la loi aux petits commerçants et artisans des communes rurales gênerait beaucoup les agriculteurs qui, eux, chôment le dimanche et n'ont que ce jour-là pour venir faire leurs achats, réparer leurs outils etc. Quant au roulement, il n'est pas davantage possible, car le personnel ouvrier est très restreint dans les communes rurales et on ne pourrait pas trouver, le dimanche, de remplaçants aux ouvriers en congé. M. Empereur a aussi parlé dans le même sens que M. Engerand au sujet des hôtels.

M. Noulens est venu défendre la loi; il a dit qu'elle était très souple, s'adaptant à toutes les situations et qu'il ne fallait pas la modifier. Il a seulement critiqué son application un peu brutale et a reproché aux préfets d'avoir rejeté, de parti-pris, presque toutes les demandes de dérogation, sans même motiver leurs arrêtés. Il a aussi critiqué l'idée du repos groupé préconisée par plusieurs de ses collègues.

Les socialistes ne veulent pas, non plus, que l'on touche à la loi de 1906 à laquelle, disent-ils, les ouvriers sont très attachés. Si on la refaisait même partiellement cela retarderait son application et on remettrait même son principe en question. Remarquons cependant que personne n'a parlé contre le principe du repos hebdomadaire; tous les interpellateurs l'ont admis. M. Dubois, dans un long dis-

cours, a défendu le principe de la loi pour des raisons d'hygiène et d'humanité; il a dit, comme M. Noulens, qu'il ne fallait pas remanier la loi de 1906 avant de l'avoir expérimentée plus longtemps; si, comme toutes les lois de protection ouvrière, elle heurte des habitudes ou même des intérêts, elle entrera peu à peu dans les mœurs.

C'est seulement le samedi 23 mars que la Chambre a achevé la discussion des interpellations sur le repos hebdomadaire. Dans l'intervalle, des pourparlers avaient eu lieu entre le gouvernement et la délégation des gauches. La délégation, après avoir entendu les explications de M. Viviani, ministre du travail, a voté plusieurs ordres du jour indiquant sa volonté de maintenir les principes essentiels de la loi, mais d'obtenir du gouvernement une application large et libérale; enfin, elle invitait le gouvernement à proposer en temps utile les modifications reconnues nécessaires. Le gouvernement a accepté un ordre du jour rédigé dans ce sens.

Le 23 mars, on entendit d'abord un discours de M. Thierry, qui a déclaré que, tout en considérant la loi de 1906 comme un grand progrès moral et social, il estimait qu'elle était perfectible; et il a demandé que diverses modifications y fussent apportées.

M. Viviani a répondu à tous les interpellateurs. Il a dit que la loi avait été interprétée d'une façon libérale soit par son prédécesseur M. Doumergue, soit par lui-même; il a déclaré que, dans l'exécution de

la loi, les préfets et les inspecteurs du travail s'étaient inspirés des instructions ministérielles et n'avaient pas agi avec le rigorisme qu'on leur a reproché. Le ministre a ajouté qu'il avait lui-même adouci, dans la mesure du possible, les dispositions de la loi sans altérer le principe dont il avait la garde et qu'il ne laissera pas violer. Mais, renonçant à l'intransigeance du début de son ministère, M. Viviani s'est déclaré prêt d'abord à appliquer libéralement la loi et aussi à y apporter les modifications compatibles avec son principe.

Aux déclarations du ministre, le socialiste Sembat a opposé une défense très vive de la loi de 1906 dont toutes les dispositions, à son avis, doivent être maintenues strictement si l'on ne veut pas, en la détruisant, soulever de terribles colères. M. Sembat a soutenu, contrairement à l'opinion de M. Berry, que le roulement était possible dans la boulangerie et qu'il n'était pas nécessaire de modifier la loi pour cette industrie.

M. Lerolle, applaudi par tous ses collègues catholiques et aussi par l'extrême-gauche, a défendu la loi au nom des principes moraux, religieux, sociaux supérieurs parce qu'elle constitue un progrès de premier ordre. Il a déclaré que s'il ne s'opposait pas, pour des situations exceptionnelles, comme celle des hôteliers, à admettre des lois spéciales, des exceptions précises, il se refusait à voter une vague formule qui pourrait impliquer des changements détrui-

sant pratiquement la loi ; il faut maintenir fermement le repos hebdomadaire collectif et à jour fixe, c'est à-dire le repos dominical qui, seul, peut atteindre l'objet individuel, social et familial cherché par le législateur.

Ce long débat, qui a duré trois séances, s'est terminé par la présentation de six ordres du jour. Après avoir rejeté une motion de M. Jaurès, repoussée par le gouvernement, qui avait pour but de renvoyer à la commission du travail les ordres du jour motivés dont elle était saisie, la Chambre a adopté, dans un scrutin public à la tribune, l'ordre du jour suivant présenté, au nom de la délégation des gauches, par MM. Sarrien, Chastenet et Gouzy, et accepté par le gouvernement : « La Chambre, résolue à maintenir intacts les principes de la loi sur le repos hebdomadaire, confiante dans le gouvernement pour en faire une application largement libérale, prenant acte de son engagement de proposer les modifications nécessaires à la loi en temps utile pour qu'elles puissent être discutées avant la fin de la présente session, et repoussant toute addition, passe à l'ordre du jour. » Cet ordre du jour a été voté par 277 voix contre 61 et plus de 250 abstentions.

M. Georges Berry est venu constater que le gouvernement qui, le 20 novembre dernier, déclarait la loi intangible, accepte aujourd'hui de prendre l'initiative des modifications ; il a donc entière satisfac-

tion et, retirant son ordre du jour, se rallie à celui de la délégation des gauches.

Comme conclusion à l'exposé de ces longs débats, il nous semble que l'unanimité avec laquelle tous ont déclaré vouloir respecter le principe de la loi, a quelque chose de factice. Ce principe, en effet, a été attaqué indirectement.

Tout d'abord, il n'est pas exact que les Chambres aient entendu, comme l'a soutenu M. Berry, instituer seulement le repos hebdomadaire en votant la loi du 13 juillet 1906 ; l'article 2 de la loi dit en termes aussi formels que possible : « Le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche » ; le repos du dimanche est donc la règle tracée par le législateur et le repos hebdomadaire donné un autre jour est l'exception.

D'autre part, s'il est vrai que certaines situations spéciales, comme celle des hôtels tout particulièrement signalée, appellent des solutions spéciales, il faut légiférer pour ces situations et seulement pour elles et se bien garder de toucher au principe du repos hebdomadaire. Or, on a proposé des systèmes qui entament singulièrement ce principe. Le repos groupé, par exemple, que l'on a prôné en serait la négation. Avec le repos groupé, le travailleur n'a plus cette halte bienfaisante revenant de sept en sept jours et lui permettant de reprendre des forces physiques et de retremper son âme dans la chaude atmosphère du foyer familial. On nous dit, sans

doute, qu'il pourra ainsi mettre de côté un certain nombre des jours de repos auxquels il a droit pour les prendre en même temps et se créer de vraies vacances. Mais on oublie que ces vingt ou ces trente jours de vacances, il devra les acheter par un travail ininterrompu de cinq ou de six mois. Le repos groupé tuerait le repos hebdomadaire. Aussi, ne l'admettrions-nous que tout à fait exceptionnellement, pour les hôtels par exemple, car il y a là une situation vraiment spéciale.

Quant à l'idée soutenue par M. Berry et par plusieurs de ses collègues, à savoir qu'il faut, dans le commerce, laisser chaque magasin organiser le repos à la fantaisie de ceux qui y travaillent, elle nous paraît dangereuse ; comme l'a dit M. Lerolle, le contrôle de ce mode de repos serait très difficile et on ne ferait autre chose que de jeter dans le monde du travail de nouvelles causes de discussion et, par conséquent, de discorde. D'ailleurs ce système enlèverait au repos hebdomadaire sa principale raison d'être qui est de permettre à la famille ouvrière de se trouver réunie un jour par semaine ; car le père, la mère, les enfants, employés dans des magasins différents, ne se reposeraient pas le même jour ; ce serait ôter à la réforme toute efficacité.

Au sujet des dérogations, sur lesquelles sont revenus plusieurs orateurs, une idée nous a paru excellente ; c'est la composition, proposée par M. Lafferre, d'une commission où tous les éléments locaux —

chambre de commerce, conseil municipal, syndicats patronaux et ouvriers — auraient été représentés par des délégués : cette commission aurait délibéré en parfaite connaissance de cause sur les demandes de dérogation ; par sa composition, elle aurait représenté toutes les compétences professionnelles et locales et ses décisions auraient été acceptées volontiers par les intéressés. Nous irons plus loin que M. Lafferre, et nous dirons qu'une pareille commission aurait dû non seulement être consultée, comme le sont séparément les syndicats, le conseil municipal et la chambre de commerce, mais statuer sur les demandes de dérogation ; elle eût été, bien mieux que le préfet, en état d'apprécier les raisons invoquées par les demandeurs.

Quelle suite le gouvernement compte-t-il donner à l'ordre du jour voté par la Chambre ? Il y a à tenir compte de tant d'intérêts contradictoires qu'il serait bien difficile, à l'heure actuelle, de répondre à cette question. Souhaitons que le vote du 23 mars ne soit pas, suivant le mot de M. Cheysson, le prélude d'une nouvelle « expropriation du dimanche » pour un grand nombre de travailleurs.

Ce qui paraît certain c'est que la question du repos hebdomadaire est loin d'être vidée et qu'elle restera longtemps encore au premier rang des préoccupations de l'opinion publique.

CHAPITRE VIII

Le repos hebdomadaire dans les chemins de fer.

On sait que la loi du 13 juillet 1906, en vertu de son article 17, n'est pas applicable aux ouvriers et aux employés des chemins de fer. Cependant, ce service a une telle importance, qu'il ne sera pas inutile, pensons-nous, d'examiner dans quelle mesure il serait possible de faire bénéficier ses agents du repos hebdomadaire, sans le désorganiser complètement et sans causer trop de gêne au public.

Si le législateur a cru devoir laisser en dehors des prescriptions de la loi nouvelle une branche aussi considérable de l'industrie nationale, c'est que le service des chemins de fer est si complexe, si variable avec les saisons et si différent suivant les catégories d'agents, qu'il ne peut se plier à la loi commune et s'accommoder d'une réglementation uniforme.

Pour donner une idée de l'importance de ce service, reproduisons les chiffres suivants empruntés à la « Statistique des chemins de fer français » publiée par le ministère des travaux publics. Ces chiffres sont déjà un peu anciens puisque ce sont ceux de l'année 1899¹. Depuis lors, quelques lignes nouvelles

1. Voir *La loi Berteaux et ses conséquences financières*, brochure. Paris, 1902.

ayant été ouvertes, le personnel des chemins de fer n'a pu qu'augmenter encore.

Le personnel des chemins de fer français (Nord, Est, Ouest, État, P.-O., P.-L.-M., Midi et Ceinture) comprenait, au 31 décembre 1899, 265.380 employés, y compris les auxiliaires et les ouvriers à la journée, ainsi que les femmes employées.

La répartition entre les différents services était la suivante :

Administration centrale	2.801
Mouvement et trafic (exploitation).	115.086
Traction et matériel	73.417
Voie et bâtiments	74.076
TOTAL	265,380

En laissant de côté les agents des gares et les agents du service de la voie, dont la situation au point de vue du repos, a été réglementée par des arrêtés ministériels spéciaux, la situation des 228.668 autres employés était la suivante :

1°) — EMPLOYÉS JOUISSANT DE TROIS JOURS DE REPOS OU D'AVANTAGE PAR MOIS :

Administration centrale	2.801
Mouvement et trafic. <i>Service central</i>	7.979
Traction et matériel.	
<i>Ingénieurs, chefs de dépôts, chefs et sous-chefs d'ateliers</i>	1.125
<i>Personnel des bureaux, des dépôts, contre-mâtres</i>	6.604
Voie et bâtiments.	
<i>Ingénieurs, architectes, inspecteurs, chefs de section</i>	627
<i>Personnel des bureaux, conducteurs et piqueurs</i>	6.188
TOTAL	25.324

2°) — EMPLOYÉS ALTERNANT DE JOUR ET DE NUIT, JOUISSANT D'UN JOUR DE REPOS TOUTES LES DEUX SEMAINES, SOIT 26 JOURS PAR AN :

Mouvement et trafic (service des gares et stations).	
<i>Chefs et sous-chefs de gares.</i>	6.905
<i>Receveurs, facteurs enregistrants, chefs comp-</i> <i>tables</i>	30.628
<i>Hommes d'équipes</i>	29.911
TOTAL	67.444
<i>Le tiers environ de ce personnel alterne de jour et</i> <i>de nuit.</i>	
	22.481
Voie et bâtiments.	
<i>Agents de la surveillance et de l'entretien (le dixième</i> <i>environ), soit sur 54.555</i>	5.455
TOTAL	27.936

3°) — EMPLOYÉS JOUISSANT D'UN JOUR DE REPOS OU DE DEUX DEMI-JOURNÉES PAR MOIS :

Mouvement et trafic (<i>services des gares et stations</i>).	
<i>Les deux tiers de 67.444.</i>	44.963
Voie et bâtiments. <i>Agents de la surveillance</i> <i>et de l'entretien. Les neuf dixièmes de 54.555</i>	
	49.100
TOTAL	94.063

4°) — EMPLOYÉS NE JOUISSANT D'AUCUN REPOS PAYÉ :

Mouvement et trafic.	
<i>Auxiliaires et ouvriers</i>	22.769
Traction et matériel.	
<i>Auxiliaires et ouvriers</i>	45.870
Voie et bâtiments.	
<i>Auxiliaires et ouvriers</i>	12.706
TOTAL	81.345

En plus, les employés de chemins de fer jouissent, en grande majorité, de congés annuels de durée variable suivant les Compagnies et suivant les services :

A L'ÉTAT, *quinze jours* au minimum avec solde entière à tous les agents et ouvriers commissionnés, classés ou admis à titre définitif, ainsi qu'aux agents et ouvriers non classés comptant quinze années de service.

A L'OUEST, congé annuel uniforme de *douze jours*.

Au MIDI, *huit jours*.

Dans les AUTRES COMPAGNIES, ce congé varie de *six à douze jours*.

Les auxiliaires et les agents à la journée, seuls ne bénéficient pas du congé annuel, sauf ceux de l'État ayant quinze ans de présence.

D'autre part, même dans les six grandes Compagnies, tous les agents supérieurs et le personnel de l'administration centrale jouissent de congés très étendus.

Il est facile de se rendre compte, à la lecture de cet exposé, que la grande majorité des employés de chemins de fer ne jouit que de repos tout à fait insuffisants.

En laissant de côté les congés annuels, qui sont très courts (sauf pour les agents supérieurs et pour le personnel de l'administration centrale) et qui, d'ailleurs, ne sont pas accordés à tous, on s'aperçoit que plus de 80.000 employés, exactement 81.345, soit environ le

tiers du personnel total des chemins de fer français, ne jouissent d'aucun repos payé. Que l'on songe à la situation de ces malheureux, qui, pris d'un bout à l'autre de l'année dans un engrenage de travail, n'ont pas un seul jour à consacrer aux joies du foyer. Ils sont vraiment dignes de pitié !

Un nombre encore plus considérable, 94.063 employés, ne sont guère plus favorisés, puisqu'ils n'ont qu'une journée ou deux demi-journées de repos par mois, ce qui est absolument insuffisant pour leur permettre de refaire leurs forces physiques et de s'occuper sérieusement de leur famille.

67.455 employés n'ont que deux jours par mois et 27.936 d'entre eux sont assujettis au fatigant service de nuit.

Le nombre des employés ayant trois jours de repos ou davantage par mois, c'est-à-dire jouissant, à peu près, de repos équivalents au repos hebdomadaire, est infime, 25.324, moins du dixième du personnel total.

La situation des employés de chemins de fer est donc bien intéressante. Astreints à un travail presque toujours pénible, qui comporte, pour certains, de lourdes responsabilités, puisqu'un instant de distraction peut amener une catastrophe, ils n'ont pour reposer leur corps et détendre leur esprit, que des repos absolument insuffisants.

Mais faut-il blâmer le législateur de les avoir exclus du bénéfice de la nouvelle loi ?

Nous ne le pensons pas.

Le service des chemins de fer est si complexe que l'intervention de la loi aurait risqué d'y apporter un trouble profond dont le public se serait gravement ressenti, sans amener peut-être le résultat cherché.

Il faut laisser aux compagnies le soin d'étudier elles-mêmes les améliorations à apporter à la situation de leurs employés au point de vue des repos. L'État, qui a sur elles tant de moyens d'action, peut et doit les y inviter mais non par un article de loi général et rigide.

C'est bien pour les employés des chemins de fer que l'on peut dire : Autant de situations, autant de solutions. C'est par catégories qu'il faut agir, on doit sérier les questions ; c'est le plus sûr moyen d'aboutir.

Déjà, les directeurs des six grandes compagnies ont écrit au ministre des travaux publics des lettres que la presse a reproduites, et dans lesquelles ils déclarent que, voulant faire bénéficier leurs agents de repos équivalents à ceux dont jouissent aujourd'hui les ouvriers et employés de l'industrie et du commerce, ils s'engagent à prendre leurs dispositions pour assurer à tout leur personnel cinquante-deux jours par an de suspension de travail, sous forme de journées ou de demi-journées de repos, de congés annuels, etc. Ils annoncent qu'ils répartiront et espaceront convenablement ces repos en tenant compte des convenances des agents, et des difficultés spéciales du ser-

vice; et ils ajoutent qu'en faisant cette répartition, ils respecteront les prescriptions ministérielles, qui, en vue de la sécurité, ont fixé des règles pour le repos périodique des agents.

Bien entendu, la réforme ne pourra être réalisée que progressivement mais les directeurs déclarent qu'ils feront en sorte qu'elle soit complètement appliquée dans le délai de dix-huit mois.

Ils annoncent que pour en faciliter la réalisation dans l'intérêt de leur personnel et pour leur permettre de donner au plus grand nombre possible d'agents leur journée de repos le dimanche, ils demanderont au ministre d'apporter des modifications au régime actuel en ce qui concerne la fermeture des gares de marchandises le dimanche, l'exonération de l'obligation de livrer à domicile le dimanche, l'exclusion du dimanche du décompte des délais de transport, etc.

Cette démarche et ces résolutions sont à l'honneur des directeurs de nos compagnies de chemins de fer. Ils montrent par là qu'ils étaient dignes de la confiance que leur a témoignée le législateur en laissant les chemins de fer en dehors de la loi commune.

Il est désormais permis d'espérer que bientôt, les agents des compagnies seront aussi bien traités que les autres travailleurs français.

Les mesures annoncées à la fin de la lettre relativement aux gares de marchandises, à la livraison etc. seront excellentes. Elles répondront aux vœux émis par les Congrès de Paris de 1889 et de 1900

ainsi qu'à ceux de la « Ligue populaire pour le repos du dimanche ».

En ce qui concerne les gares de petite vitesse, il y a progrès depuis quelques années déjà, puisqu'un arrêté ministériel du 1^{er} août 1898 prescrit leur fermeture les dimanches et jours fériés à partir de neuf ou dix heures du matin suivant la nature des marchandises. Il est probable qu'à l'avenir, elles seront fermées toute la journée du dimanche et des jours fériés. Les trains de petite vitesse devraient également être supprimés le dimanche ; d'ailleurs, cette suppression est la conséquence naturelle de la fermeture des gares.

Pour les trains de voyageurs, la question est délicate. On ne peut évidemment songer à les supprimer tous ; dans l'état actuel des mœurs, ce serait apporter un véritable bouleversement à la vie sociale. Mais ne pourrait-on pas en diminuer le nombre ? Il semble qu'on le pourrait sans inconvénient.

C'est un fait : sur les grandes lignes, qui sont les plus productives en semaine, on voyage bien moins le dimanche que les autres jours ; c'est sur ces lignes-là que l'on pourrait diminuer le nombre des trains.

Les lignes de banlieue ou celles qui mettent en communication les grandes villes avec les stations balnéaires ou de montagne sont, au contraire, très fréquentées. Sur celles-là, il ne peut être question de supprimer des trains ; ces lignes sont destinées à être de plus en plus fréquentées le dimanche ; quand

le repos dominical sera devenu général, tout le monde voudra profiter de la liberté du dimanche pour se rendre à la campagne, à la montagne ou à la mer.

Hormis cette exception, il nous semble que les excellentes mesures annoncées dans la lettre des directeurs des six grandes compagnies — fermeture des gares de marchandises, suppression de la livraison des marchandises le dimanche et exclusion du dimanche du décompte des délais de transport — ces mesures, disons-nous, doivent être complétées par l'arrêt absolu des trains de marchandises et par la suppression d'un certain nombre de trains de voyageurs.

Ces desiderata n'ont rien d'excessif; l'exemple de l'étranger est là pour le prouver.

Les trains de petite vitesse du dimanche ont été supprimés en Suisse dès 1891 et cet exemple a été suivi par la Hollande, la Belgique, l'Allemagne et l'Autriche. En Belgique par exemple, sur 2.514 trains de marchandises circulant le dimanche, on en a supprimé, en 1900, 2.227, soit 88 0/0. En Hollande, la presque totalité des trains de marchandises ne circulent plus le dimanche depuis 1894; les gares de petite vitesse sont fermées toute la journée et celles de marchandises en grande vitesse à partir de dix heures du matin. On sait qu'en Angleterre, il ne circule le dimanche que très peu de trains. Enfin, en Suisse, il existe une ligne, celle d'Yverdon à Sainte-

Croix, où tous les trains sont supprimés le dimanche.

Ces mesures ne nuisent pas à la prospérité commerciale de ces pays et elles assurent à des multitudes d'employés le bienfait d'un jour de repos passé en famille.

Nous souhaitons vivement que les compagnies françaises de chemins de fer persistent dans la voie où elles paraissent vouloir s'engager et, à l'exemple des nations voisines, rendent aussi général que possible le repos du dimanche dans leur personnel.

CHAPITRE IX

Le repos hebdomadaire dans l'agriculture; une enquête en Poitou.

La loi de 1906 ne dit rien des ouvriers agricoles. Cette abstention est volontaire et répond aux nécessités et aux conditions particulières de l'industrie agricole.

Il faut le reconnaître, dans l'agriculture l'intervention de la loi pour assurer le repos hebdomadaire était presque impossible. A quelles difficultés ne se serait-on pas heurté si l'on avait voulu interdire le travail du dimanche aux ouvriers agricoles !

Nul plus que nous ne souhaite de voir les travailleurs des champs pratiquer de plus en plus le repos du dimanche. Mais nous pensons que c'est du progrès des mœurs qu'il faut attendre cette réforme.

Les mœurs, que sont-elles aujourd'hui dans les campagnes en matière de repos hebdomadaire ?

Il est impossible de faire à cette question une réponse uniforme. Les habitudes varient avec les *pays* et avec les *saisons*.

Avec les pays d'abord ; car s'il y a des provinces où le chômage du dimanche est presque général dans les

campagnes, il en est d'autres où la majorité de la population travaille, ce jour-là, au moins le matin. Le niveau religieux des populations influe naturellement beaucoup sur l'observation du repos du dimanche.

Les habitudes varient aussi avec les saisons. Dans la vie du travailleur de la terre, il y a des périodes de presse, comme au moment de la moisson ou de la vendange; pendant ces périodes, tout le monde travaille le dimanche, même ceux qui d'ordinaire observent le plus fidèlement la loi de repos. L'Église catholique use de larges tolérances pour ces moments vraiment exceptionnels et le clergé accorde les permissions qu'on lui demande. Il y a même des permissions qui sont de droit. Tout le monde sait par exemple que lorsqu'un orage menace de noyer une récolte de foin récemment coupée, on a le droit de la rentrer même le dimanche. Ces tolérances de la loi religieuse répondent à de véritables nécessités.

Il y a d'autres nécessités, d'autres circonstances qui obligent les ruraux à enfreindre, dans une certaine mesure, la loi de repos : le soin des animaux par exemple; il faut bien faire le pansage des bœufs ou des chevaux, leur donner à manger, les mener boire etc., le dimanche comme les autres jours.

Toutes ces circonstances spéciales, ces nécessités si diverses auraient rendu très difficile l'élaboration d'un texte de loi imposant le repos hebdomadaire dans l'agriculture; et le contrôle d'une pareille loi eût

été radicalement impossible car s'il est déjà difficile à des inspecteurs du travail de surveiller des établissements industriels ou commerciaux, que serait-ce pour l'agriculture? se figure-t-on des inspecteurs du travail agricole parcourant les champs et s'introduisant dans les fermes le dimanche pour voir si l'on y travaille!

C'est une question de bon sens, le travail agricole est, par nature, rebelle à toute réglementation.

Les mœurs avons-nous dit, varient avec les pays.

A ce propos, il nous a paru intéressant d'extraire d'une enquête faite, l'hiver dernier, par l'*Association catholique de la Jeunesse française* dans les campagnes du Poitou sur l'observation du repos dominical, les réponses envoyées par les groupes ruraux formant l'*Union cantonale de Moncoutant*. Nous devons à l'obligeance du président de l'*Union diocésaine du Poitou* d'avoir eu connaissance de cette enquête qui constitue un document du plus grand intérêt pour l'étude de la question qui nous occupe.

Chaque groupe de *Jeunesse catholique* des deux départements de la Vienne et des Deux-Sèvres, qui forment le diocèse de Poitiers, avait reçu du comité diocésain un questionnaire imprimé. Chaque feuille contenait une série de questions sur l'observation du repos du dimanche dans l'agriculture, le commerce et l'industrie suivies de quelques considérations générales et enfin d'interrogations sur le rôle que la jeunesse catholique aurait à remplir pour arriver à gé-

néraliser l'observation du dimanche. A la suite de chaque question était laissée une place suffisante pour la réponse.

Les réponses sont arrivées très nombreuses de tous les points du diocèse au comité de Poitiers ; la plupart des groupes ont tenu à prendre part à l'enquête.

Comme il faut nous limiter, nous ne nous occupons que des réponses envoyées par les groupes de jeunesse catholique du canton de Moncoutant (Deux-Sèvres) ; ce sont les plus complètes et les plus intéressantes ; elles forment un recueil des plus curieux et donnent une idée très exacte de la manière dont le repos du dimanche est observé par les populations agricoles de cette région. C'est, en effet, à une population essentiellement agricole que s'adresse l'enquête. Les neuf groupes de jeunesse catholique qui forment l'*Union cantonale de Moncoutant*¹ et dont nous allons reproduire les réponses se composent presque exclusivement de jeunes paysans occupés toute la semaine aux travaux des champs. Chaque feuille contient aussi des réponses intéressantes au sujet du repos du dimanche dans le commerce, chez les petits détaillants de ces campagnes ; quant à l'industrie, elle n'y figure guère que pour mémoire, la région dans laquelle l'enquête s'est exercée n'ayant aucune industrie de quelque importance ; on y lit ce-

1. Ces groupes sont ceux de : Moncoutant, La Ronde, Pugny, l'Absie, la Forêt-sur-Sèvre, Breuil-Bernaid, Chapelle-Saint-Étienne, Saint-Jouin de Milly et Chanteloup.

pendant avec intérêt des renseignements sur la façon dont les artisans de village pratiquent le repos du dimanche.

Mais c'est surtout par les renseignements qu'elle contient sur le repos du dimanche dans l'agriculture que l'enquête faite dans le canton de Moncoutant est précieuse.

Pour donner une idée aussi exacte que possible de la situation, au point de vue qui nous occupe, de la région enquêtée, nous reproduirons les principales questions et nous les ferons suivre des réponses qu'on leur a faites.

I^{re} question : « LE REPOS DU DIMANCHE EST-IL OBSERVÉ CHEZ VOUS PAR TOUTES LES FAMILLES ET PAR LES INDUSTRIES ? »

A cette question bien précise, le groupe de Moncoutant a répondu : « *Le repos du dimanche est strictement observé par toutes les familles vraiment chrétiennes. Il n'y a pas, dans la localité, d'industries susceptibles d'occuper beaucoup d'ouvriers. Aucune, du reste, n'abuse des ouvriers qu'elle occupe en petit nombre pour le travail du dimanche. Mais quelques petits patrons — les incroyants — ne se font pas scrupule de travailler parfois tout ou partie du dimanche.* »

La réponse du groupe de La Ronde est brève :

« *Par toutes les familles, oui. Seuls, les tailleurs de pierre travaillent le dimanche* ».

La réponse du groupe de l'Absie est la suivante :

« *Le repos du dimanche est généralement observé par les familles, mais peu par les industries.* »

Le groupe de la Forêt-sur-Sèvre répond : « *On ne travaille pas le dimanche* ».

Celui de Chapelle Saint-Étienne répond d'une façon précise et catégorique : « *Le repos du dimanche est observé chez nous par toutes les familles et toutes les industries.* »

Les groupes de Chanteloup, de Pugny, de Breuil-Bernaid, de Saint-Jouin de Milly répondent tous que le repos du dimanche est bien observé chez eux.

Les réponses à cette première question nous fournissent la preuve que, dans le canton de Moncoutant, presque toutes les familles, qui sont des familles d'agriculteurs, pratiquent le repos du dimanche. Seuls, quelques rares ouvriers, comme les tailleurs de pierre de La Ronde, et un petit nombre de petits patrons travaillent parfois.

II^e question : « EN CE QUI CONCERNE SPÉCIALEMENT L'AGRICULTURE, TRAVAILLE-T-ON AUX CHAMPS LE DIMANCHE, SAUF LE CAS DE FORCE MAJEURE ? »

Tous les groupes répondent catégoriquement *non*. Certains entrent dans quelques détails ; par exemple celui de Moncoutant qui dit : « *Non en aucune sorte, pas même dans la partie protestante de la commune* » ; ou celui de la Forêt-sur-Sèvre : « *Non, sauf de rares exceptions et encore faut-il qu'il y ait une grande nécessité* ».

La réponse du groupe de Saint-Jouin de Milly est à peu près identique : « *Non, qu'en cas d'absolue nécessité* ».

Le groupe de Chapelle Saint-Étienne a répondu : « *Jamais, sauf le cas de force majeure, les agriculteurs ne travaillent le dimanche* ».

Il était intéressant de connaître les récoltes qui peuvent nécessiter parfois le travail du dimanche et de savoir si les agriculteurs usent avec modération ou, au contraire, abusent de ces licences. Aussi, une question de l'enquête est-elle consacrée à ce sujet :

III^e question : « QUELLES SONT LES RÉCOLTES QUI PEUVENT OBLIGER PARFOIS A TRAVAILLER LE DIMANCHE : ABUSE-T-ON DE CETTE FACULTÉ HORS LE CAS DE MAUVAIS TEMPS ? »

Tous les groupes, à l'exception d'un seul, ont répondu que les récoltes qui peuvent obliger parfois à travailler le dimanche sont celle du foin et celle du blé ; certains ajoutent celle de l'avoine.

Dans d'autres régions de la France, il y a d'autres récoltes qui nécessitent le travail du dimanche ; dans la plupart des pays de vignobles, par exemple, on a l'habitude de continuer le dimanche la vendange commencée en semaine. Seul le groupe de Pugnny a répondu qu'aucune récolte n'oblige à travailler le dimanche.

Pour ce qui est de savoir dans quelle mesure on

use de la faculté de travailler le dimanche, presque tous les groupes ont répondu qu'on en use avec une grande modération : « *On n'abuse nullement de ce prétexte*, dit la réponse de Moncoutant ; *la plupart du temps même, la permission du prêtre est sollicitée, sauf le cas d'orage soudain* ». « *Il est très rare*, répond le groupe de La Ronde, *qu'on use de la faculté de les (le foin et le blé) rentrer le dimanche, même quand le temps menace* ». « *On n'en abuse point, hors le cas de mauvais temps* » répond-on de l'Absie. Le groupe de la Forêt-sur-Sèvre constate qu'« *on n'en abuse pas ; il faut qu'il y ait des cas imprévus tels que l'orage* ». « *Ils (les foins et les moissons) ne sont soignés le dimanche qu'en cas d'absolue nécessité* », écrit le groupe de Saint-Jouin de Milly. Enfin on répond de Chapelle-Saint-Étienne : « *Encore faut-il un mauvais temps persistant pour qu'on se permette ce travail* ».

Ces travaux auxquels les cultivateurs sont parfois obligés de se livrer le dimanche sont exceptionnels, ils ne reviennent qu'à des époques à peu près fixes et assez éloignées et encore, le plus souvent, faut-il, comme nous venons de le voir, que le danger de perte ou de dépréciation d'une récolte soit sérieux pour qu'on se décide à travailler.

Mais il y a dans la vie de l'agriculteur, une autre catégorie de travaux, que nous appellerons *ordinaires* parce qu'ils s'imposent en toute saison et quotidiennement. Ce sont les soins à donner aux animaux d'écurie, d'étable ou de basse-cour. Ces soins sont

aussi nécessaires le dimanche que les autres jours et on ne saurait faire un grief aux ruraux d'y employer une partie de leur journée de repos.

Une question a été posée sur ces travaux indispensables :

IV^e question : « QUELS SONT LES TRAVAUX AUXQUELS LE CULTIVATEUR EST ASTREINT D'UNE FAÇON PERMANENTE LE DIMANCHE (SOINS DES ANIMAUX, TOUR DE GARDE)? »

Toutes les réponses s'accordent à dire que les soins à donner aux animaux constituent le principal travail du dimanche dans les fermes; la plupart ont ajouté *le tour de garde*. On ne peut, en effet, abandonner complètement la ferme et il faut bien qu'un domestique la garde pendant que le fermier, sa famille et les autres domestiques sont au village ou au bourg. C'est le domestique de garde à la ferme qui est chargé de s'occuper des animaux. Dans les fermes employant plusieurs domestiques, il y a donc un roulement. « *Le soin des animaux de la ferme, répond-on de Moncoutant, est assuré par un roulement dans le personnel. Chacun prend son tour de garde un dimanche sur deux ou trois. Il est juste de dire que dans toutes les paroisses où il y a deux messes, tous les gardiens sans exception vont à la messe du matin* ». « *Chacun garde à son tour pour ce soin (le soin des animaux), écrit le groupe de Saint-Jouin de Milly, et est allégé de son travail le matin pour qu'il puisse facilement assister à la première messe* ». « *Chacun son tour*

fait le pansage des animaux », répond le groupe de la Forêt-sur-Sèvre.

Toutes ces réponses nous montrent que le repos du dimanche est bien observé par les agriculteurs des communes enquêtées. Au reste, ce n'est pas un phénomène particulier au Poitou. Dans la plupart des pays, les habitants des campagnes, les cultivateurs, observent mieux que les ouvriers des villes le repos du dimanche. Ce fait ne pouvait échapper aux auteurs de notre enquête et il était intéressant d'en rechercher les causes. Ils n'y ont pas manqué et la cinquième question est consacrée à ce sujet :

V^e question : « POUR QUELLES RAISONS LE REPOS DU DIMANCHE EST-IL GÉNÉRALEMENT MIEUX OBSERVÉ PAR LA CLASSE AGRICOLE QUE PAR LES AUTRES ? »

Tous les groupes expliquent par les sentiments religieux des populations rurales cette observation rigoureuse du repos du dimanche. Ils répondent que si les agriculteurs s'abstiennent généralement de travailler le dimanche, c'est parce que la religion l'interdit et que les habitants des campagnes ont conservé leurs croyances religieuses beaucoup mieux que les citadins. Le groupe de La Ronde, après avoir répondu dans le sens que nous indiquons, ajoute : « *C'est si vrai que les populations agricoles elles-mêmes qui ont presque perdu la foi en certains pays, ne se gênent pas pour travailler le dimanche* ». De nombreuses observations personnelles nous ont

permis de constater l'exactitude de cette réponse. Nous connaissons des populations agricoles chez qui le travail du dimanche matin est une véritable habitude; ces populations sont, en grande majorité, indifférentes en matière religieuse; le dimanche, les hommes passent la matinée aux champs et l'après-midi au café; de l'assistance aux cérémonies de l'église, il n'est même pas question pour la plupart.

Le groupe de Moncoutant trouve, outre le motif tiré de la foi religieuse, une autre cause à l'observation du repos du dimanche par les habitants des campagnes : «... *Ayant moins d'occasions sur la semaine, à cause de la dissémination forcée des cultivateurs, de rencontrer ses amis et connaissances, on est heureux de se revoir le dimanche, surtout au cours d'actes qui manifestent au plus haut point la communauté de sentiments et d'aspirations.* »

Il est très vrai que, sans le repos du dimanche, les campagnards n'auraient presque aucune occasion de se réunir; vivant isolés dans des fermes situées parfois à plusieurs kilomètres du chef-lieu de la commune, ils se connaîtraient à peine entre eux s'ils ne se retrouvaient le dimanche; le dimanche est pour eux, en même temps qu'un jour consacré aux besoins de leur âme et au culte du Créateur, un jour donné aux amis, aux parents, un vrai jour de société.

Sous réserve des exceptions très légitimes que nous avons vues, le repos dominical est donc, tout au

moins au point de vue moral, plus nécessaire encore aux agriculteurs qu'aux ouvriers des villes; félicitons-nous de le voir pratiquer par la généralité des paysans français et souhaitons que, mieux instruits sur leurs véritables intérêts, ceux qui le violent encore voient leur nombre diminuer de plus en plus.

Mais ce serait se faire une idée incomplète de ce qu'est le dimanche à la campagne que de se borner à étudier la manière dont le passent les agriculteurs. Il y a, dans nos campagnes, les petits commerçants établis dans les bourgs et aux chefs-lieux de communes; il y a aussi une foule de petites industries. Nous devons donc rechercher si ces boutiquiers et ces artisans se reposent le dimanche.

A ces points de vue, comme pour les agriculteurs, l'enquête faite par la *Jeunesse catholique* du Poitou est une véritable mine de précieux renseignements. Plusieurs questions sont consacrées au commerce et plusieurs autres à l'industrie.

VI^e question : « DANS QUELLE MESURE LES COMMERÇANTS DE VOTRE LOCALITÉ OBSERVENT-ILS LE REPOS DU DIMANCHE? LEUR SERAIT-IL POSSIBLE DE FERMER LEURS MAGASINS? POURQUOI? »

A cette question, tous les groupes du canton de Moncoutant ont répondu que les petits commerçants des bourgs laissent leurs boutiques ouvertes le dimanche toute la journée; mais qu'ils arrêtent la vente pendant les offices religieux. Toutes les réponses sont

unanimes à constater qu'il leur serait impossible de fermer parce que le dimanche est le seul jour où les paysans viennent au bourg ; c'est à peu près le seul jour de la semaine, si l'on ne tient pas compte des jours de foire, où ils font des affaires.

« *A la campagne, il est nécessaire que les petits commerçants vendent le dimanche*, écrit-on de La Ronde ; *c'est le seul jour où l'on va au bourg des villages éloignés* ». « *Les commerçants*, répond le groupe de l'Abisie, *n'observent pas le repos du dimanche, ils ne peuvent pas fermer leurs magasins le dimanche parce que la campagne choisit ce jour-là pour faire ses achats* ». « *La grande majorité des commerçants*, dit la réponse de Moncoutant, *observe le repos du dimanche en assistant aux offices religieux ; mais il leur est totalement impossible de fermer leurs magasins ce jour-là, la campagne ayant cette seule occasion de faire ses achats*. » Et tous les groupes font, à peu de chose près, une réponse identique.

Ces petits boutiquiers de campagne pourraient-ils fermer, tout au moins, une partie de la journée du dimanche ? C'est ce qu'ont voulu savoir les auteurs de l'enquête, et ce point fait l'objet d'une question ainsi conçue :

VII^e question : « POURRAIENT-ILS FERMER LEURS MAGASINS, COMME EN VILLE, UNE PARTIE DU DIMANCHE, LA SOIRÉE PAR EXEMPLE ? »

Sur cette question de la fermeture partielle, les

avis sont moins absolus que pour la fermeture totale. La plupart des groupes pensent, il est vrai, comme celui de La Ronde qui répond que « *ce n'est pas utile et pas pratique* » ; mais la réponse de Moncoutant dit que « *la fermeture partielle pourrait peut-être s'obtenir, mais elle ne produirait de résultats etc...* » et celle de Saint-Jouin de Milly, encore plus catégorique, que la fermeture « *pourrait certainement s'obtenir dans la soirée un peu après les offices terminés* ».

A une question des enquêteurs qui demandent si l'ouverture des magasins le dimanche à la campagne empêche les commerçants de pratiquer leurs obligations religieuses, tous les groupes répondent négativement parce que personne n'achète pendant les offices.

Voici, enfin, la dernière question sur le commerce.

VIII^e question : « Y AURAIT-IL DES AMÉLIORATIONS A APPORTER A CET ÉTAT DE CHOSES ? »

La plupart des groupes croient que des améliorations sur ce point seraient très difficile à réaliser. Cependant, nous avons vu que la fermeture partielle serait peut-être possible ; deux groupes la demandent. Le groupe de Moncoutant, après avoir constaté « *qu'on ne saurait obliger, dans la saison des grands travaux, les habitants de la campagne à venir sur semaine au bourg, sauf le jour de marché* », ajoute que « *l'hiver, il serait possible de s'entendre avec de la bonne volonté. D'autre part, les communications deve-*

nant de jour en jour plus faciles, beaucoup de marchands locaux portent leurs marchandises à domicile sur la semaine, même dans les villages. » Mais il termine en disant *« qu'il y a là une grande force d'habitude difficile à enrayer... »* Le groupe de la Forêt-sur-Sèvre croit qu'une loi serait nécessaire pour arriver à la fermeture des magasins.

Au reste, cette question n'intéresse qu'un nombre relativement petit de commerçants : dans beaucoup de pays, en effet, la plupart des petits villages n'ont qu'un épicier qui vend, à lui seul, tout ce qui peut être utile à sa clientèle, laquelle a des besoins très restreints. Dans les agglomérations plus importantes, dans les chefs-lieux de canton par exemple, il y a d'ordinaire quelques magasins d'habillement, de chaussures, quelquefois une petite librairie, une ou deux pharmacies ; il y a en outre, une ou plusieurs boucheries et une ou plusieurs boulangeries ; mais la plupart du temps, ces boutiquiers de campagne n'ont aucun commis, ils travaillent eux-mêmes avec leur femme et leurs enfants. Dans ces conditions, il faut bien le reconnaître avec les jeunes paysans poitevins qui ont répondu aux questions de l'enquête, des améliorations sont très difficiles. A moins d'une loi prescrivant la fermeture des magasins le dimanche, la situation est insoluble.

La région qui a été soumise à l'enquête est, nous l'avons dit, essentiellement agricole ; il n'y existe aucune industrie de quelque importance.

Mais quand on s'occupe des conditions du travail dans l'industrie, il ne faut pas avoir en vue seulement les usines, les manufactures et les grands ateliers ; il faut envisager aussi, pour être complet, la toute petite industrie, celle des artisans de village. C'est la seule dont il soit fait mention dans les réponses à l'enquête de la Jeunesse catholique du Poitou.

La première question posée au sujet de l'industrie est la suivante :

« AVEZ-VOUS DANS VOTRE LOCALITÉ DES ENTREPRISES PUBLIQUES OU PRIVÉES NÉCESSITANT UN TRAVAIL ININTERROMPU (CHEMINS DE FER, MACHINES A VAPEUR, USINES A FEU CONTINU ETC.) ? »

La seule réponse affirmative à cette question vient de Moncoutant, où passe le chemin de fer ; il y a de plus, à Moncoutant, quelques moteurs à vapeur, mais ils n'actionnent pas de machines à travail continu.

On demande ensuite : « A PART CES ENTREPRISES, LES AUTRES INDUSTRIELS OU PETITS PATBONS EXIGENT-ILS DE LEURS OUVRIERS CERTAINS TRAVAUX LE DIMANCHE ? »

Trois groupes seulement, ceux de Moncoutant, de Chapelle-Saint-Étienne et de Saint-Jouin de Milly ont répondu affirmativement et encore leurs réponses indiquent-elles que les travaux exigés par un petit nombre de patrons sont de peu d'importance : « *En*

général, et sauf le cas de force majeure, répond-on de Moncoutant, le travail du dimanche n'est pas exigé et serait du reste refusé par les ouvriers croyants ou non. Les ouvriers ou apprentis n'ont, généralement, le dimanche matin, que le nettoyage de la boutique ou de l'atelier à faire. Certaines corporations, cependant, pourraient, par l'entente, arriver à supprimer certains abus. Tels les bourreliers, maréchaux-ferrants auxquels on conduit chevaux et équipages parfois de préférence le dimanche. Il en est ainsi des machines à battre en temps de récolte (pour les réparations). » Les réponses des deux autres groupes disent que les petits industriels et petits patrons exigent le nettoyage des ateliers *« et quelquefois certains travaux, mais exceptionnellement »*, ajoute la réponse de Saint-Jouin de Milly.

Somme toute, exception faite des nettoyages et rangements d'ateliers, qui sont en usage un peu partout, il n'y a guère, chez ces artisans et petits patrons de village, de travail le dimanche ; travaillent seuls les bourreliers, les maréchaux-ferrants et les mécaniciens réparateurs de machines agricoles, et encore ces derniers seulement dans la saison des récoltes.

Les cultivateurs qui, eux, se reposent le dimanche, trouvent évidemment très commode d'amener leurs bêtes et leurs machines au bourg ce jour-là pour les faire remettre en état ; de cette façon, le déplacement ne leur occasionne aucune perte de temps utile

pour le travail. Mais ils devraient songer que les ouvriers qu'ils occupent le dimanche ont autant besoin qu'eux-mêmes de leur journée de repos. Si ces petits industriels s'entendaient pour refuser tout travail le dimanche, les agriculteurs, qui ne peuvent pas se passer de leurs services, seraient bien forcés de les faire travailler sur semaine et ils n'auraient rien à perdre à cette mesure.

Une question de l'enquête demandant quelles raisons invoquent les artisans qui travaillent le dimanche pour expliquer leur conduite, les groupes de Moncoutant et de Chapelle-Saint-Étienne répondent qu'ils n'ont aucune raison sérieuse; la crainte de perdre une partie de leur clientèle est la seule explication possible de cette regrettable habitude. *« A part le cas de force majeure, dit la réponse de Moncoutant, la seule raison qui fasse travailler le dimanche petits patrons et ouvriers est la crainte de voir exécuter par des concurrents le travail qu'ils refuseraient de faire le dimanche. Il faudrait, d'une part, que les employeurs s'abstinssent de commander quoi que ce soit ce jour-là et, d'autre part, qu'il s'établisse entre les artisans d'une même profession une entente bien difficile à réaliser ».*

Les derniers mots de cette réponse ont trait aux moyens d'établir d'une façon générale le repos du dimanche. Il était intéressant de connaître l'opinion des jeunes paysans du Poitou sur ce sujet si actuel.

Aussi, une question ainsi conçue a-t-elle été posée :

« PENSEZ-VOUS QU'ON PUISSE ARRIVER A SUPPRIMER LES ABUS EN MATIÈRE DE REPOS HEBDOMADAIRE SANS L'INTERVENTION DE LA LOI ? »

Un seul groupe, celui de Pugny croit possible d'atteindre ce résultat sans une loi ; il envisage la question au point de vue purement religieux et répond « *Oui en formant de bons catholiques* ». Tous les autres croient l'intervention de la loi nécessaire. Celui de La Ronde, cependant, pense qu'on pourrait aboutir sans la loi dans les campagnes mais non dans les villes. Les autres sont nettement favorables à l'intervention du législateur.

Nous avons déjà dit, aux début de ce chapitre, ce que nous pensons au sujet de l'intervention de la loi dans le travail agricole ; nous n'y reviendrons pas. Reconnaissons cependant que la loi aura son utilité même dans les campagnes pour protéger les ouvriers et employés du petit commerce et de la petite industrie dont nous venons de parler.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur l'enquête entreprise par l'*Association catholique de la jeunesse française* en Poitou. Nous avons reproduit toutes les questions intéressantes pour nous et nous avons soigneusement dépouillé les réponses faites à ces questions. Les questions qui suivent ont trait à des considérations générales ou au rôle que la *Jeunesse catholique* aurait à jouer ; leur examen serait sans intérêt pour nous.

L'étude des réponses envoyées par les groupes du canton de Moncoutant nous a permis de recueillir un grand nombre de précieux renseignements et de saisir, pour ainsi dire, sur le vif les habitudes de ces populations rurales en matière de repos hebdomadaire.

CHAPITRE X

Le repos hebdomadaire à l'étranger. Législation comparée.

Nous n'avons pas la prétention de faire ici une étude approfondie de ce qu'est l'observation du repos hebdomadaire ou dominical dans chaque nation étrangère. Une pareille étude dépasserait le cadre que nous avons assigné à ce travail. Il nous suffira de jeter un rapide coup d'œil sur les principaux peuples qui nous entourent et sur leur législation pour nous faire une idée suffisante de leurs habitudes en matière de repos hebdomadaire. Cette étude succincte nous montrera que la plupart des peuples étrangers nous ont devancés, du moins à l'époque contemporaine, dans la voie de la protection légale du repos des travailleurs.

Grande-Bretagne et Irlande. — L'Angleterre et les pays de langue anglaise sont la terre classique du repos du dimanche. Ce repos est observé avec un rigorisme qui, au premier abord, surprend les continentaux débarqués en Angleterre. Voici, d'après une correspondance de Londres, comment fonctionne le

repos dominical dans cette grande capitale : Le dimanche ne travaillent pas : tous les commerçants sans exception (grands magasins de confections, maisons de banque, papetiers, bijoutiers, peintres, etc.). Les boulangers, bouchers et épiciers ; de toutes les branches du commerce de l'alimentation, les laitiers seuls veulent bien consentir une distribution de lait le dimanche matin. Les coiffeurs, les facteurs (il n'y a pas de distribution à Londres le dimanche ; les télégraphistes travaillent dans la proportion de un sur dix, neuf bureaux ferment, un reste ouvert). Les trois quarts des employés du chemin de fer métropolitain (seulement un train sur quatre circule le dimanche).

Les deux tiers des cochers de cab. Les deux tiers des cochers d'omnibus. Les balayeurs et arroseurs publics. Les garçons de restaurant et de café, le matin et l'après-midi (tous les restaurants, bars etc. ne doivent ouvrir que de onze heures du matin à une heure de l'après-midi, et de six heures à onze heures du soir). Le personnel des théâtres et des music-halls (pas de spectacles ni de concerts le dimanche). Le personnel des hippodromes (pas de courses le dimanche). Somme toute, il ne reste guère à Londres, comme travailleurs, que les allumeurs de becs de gaz, les marchands de tabac, les pharmaciens et les policemen.

La législation anglaise possède trente-six *acts* contenant des dispositions relatives à l'observation

du dimanche. Les uns traitent exclusivement du repos dominical; les autres contiennent seulement un ou plusieurs articles relatifs à la matière. Huit s'appliquent exclusivement à l'Irlande, un au pays de Galles et un à l'Écosse. D'autres enfin portent abrogation de certaines interdictions ou de certaines dérogations. Ces diverses lois sont échelonnées, dans l'ordre chronologique, entre 1448 et 1903.

La première en date, celle de 1448, sous Henri VI, interdit les foires et marchés le dimanche.

Sous Charles I^{er}, une loi de 1625 interdit les réunions sportives et les divertissements; et une seconde de 1627, défend aux voituriers, rousiers, charretiers et conducteurs de bétail de circuler le dimanche avec leurs voitures ou leurs bêtes et aux bouchers de tuer et de vendre ce jour-là.

La loi la plus importante sur la matière a été rendue en 1677, sous Charles II. Elle confirme tous les *acts* antérieurs et généralise l'interdiction de travailler le septième jour de la semaine. En vertu de cette loi, est interdit le dimanche toute espèce de travail, tant dans l'industrie que dans le commerce; une seule exception : pour « les œuvres de charité ou de nécessité ». La loi de 1677 édicte une amende de cinq shillings pour les contrevenants; et elle stipule que le premier venu peut les poursuivre et touchera, en cas de condamnation, le montant de l'amende. C'est le droit de poursuite directe. Cette loi est encore en vigueur et elle est la base de la

législation anglaise en matière de repos dominical¹.

Une autre loi importante est celle de 1780, sous Georges III; elle interdit les divertissements, spectacles et réunions le dimanche, dans des locaux fermés où l'on pénètre moyennant un droit d'entrée; et édicte des amendes très élevées : 5.000 fr. pour le propriétaire du local, 2.500 fr. pour le directeur ou l'organisateur d'un divertissement et 1.250 fr. pour les concierges et personnes chargées de percevoir le droit d'entrée et pour quiconque aura fait ou imprimé de la publicité pour une réunion de ce genre. Les amendes sont versées aux personnes qui poursuivent les délinquants en justice dans les six mois qui suivent le délit.

Une loi du 14 juin 1815 interdit la pêche du hareng le dimanche en Écosse. La loi du 5 octobre 1831 (applicable d'abord à l'Angleterre et étendue en 1860 à tout le Royaume-Uni) défend de chasser le dimanche. Celle du 24 juillet 1833 interdit de procéder le dimanche à l'élection des agents des corporations. Celle du 28 juillet 1836, étendue à l'Irlande en 1838, interdit la vente du pain, des gâteaux et de la farine, en dehors de Londres, le dimanche après 1 h. 1/2 du soir, et, toute la journée du dimanche, la fabrication des mêmes marchandises. La loi du

1. Toutefois, depuis 1871, nul ne peut être poursuivi ni tenu de payer une amende pour infraction à la loi de 1677, sans autorisation écrite, soit du chef de la police, soit d'autres autorités judiciaires.

8 août 1845 interdit les jeux et paris dans les débits et auberges le dimanche. Il y a eu, dans la seconde moitié du xix^e siècle, plusieurs lois ordonnant la fermeture des débits de boisson soit toute la journée du dimanche, soit à certaines heures seulement.

Plusieurs lois récemment votées sur les conditions du travail dans les fabriques et ateliers confirment l'interdiction de faire travailler les dimanches et certains jours de fêtes (lois du 17 août 1901¹, du 14 août 1903²).

Les amendes édictées par la loi de 1677 étant devenues tout à fait insuffisantes, les directeurs de magasins peu conscieus ont intérêt à les payer et à tenir leurs magasins ouverts le dimanche; c'est ce que font beaucoup de commerçants, notamment à Manchester, à Glasgow, à Hull. Aussi, lord Avebury a-t-il introduit à la Chambre des lords un bill tendant à élever le chiffre de l'amende pour la deuxième infraction et pour les infractions suivantes. Ce bill a été tout d'abord rejeté; mais, présenté de nouveau au cours de la séance de la chambre des lords du 16 mars 1906, il a provoqué la nomination d'un comité mixte (*joint committee*) des deux Chambres. Il est donc probable que la loi de 1677 sera, sous peu, modifiée dans le sens d'une plus grande sévérité.

Allemagne. — Ce pays est un de ceux du conti-

1. *Annuaire de lég. étr.*, deuxième série, 1^{re} année, p. 35.

2. *Id.*, deuxième série, 3^e année, p. 43.

nent européen où l'on a fait, depuis quinze ou vingt ans, le plus d'efforts en faveur de la cause qui nous occupe.

La Conférence internationale réunie à Berlin en 1890 sur l'initiative de l'empereur Guillaume II en vue de concerter des mesures générales de protection ouvrière, avait inscrit comme premier article de son programme, le repos du dimanche pour tous les travailleurs; elle en a proclamé la haute nécessité; mais ayant constaté qu'il y avait trop de différences entre les divers pays pour pouvoir édicter des règles uniformes, elle a décidé qu'il valait mieux abandonner la question à la législation de chaque État.

Dès l'année suivante, le gouvernement se mit à l'œuvre et fit introduire dans la *Gewerbeordnungsnovelle* du 1^{er} juin 1891 ¹ plusieurs articles qui assurèrent le repos du dimanche et des jours fériés aux ouvriers et employés du commerce et de l'industrie. Les dispositions concernant les employés de commerce sont entrées en vigueur le 1^{er} juillet 1892. Elles permettent de laisser les magasins ouverts pendant cinq heures les dimanches et jours de fêtes, mais décident que les municipalités pourront, par « statut local », réduire ce maximum de cinq heures si les deux tiers des intéressés le demandent. Les municipalités usent volontiers de leur pouvoir de réduire les heures de vente et dans beaucoup de

1. *Annuaire de législ. étr.*, 21^e année, p. 170 et suiv.

viles, la plupart des magasins ferment à 9 heures du matin ou même toute la journée. Il faut dire que le repos du dimanche était déjà dans les mœurs avant le vote de la loi : une enquête préliminaire avait, en effet, établi que le repos existait dans trente ou quarante pour cent des fabriques et usines industrielles et dans cinquante-sept pour cent des maisons de commerce.

Les dispositions concernant les ouvriers de l'industrie sont entrées en vigueur le 1^{er} avril 1895. Elles établissent un régime particulier pour chaque industrie. Malgré toutes les exceptions qu'elles prévoient et qui occupent environ cinquante pages du journal officiel, la loi a considérablement restreint le travail du dimanche dans les usines et ateliers.

Les dispositions relatives au repos hebdomadaire (loi du 30 juin 1900)¹ comprennent plusieurs articles du code industriel (*gewerbeordnung*) de l'Empire.

Les distributions postales ont été généralement réduites à une seule. Et même, depuis le mois de novembre 1906, les postes allemandes ne livrent plus les lettres chargées et ne paient plus les mandats-poste à domicile les dimanches et jours fériés. Cette dernière mesure n'est, dit-on, que le prologue de mesures plus radicales, comme suppression de la distribution des imprimés et échantillons, puis des lettres et des journaux ; le gouvernement allemand

1. *Annuaire de législ. étr.*, 30^e année, p. 127.

veut arriver à établir un repos dominical complet pour les employés des postes.

Enfin dans les chemins de fer, on a considérablement restreint, et même, en Alsace et en Bavière, presque supprimé les trains de marchandises à petite vitesse le dimanche.

Autriche. — La loi du 16 janvier 1895¹ interdit le travail du dimanche dans l'industrie. La défense est générale et l'art. 2 porte que le repos dominical doit commencer au plus tard à six heures du matin et durer au moins vingt-quatre heures. La loi prévoit une foule d'exceptions : pour les travaux de nettoyage, la garde de l'établissement, les travaux urgents, les industries à travail continu etc. Toutefois, les ouvriers de l'industrie doivent être libres au moins un dimanche sur deux ou recevoir l'équivalent en semaine (art. 5). La loi de 1895 contient aussi plusieurs articles relatifs au commerce : les magasins ne peuvent être ouverts plus de six heures les dimanches et jours fériés. Ce sont les gouverneurs des provinces qui fixent les heures d'ouverture et de fermeture, après audition des municipalités et des corporations intéressées. Comme en Allemagne, les portes des magasins, même de ceux n'ayant aucun employé, doivent être tenues fermées, en dehors des heures de vente, la loi le dit formellement (art. 11). Les marchands forains eux-mêmes ne peuvent pas

1. *Ann. de législ. étrang.*, 25^e année, p. 282.

vendre pendant les heures de fermeture des magasins.

Depuis 1895, le public s'est habitué au repos dominical et une loi du 18 juillet 1905 a pu, sans inconvénient, réduire de six heures à quatre heures le maximum d'ouverture des magasins.

A Vienne maintenant, beaucoup d'établissements restent complètement fermés le dimanche et les magasins d'alimentation ne sont plus ouverts que de 6 heures à 10 heures.

Dans les chemins de fer, le repos du dimanche a beaucoup progressé. Un arrêté du 10 décembre 1892 interdit l'acceptation et la livraison des marchandises en petite vitesse le dimanche. La circulation des trains de marchandises est restreinte, ce jour-là, par un arrêté de janvier 1893 et par un autre du 3 avril 1897. Le travail a été considérablement limité aussi dans les ateliers et les bureaux de chemins de fer.

On n'imprime pas, en Autriche, de journaux le dimanche : ceux du lundi ne sont en vente qu'à partir de midi.

Hongrie. — Le repos du dimanche est régi en Hongrie par la loi du 9-14 avril 1891 ¹ qui interdit, en principe, tout travail industriel les dimanches, le jour de la Saint-Étienne et à toute fête nationale. Exception est faite pour les travaux nécessaires au net-

1. *Annuaire de législ. étr.*, 21^e année, p. 411.

toyage et à l'entretien des lieux de travail et des installations. L'interruption du travail doit commencer à six heures du soir le samedi ou la veille de la fête et durer jusqu'à six heures du matin qui suit le jour de repos, soit trente-six heures consécutives. L'article 3 prévoit que le ministre du commerce pourra déterminer par voie d'ordonnance les genres d'industrie où le travail du dimanche sera permis. Mais, même dans ces industries, les chefs d'entreprise sont obligés d'accorder à tout ouvrier un dimanche entier de repos tous les mois ou un demi-dimanche toutes les quinzaines.

Le service des marchandises en petite vitesse est supprimé le dimanche sur les chemins de fer hongrois.

Russie. — L'alinéa 2 de l'article 142 du code industriel décide que le chômage est obligatoire à certains jours de fête. Ces jours que l'article 6 de la loi du 2-14 juin 1897¹ énumère, sont, outre les dimanches, le 1^{er} et le 6 janvier, le 25 mars, le 6 et le 15 août, le 8 septembre, le 25 et le 26 décembre, le vendredi et le samedi de la Semaine sainte, le lundi et le mardi de Pâques, le jour de l'Ascension et le deuxième jour de la Fête-Dieu.

Les ouvriers chrétiens de confession non-orthodoxe et les ouvriers non-chrétiens ne sont pas obligés

1. *Ann. de législ. étr.*, 27^e année, p. 753.

de chômer les jours de fêtes de l'Église orthodoxe que ne reconnaît pas leur Église ; en outre, les ouvriers non-chrétiens peuvent se reposer un jour de la semaine autre que le dimanche, conformément à la loi de leur religion.

L'article 7 de la loi de 1897 permet aux ouvriers, de commun accord avec le chef de l'entreprise industrielle, et par dérogation à l'article 6, de travailler le dimanche au lieu d'un jour de la semaine, à la condition de porter immédiatement le consentement intervenu à la connaissance des autorités auxquelles incombe la surveillance de l'exécution de la loi.

Le décret du 28 janvier-10 février 1900 ajoute à la liste des fêtes obligatoirement chômées, le 2 février, le 14 septembre, le 21 novembre, avec cette restriction que, sur la requête des ouvriers, il sera permis de remplacer les trois jours susdits par d'autres jours de fêtes particulièrement honorées dans certaines localités,

Enfin, en vertu de l'article 142 du code industriel, il est laissé à l'appréciation des directeurs d'établissements industriels de porter sur la liste des jours où les mineurs et les adultes ne peuvent être occupés au travail, d'autres jours de fêtes quelconques.

Les municipalités peuvent décider la fermeture complète des magasins.

Pour l'agriculture, un recul s'est accompli récemment : une ordonnance du 10 mars 1904 permet le travail du dimanche dans l'agriculture au gré de cha-

cun. Les grands propriétaires fonciers pourront donc désormais l'imposer à leurs subordonnés, si bon leur semble.

Suisse. — La Suisse est, peut-être, de tous les pays celui où la campagne en faveur du repos du dimanche a été menée avec le plus d'ardeur et le plus de persévérance. A l'initiative privée a succédé assez vite l'action des pouvoirs publics.

L'article 14 de la loi fédérale du 23 mars 1877¹ interdit, en principe, tout travail le dimanche, dans les fabriques ; exception est faite pour les établissements qui, par leur nature, exigent un travail continu ; ceux-là, en se munissant d'une autorisation du conseil fédéral, peuvent travailler le dimanche ; mais, même dans ces établissements, les ouvriers ont droit à un dimanche de repos sur deux. La loi permet aux législations cantonales de déterminer d'autres jours de fête pendant lesquels le travail dans les fabriques est interdit comme le dimanche. Mais ces jours de fête ne peuvent pas dépasser le nombre de huit par an et ils ne peuvent être déclarés obligatoires par la législation cantonale que pour les membres des confessions religieuses qui chôment ces fêtes.

La plupart des cantons ont édicté des lois spéciales en faveur du repos du dimanche ; il y a donc en Suisse, en dehors de la loi fédérale, un grand nombre de législations dominicales.

1. *Annuaire de législ. étr.*, 7^e année, p. 581 et suiv.

Il n'y a pas de loi fédérale prescrivant la fermeture des magasins le dimanche; mais l'initiative privée, surtout la *Société pour l'observation du dimanche*, fait de grands efforts pour arriver à ce résultat.

La Suisse est très avancée en ce qui concerne le repos du dimanche dans les chemins de fer. Dès 1870, les gares de marchandises en petite vitesse ont été fermées toute la journée. Vingt ans après, la loi fédérale du 27 juin 1890¹, entrée en vigueur le 1^{er} décembre suivant, prescrit la suppression des trains de marchandises ou de petite vitesse le dimanche, et assura à tous les employés de chemins de fer 52 jours de repos par an, dont 17 dimanches, sans aucune retenue de salaire. Les employés de tramways, de bateaux à vapeur, des postes et, depuis 1893, ceux des télégraphes et des téléphones, ont droit au même nombre de jours de repos. Les conducteurs de diligence ont droit, depuis 1900, à 17 jours de congé par an.

Dans le service des postes, il n'y a qu'une seule distribution de lettres le dimanche; le service des mandats et des recouvrements postaux à domicile est supprimé ce jour-là. L'ouverture des bureaux de poste est limitée à quatre heures.

Enfin une loi fédérale du 1^{er} avril 1905, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1906, prescrit que les samedis et veilles de fête, le travail dans les fabriques ne doit

1. *Ann. de législ. étr.*, 20^e année, p. 560.

pas durer plus de neuf heures et ne peut se prolonger au-delà de 5 heures du soir. C'est un acheminement vers le repos de l'après midi du samedi.

Belgique. — Après la conférence de Berlin, la Belgique a entrepris, sous la direction du ministre de l'industrie et du travail M. Nyssens, une vaste enquête sur le repos hebdomadaire dans l'industrie et dans le commerce.

M. Nyssens n'était pas favorable à une loi générale. D'après lui, la liberté étant la règle, l'intervention des pouvoirs publics ne devait se produire que dans des cas déterminés et seulement dans la mesure de ce qui serait reconnu nécessaire.

M. Nyssens étant mort, on en est venu à l'idée d'une loi générale qui a été votée en 1905 après de longues discussions.

Cette loi, promulguée le 17 juillet 1905, devait entrer en vigueur un an après ; mais, au début de 1907, la chambre belge jugeant que le pays n'était pas suffisamment préparé à son application, a décidé de proroger le délai.

Elle interdit d'employer au travail plus de six jours par semaine, des personnes autres que les membres de la famille du chef d'entreprise habitant avec lui, et ses domestiques ou gens de la maison.

Cette disposition vise le travail effectué sous l'autorité, la direction et la surveillance du chef d'entreprise.

Le jour de repos hebdomadaire est le dimanche. Mais il y a de nombreuses exceptions à ces règles.

Tout d'abord, la loi ne s'applique pas aux entreprises de transport par eau, aux entreprises de pêche, et aux entreprises foraines.

Il y a aussi exception en faveur : des travaux urgents commandés par un cas de force majeure ou de nécessité *sortant des prévisions normales de l'entreprise* (ces mots sont vagues et ouvriront la porte à des abus); de la surveillance des locaux affectés à l'entreprise; des travaux de nettoyage, de réparation et de conservation nécessaires à la continuation régulière de l'exploitation; des travaux, autres que ceux de la production, dont dépend la reprise régulière de l'exploitation le jour suivant; des travaux nécessaires pour empêcher la détérioration des matières premières ou des produits. Toutefois, tous ces travaux ne sont autorisés le dimanche que tout autant que l'exploitation normale de l'entreprise ne permet pas de les exécuter un autre jour de la semaine.

L'article 4 énumère douze catégories d'entreprises dans lesquelles les ouvriers et employés peuvent être occupés au travail 13 jours sur 14 ou 6 1/2 sur 7; ce sont les industries alimentaires dont les produits sont destinés à être livrés immédiatement à la consommation, les entreprises de vente au détail de comestibles ou denrées alimentaires, les hôtels, restaurants, débits de boissons, les débits de tabac, les établissements de bains, les pharmacies, les entreprises de

journaux, de spectacles publics, d'éclairage, les bureaux de placement etc.

Le Roi peut étendre ce régime à d'autres catégories d'entreprises par arrêté, après avis des sections compétentes des conseils de l'industrie et du travail, du conseil supérieur de l'hygiène publique, du conseil supérieur du travail, du conseil supérieur de l'industrie et du commerce. Il y a encore d'autres exceptions spéciales que le roi, en s'entourant des mêmes avis, peut accorder pour un certain nombre de dimanches par an.

L'exécution de la loi est assurée par les délégués du gouvernement pour l'inspection du travail. Les infractions sont punies par des amendes assez élevées qui peuvent être portées au double en cas de récidive dans les cinq ans.

La plupart des trains de marchandises sont supprimés en Belgique le dimanche. Pour les postes, on a, depuis 1892, le *timbre dominical*. Les distributions de lettres sont considérablement réduites et les facteurs jouissent de la liberté du dimanche car ils sont remplacés, pour les distributions de ce jour-là, par des équipes spéciales.

Pays-Bas. — Plusieurs sociétés et, notamment, la *Société néerlandaise pour le repos du dimanche*, ont fait de grands efforts pour généraliser en Hollande l'observation du repos dominical. Ces efforts ont été en grande partie couronnés de succès.

L'article 7 de la loi du 5 mai 1889¹ interdit, en principe, le travail des femmes et des enfants le dimanche. Exceptionnellement, on peut faire travailler les garçons âgés de quatorze à seize ans si l'on en a obtenu l'autorisation.

Presque tous les trains de marchandises sont supprimés, les gares de petite vitesse sont fermées. Il n'y a qu'une distribution postale. Les élections n'ont jamais lieu le dimanche.

A Rotterdam, où il entre par an plus de cinq mille navires, les ouvriers du port ont obtenu par une grève le repos du dimanche.

La plupart des magasins ferment le dimanche.

Suède. — Le Code pénal suédois défend tout travail non urgent le dimanche. Un décret de 1893 restreint plus encore les ventes du dimanche et prescrit la fermeture des débits de tabac toute la journée. Le personnel des chemins de fer dispose d'un dimanche sur trois et celui des postes d'un dimanche sur deux. Les employés des postes et des télégraphes ont, en outre, droit à des vacances de quinze jours à un mois par an, sans réduction de traitement.

Norvège. — Le repos du dimanche est régi par l'article 27 de la loi du 27 juin 1892 sur l'inspection du travail².

1. *Annuaire de légis. étr.*, 19^e année, p. 555 et suiv.

2. *Id.*, 22^e année, p. 662.

Cet article décide qu'aucun travail ne pourra avoir lieu à partir de 6 heures du soir la veille d'un dimanche ou d'un jour de fête jusqu'au lendemain de ce jour ou de ce dimanche, ou, lorsque deux ou plusieurs jours de fête se suivront, jusqu'au dernier jour férié à 10 heures du soir. La loi prévoit qu'il pourra être accordé des exceptions à certaines industries et dans certaines circonstances urgentes. L'appréciation en appartient au ministre compétent ou, pour les cas particuliers, à l'inspection du travail. Les travaux de réparations qu'on ne pourra différer, pourront avoir lieu sans permission spéciale, mais il devra aussitôt en être donné avis à l'inspection.

Les débits de boissons alcooliques sont fermés du samedi soir à 5 heures au lundi matin à 8 heures. Depuis 1895, les boulangers et leurs ouvriers jouissent du repos dominical.

Depuis plus de dix ans, le budget des chemins de fer de l'État a été augmenté de 100.000 fr. par an, afin de pouvoir augmenter le personnel et accorder, comme en Suisse, à tout employé un dimanche de repos sur trois.

Le peuple norvégien est un de ceux qui observent le mieux le repos dominical car l'esprit de famille est très développé chez lui.

Danemark. — La loi du 7 avril 1876¹ ordonnait

1. *Ann. de législ. étr.*, 6^e année, p. 603.

la fermeture des magasins les dimanches, les jours de fête de l'Église nationale et le jour de la Constitution, de 9 heures du matin à 4 heures du soir. La loi du 1^{er} avril 1891¹ prescrit la fermeture générale des magasins et des fabriques ces jours-là, à partir de 9 heures du matin et pour le reste de la journée. Dans les entreprises à travail continu et dans les industries saisonnières, le ministre de l'intérieur est autorisé à accorder des exceptions générales; mais les ouvriers devront avoir, dans les premières, un dimanche sur deux libre, et dans les secondes, devront pouvoir disposer de la moitié des dimanches de l'année. Une nouvelle loi du 22 avril 1904² fait plus encore; elle fait cesser tout le dimanche les travaux publics, le commerce, le travail des fabriques sauf certaines exceptions rigoureusement définies; elle ordonne la fermeture complète des magasins.

Depuis 1889, il n'y a, au Danemark, qu'une distribution de lettres le dimanche dans les villes, et aucune à la campagne.

Tous ces résultats ont été obtenus grâce aux efforts de l'initiative privée et notamment de la *Société pour le bon emploi du dimanche* fondée à Copenhague en 1884.

1. *Annuaire de législ. étr.*, 21^e année, p. 783.

2. *Id.*, deuxième série, 4^e année, p. 321 et suiv.

Espagne. — La loi du 3 mars 1904¹ interdit, en principe, d'exécuter le dimanche un travail matériel soit pour le compte d'autrui, soit publiquement pour son propre compte, dans les fabriques, ateliers, boutiques, commerces fixes ou ambulants, usines, carrières, ports, transports, entreprises de travaux publics etc., établissements ou services dépendant de l'État, de la province et de la commune. Mais la loi annonce un règlement d'administration publique qui contiendra des exceptions à ce principe.

Elle-même, d'ailleurs, prévoit des exceptions pour les travaux qui ne peuvent être interrompus, les travaux de réparation ou de nettoyage indispensables pour éviter une interruption en semaine dans les travaux des établissements industriels, les travaux nécessités par un danger imminent.

L'article 3 déclare que toute stipulation contraire aux défenses de travailler édictées par la présente loi sera nulle et sans valeur, quand bien même elle serait antérieure à ladite loi.

Pour les dérogations, l'article 1^{er} § 2 stipule qu'on ne devra employer le dimanche que le nombre d'ouvriers strictement nécessaire et qu'ils ne travailleront que le nombre d'heures reconnu indispensable par le règlement pour satisfaire aux raisons de l'exception ; enfin qu'ils ne pourront être employés toute la journée deux dimanches consécutifs. De plus, on

1. *Ann. de législ. étr.*, deuxième série, 4^e année, p. 153 et suiv.

devra accorder à tout ouvrier travaillant un dimanche ou un jour de fête le temps nécessaire pour remplir ses devoirs religieux.

Aucune dérogation ne pourra être accordée aux femmes et aux ouvriers au-dessous de dix-huit ans.

Pour l'application de la loi, le dimanche est compté de minuit à minuit, soit un repos de vingt-quatre heures franches.

Le règlement d'administration publique annoncé dans la loi était rigoureux : il interdisait les courses de taureaux le dimanche, l'ouverture des musées, la publication des journaux le lundi matin. Ces défenses spéciales ont du être rapportées sous la pression de l'opinion publique.

L'application de cette loi a donné lieu à de grandes difficultés et un « ordre royal » adressé aux gouverneurs en décembre 1905, constatait que la loi était violée « avec une fréquence lamentable » et qu'elle restait trop souvent « lettre morte ».

Roumanie. — La loi du 28 février-12 mars 1897¹ ordonne la fermeture des magasins le dimanche à partir de midi dans les villes et toute la matinée du dimanche dans les villages. Elle précise qu'à la demande des trois quarts des patrons d'une branche de commerce, la fermeture complète du dimanche sera obligatoire dans cette branche. La même loi

1. *Annuaire de législ. étr.*, 27^e année, p. 773.

protège le repos du dimanche dans l'industrie. Les travaux publics ne s'exécutent pas le dimanche. Les journaux ne s'impriment pas ce jour-là. Enfin, les trains et le service des marchandises en petite vitesse sont suspendus.

Une *Ligue pour le repos du dimanche* a existé en Roumanie jusqu'en 1897 ; elle s'est dissoute après le vote de la loi.

Italie. — Ce royaume est un des rares pays qui n'ait pas encore de loi sur le repos hebdomadaire. La question est à l'ordre du jour depuis plusieurs années et passionne les esprits. Le député Cabrini fait une active campagne de conférences en faveur d'un projet de loi qu'il a déjà présenté et qui a été rejeté mais qu'il compte bien présenter encore. De son côté le gouvernement a fait préparer par le Conseil supérieur du travail un projet de loi qui viendra prochainement en discussion devant les Chambres. Ce projet établirait l'obligation d'un repos hebdomadaire de trente-six heures consécutives, dans lesquelles devrait être comprise la journée du dimanche, pour tous les individus engagés dans une branche quelconque d'industrie ou de commerce.

Toutefois des exceptions seraient admises dans certains cas déterminés, et pour cela l'on classerait les différentes professions en trois catégories distinctes : celles qui doivent interrompre complètement le travail pendant toute la journée du dimanche ;

celles qui peuvent le continuer pendant quelques heures de la matinée ; et celles qui, pouvant travailler le dimanche, doivent assurer à leur personnel un jour de repos dans la semaine, telles que les hôtels, restaurants, auberges, cafés, magasins de location de bicyclettes et autres véhicules.

Tout porte à croire que l'Italie aura bientôt, comme presque tous les autres pays, sa loi sur le repos du dimanche obligatoire.

Bulgarie. — Ce pays a aussi, depuis le 31 janvier-12 février 1900¹, une loi ordonnant la fermeture des magasins, boutiques et ateliers toute la journée, le dimanche et les jours de fêtes religieuses ou nationales reconnues par la loi. Les cafés, débits de boissons spiritueuses, pâtisseries, buffets, restaurants peuvent ouvrir à partir de 11 h. du matin. Le colportage est interdit les dimanches et jours fériés.

Dans les communes musulmanes, les cafés et magasins ne sont soumis à la loi que lors des fêtes nationales.

États-Unis. — Aux États-Unis, la question est du domaine de la législation de chaque État. Beaucoup d'États de l'Union, quarante-cinq disait M. Georges Berry dans son rapport à la Chambre des Députés, ont une loi rendant le repos du dimanche obligatoire.

1. *Annuaire de légis. étr.*, 30^e année, p. 506.

Dans l'État de New-York, le plus important de l'Union, les lois qui concernent le dimanche sont placées sous la rubrique du Code pénal traitant « des délits contre les personnes, l'ordre public et la morale publique ». Le chapitre spécial qui les contient est intitulé : « Délits contre la liberté religieuse et la liberté de conscience ». La première section s'ouvre par ces mots : « Considérant que le premier jour de la semaine a été, par le consentement général, mis à part comme jour de repos et jour consacré aux exercices religieux, la loi interdit ce jour-là les actes spécifiés ci-dessous, considérant qu'ils seraient contraires au repos public et à la liberté religieuse des citoyens ».

République argentine. — La fermeture des magasins est obligatoire le dimanche. Sur les magasins attenants à des logements et qu'on ne peut, par conséquent, pas fermer, on doit mettre une affiche indiquant « qu'on ne vend pas ». Il y a certaines exceptions, notamment pour les débits de boissons jusqu'à onze heures du matin, pour les restaurants toute la journée ; mais les débits de spiritueux doivent être fermés toute la journée du dimanche. La loi sur le repos du dimanche n'est pas encore applicable dans tout le territoire de la république. Elle est entrée en vigueur, en même temps qu'un règlement d'administration publique qui la complète, le 9 décembre 1905, dans le territoire de Buenos-Ayres.

Pérou. — Une loi s'inspirant de la loi argentine est en préparation au Pérou.

Uruguay. — Le gouvernement vient de déposer devant les Chambres un projet de réglementation du travail qui prescrit, entre autres mesures, le repos hebdomadaire.

DOCUMENTS ANNEXES

Loi du 13 juillet 1906.

Loi établissant le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers.

Article premier. — Il est interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances, de quelque nature qu'il soit, public ou privé, laïque ou religieux, même s'il a un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Le repos hebdomadaire devra avoir une durée minima de vingt-quatre heures consécutives.

Art. 2. — Le repos hebdomadaire doit être donné le dimanche.

Toutefois, lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tout le personnel d'un établissement serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement, le repos peut être donné, soit constamment, soit à certaines époques de l'année seulement, ou bien :

a) Un autre jour que le dimanche à tout le personnel de l'établissement ;

b) Du dimanche midi au lundi midi ;

c) Le dimanche après midi avec un repos compensateur d'une journée par roulement et par quinzaine ;

d) Par roulement à tout ou partie du personnel.

Des autorisations nécessaires devront être demandées et obtenues conformément aux prescriptions des articles 8 et 9 de la présente loi.

Art. 3. — Sont admis de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement les établissements appartenant aux catégories suivantes :

1^o Fabrication de produits alimentaires destinés à la consommation immédiate ;

- 2° Hôtels, restaurants et débits de boissons ;
- 3° Débits de tabac et magasins de fleurs naturelles ;
- 4° Hôpitaux, hospices, asiles, maisons de retraite et d'aliénés, dispensaires, maisons de santé, pharmacies, drogueries, magasins d'appareils médicaux et chirurgicaux ;
- 5° Établissements de bains ;
- 6° Entreprises de journaux, d'informations et de spectacles ; musées et expositions ;
- 7° Entreprises de location de livres, de chaises, de moyens de locomotion ;
- 8° Entreprises d'éclairage et de distribution d'eau ou de force motrice ;
- 9° Entreprises de transport par terre autres que les chemins de fer, travaux de chargement et de déchargement dans les ports, débarcadères et stations ;
- 10° Industries où sont mises en œuvre des matières susceptibles d'altération très rapide ;
- 11° Industries dans lesquelles toute interruption de travail entraînerait la perte ou la dépréciation du produit en cours de fabrication.

Un règlement d'administration publique énumérera la nomenclature des industries comprises dans les catégories figurant sous les n^{os} 10 et 11, ainsi que les autres catégories d'établissements qui pourront bénéficier du droit de donner le repos hebdomadaire par roulement.

Un autre règlement d'administration publique déterminera également des dérogations particulières au repos des spécialistes occupés dans les usines à feu continu, telles que hauts-fourneaux.

Art. 4. — En cas de travaux urgents, dont l'exécution immédiate est nécessaire pour organiser des mesures de sauvetage, pour prévenir des accidents imminents ou réparer des accidents survenus au matériel, aux installations ou aux bâtiments de l'établissement, le repos hebdomadaire pourra être suspendu pour le personnel nécessaire à l'exécution des travaux urgents. Cette faculté de suspension s'applique non seulement aux ouvriers de l'entreprise où les travaux urgents sont nécessaires, mais aussi à ceux d'une autre entreprise faisant les réparations pour le compte de la première. Dans cette seconde entreprise, chaque ouvrier devra jouir d'un repos compensateur d'une durée égale au repos supprimé.

Art. 5. — Dans tout établissement qui aura le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, le repos hebdomadaire pourra être réduit à une demi-journée pour les personnes employées à la conduite des générateurs et des machines motrices, au graissage et à la visite des transmissions, au nettoyage des locaux industriels, magasins ou bureaux, ainsi que pour les gardiens et concierges.

Dans les établissements de vente de denrées alimentaires au détail, le repos pourra être donné le dimanche après midi avec un repos compensateur, par roulement et par semaine, d'une autre après-midi pour les employés âgés de moins de vingt et un ans et logés chez leurs patrons, et par roulement et par quinzaine, d'une journée entière pour les autres employés.

Dans les établissements occupant moins de cinq employés ou ouvriers et admis à donner le repos par roulement, le repos d'une journée par semaine pourra être remplacé par deux repos d'une demi-journée, représentant ensemble la durée d'une journée complète de travail.

Dans tout établissement où s'exerce un commerce de détail et dans lequel le repos hebdomadaire aura lieu le dimanche, ce repos pourra être supprimé lorsqu'il coïncidera avec un jour de fête locale ou de quartier désigné par arrêté municipal.

Art. 6. — Dans toutes les catégories d'entreprises où les intempéries déterminent des chômages, les repos forcés viendront, au cours de chaque mois, en déduction des jours de repos hebdomadaire.

Les industries de plein air, celles qui ne travaillent qu'à certaines époques de l'année, pourront suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an.

Celles qui emploient des matières périssables, celles qui ont à répondre, à certains moments, à un surcroît extraordinaire de travail, et qui ont fixé le repos hebdomadaire au même jour pour tout le personnel, pourront également suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an. Mais pour ces deux dernières catégories d'industries, l'employé ou l'ouvrier devra jouir au moins de deux jours de repos par mois.

Art. 7. — Dans les établissements soumis au contrôle de l'État, ainsi que dans ceux où sont exécutés les travaux pour le compte de l'État et dans l'intérêt de la défense nationale, les ministres intéressés pourront suspendre le repos hebdomadaire quinze fois par an.

Art. 8. — Lorsqu'un établissement quelconque voudra bénéficier de l'une des exceptions prévues au paragraphe 2 de l'article 2, il sera tenu d'adresser une demande au préfet du département.

Celui-ci devra demander d'urgence les avis du Conseil municipal, de la Chambre de commerce de la région et des Syndicats patronaux et ouvriers intéressés de la commune. Ces avis devront être donnés dans le délai d'un mois.

Le préfet statuera ensuite par un arrêté motivé qu'il notifiera dans la huitaine.

L'autorisation accordée à un établissement devra être étendue aux établissements de la même ville faisant le même genre d'affaires et s'adressant à la même clientèle.

Art. 9. — L'arrêté préfectoral pourra être déféré au Conseil d'État, dans la quinzaine de sa notification aux intéressés.

Le Conseil d'État statuera dans le mois qui suivra la date du recours, qui sera suspensif.

Art. 10. — Des règlements d'administration publique organiseront le contrôle des jours de repos pour tous les établissements, que le repos hebdomadaire soit collectif ou qu'il soit organisé par roulement.

Ils détermineront également les conditions du préavis qui devra être adressé à l'inspecteur du travail par le chef de tout établissement qui bénéficiera des dérogations.

Art. 11. — Les inspecteurs et inspectrices du travail sont chargés, concurremment avec tous officiers de police judiciaire, de constater les infractions à la présente loi.

Dans les établissements soumis au contrôle du Ministre des travaux publics, l'exécution de la loi est assurée par les fonctionnaires chargés de ce contrôle, placés à cet effet sous l'autorité du Ministre du commerce et de l'industrie. Les délégués mineurs signalent les infractions sur leur rapport.

Art. 12. — Les contraventions sont constatées dans des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve contraire.

Ces procès-verbaux sont dressés en double exemplaire dont l'un est envoyé au préfet du département et l'autre déposé au parquet.

Art. 13. — Les chefs d'entreprises, directeurs ou gérants qui auront contrevenu aux prescriptions de la présente loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution, seront poursuivis devant le tribunal de simple police et passibles d'une amende de 5 à 15 fr.

L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura de personnes occupées dans des conditions contraires à la présente loi, sans toutefois que le maximum puisse dépasser 500 fr.

Art. 14. — Les chefs d'entreprises seront civilement responsables des condamnations prononcées contre leurs directeurs ou gérants.

Art. 15. — En cas de récidive, le contrevenant sera poursuivi devant le tribunal correctionnel et puni d'une amende de 16 fr. à 100 fr.

Il y a récidive, lorsque, dans les douze mois antérieurs au fait poursuivi, le contrevenant a déjà subi une condamnation pour une contravention identique.

En cas de pluralité de contraventions entraînant ces peines de la récidive, l'amende sera appliquée autant de fois qu'il aura été relevé de nouvelles contraventions, sans toutefois que le maximum puisse dépasser 3.000 fr.

Art. 16. — Est puni d'une amende de 100 fr. à 500 fr. quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement du service d'un inspecteur.

En cas de récidive dans les délais spécifiés à l'article précédent, l'amende sera portée de 500 fr. à 1.000 fr.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations prononcées en vertu de cet article et des art. 13, 14 et 15.

Art. 17. — Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux employés et ouvriers des entreprises de transports par eau, non plus qu'à ceux des chemins de fer, dont les repos sont réglés par des dispositions spéciales.

Art. 18. — Sont abrogées les dispositions des art. 5 et 7 de la loi du 2 novembre 1892 en ce qui touche le repos hebdomadaire.

Les dérogations prévues à l'article 4 et au premier paragraphe de l'article 5 de la présente loi ne sont pas applicables aux enfants de moins de dix-huit ans et aux filles mineures.

Les dérogations prévues au paragraphe 3 de l'art. 5 ne sont pas applicables aux personnes protégées par la loi du 2 nov. 1892.

Un règlement d'administration publique établira la nomenclature des industries particulières qui devront être comprises dans les catégories générales énoncées à l'article 6 de la présente loi en ce qui concerne les femmes et les enfants.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 13 juillet 1906.

A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre du commerce, de l'industrie et du travail,

GASTON DOUMERGUE.

Le président du conseil, garde des sceaux, ministre de la justice,

F. SARRIEN.

Texte

*Du premier règlement d'administration publique, publié
à l'Officiel le 31 août 1906.*

Le Président de la République française,

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et du travail,

Vu la loi du 13 juillet 1906 établissant le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers,

Vu, notamment, l'article 10 de cette loi ainsi conçu : (Voir la page 262).

Le Conseil d'État entendu :

Décète :

Art. 1^{er}. — Dans tous les établissements spécifiés à l'article 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906, où le repos collectif n'est pas assuré le dimanche, des affiches indiquant les jours et heures du repos hebdomadaire donné aux employés et ouvriers doivent être apposées par les soins des chefs d'entreprise, directeurs ou gérants.

Dans ces mêmes établissements, lorsque le repos n'est pas donné collectivement à tout le personnel, le chef d'entreprise, directeur ou gérant, doit inscrire sur un registre spécial les noms des employés et ouvriers soumis à un régime particulier de repos et indiquer ce régime. Pour chacune de ces personnes, le registre doit faire connaître le jour et éventuellement les demi-journées choisies pour son repos.

Art. 2. — L'affiche doit être facilement accessible et lisible.

Un duplicata en est envoyé avant sa mise en service à l'inspecteur du travail de la circonscription.

Le registre est tenu constamment à jour. Il reste à la disposition de l'inspecteur et doit être communiqué aux employés et ouvriers qui en font la demande. Il est visé par l'inspecteur au cours de ses visites.

Art. 3. — Tout chef d'entreprise, directeur ou gérant, qui veut suspendre le repos hebdomadaire, en vertu soit de l'article 4, soit des paragraphes 2 et 3 de l'article 6 de la loi, doit en aviser immédiatement, et, sauf le cas de force majeure, avant le commencement du travail, l'inspecteur de la circonscription.

Il doit faire connaître à ce fonctionnaire les circonstances qui justifient la suspension du repos hebdomadaire, indiquer la date et la durée de cette suspension, et spécifier le nombre d'employés et d'ouvriers auxquels elle s'applique.

En outre, dans le cas prévu par l'article 4, lorsque des travaux urgents sont exécutés par une entreprise distincte, l'avis du chef, du directeur ou du gérant de cette entreprise mentionne la date du jour de repos compensateur assuré au personnel.

Pour les industries déterminées au paragraphe 3 de l'article 6, l'avis indique les deux jours de repos mensuel réservés aux employés et ouvriers.

Art. 4. — Dans les établissements spécifiés au paragraphe 1^{er} de l'article 6 de la loi, le chef d'entreprise, directeur ou gérant, doit, en cas de repos imposé par les intempéries, en prévenir, le jour même, l'inspecteur du travail et lui indiquer le nombre des personnes qui ont chômé. Il fait connaître, la veille au plus tard, à l'inspecteur, les jours où le repos hebdomadaire sera supprimé en compensation du chômage.

Art. 5. — Dans les cas prévus par les articles 3 et 4 ci-dessus, copie de l'avis doit être affichée dans l'établissement pendant toute la durée de la dérogation.

Art. 6. — Le ministre du commerce, de l'industrie et du travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 24 août 1906.

Signé : A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances chargé par intérim du ministère du commerce, de l'industrie et du travail,

Signé : POINCARÉ.

Propositions de loi

tendant à modifier la loi du 13 juillet 1906.

Proposition de M. Georges Berry.

Dans la séance du 20 novembre, MM. Georges Berry (le rapporteur du vote du 27 mars 1902), Paul Beauregard, Jules Roche, Georges Berger, et 22 autres députés ont déposé la proposition suivante :

« Art. 1^{er}. — L'article 2 de la loi du 13 juillet 1906, relative au repos hebdomadaire, est complété par l'addition du paragraphe suivant :

« Toutes les fois qu'il y aura entente entre patrons et employés ou ouvriers, les établissements commerciaux et industriels jouiront du droit de dérogation prévu à l'article 2.

« Art. 2. — L'article 3 de la même loi est complété par l'addition du paragraphe suivant :

« Exceptionnellement, dans les commerces de l'alimentation, le repos pourra être fractionné et groupé.

« Cependant il devra être accordé aux employés au moins une demi-journée de repos par semaine, le dimanche ou le lundi, dans les établissements qui consentiront le repos collectif à leur personnel.

« Dans ceux qui n'auront qu'un employé ou qui donneront le repos par roulement, il devra être accordé au moins, soit une demi-journée chaque semaine, soit une journée pour deux semaines.

« Les autres jours de repos dus par les patrons à leurs employés, afin de parfaire le chiffre de cinquante-deux jours, seront groupés suivant accord entre les intéressés.

« Toutefois, dans les boulangeries, le repos de cinquante-deux jours pourra être divisé par mois ou par saison à la volonté des contractants. »

Proposition de M. César Trouin.

Art. 1^{er}. — Tout ouvrier ou employé a droit à 1.248 heures de repos chaque année.

Art. 2. — Ces heures de repos seront réparties avec un minimum de douze heures consécutives sur chacune des 52 semaines de l'année, après entente entre patrons et ouvriers ; toutefois, il devra être donné au moins 26 jours de repos de 24 heures consécutives.

Art. 3. — Un registre paraphé par le maire de la commune devra être tenu par chaque patron et contenir la ou les conditions intervenues entre lui et ses ouvriers ou employés. Ce registre sera tenu à la disposition de l'autorité et présenté à toute réquisition des représentants de celle-ci pour qu'ils puissent contrôler l'application de la loi dans tous les établissements où son application est ordonnée.

Art. 4. — En cas de renvoi d'un employé ou ouvrier pour quelque cause que ce soit, il devra être tenu compte à l'employé ou l'ouvrier congédié des heures de repos non prises par lui sur la base du droit du repos de vingt-quatre heures tous les six jours écoulés.

Art. 5. — Les contraventions seront constatées ainsi qu'il est dit à l'article 12 de la loi du 10 juillet 1906.

Art. 6. — Les articles 13, 14, 15, 16 de la loi du 10 juillet 1906 réglant les pénalités encourues par les contrevenants sont maintenues.

Art. 7. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

Proposition de M. Fernand Engerand.

Cette proposition, déposée le 11 janvier 1907, vise le personnel domestique des hôtels et restaurants :

L'article 3 de la loi du 13 juillet 1906 est modifié comme suit :

« 2^o Hôtels, restaurants et débits de boissons, exception faite du personnel domestique, visé par les articles 109 et 1953 du Code civil, pour lequel le repos pourra être fractionné ou groupé, suivant accord entre les intéressés. »

Proposition de MM. Empereur et Chion-Ducollet.

Elle tend à compléter la loi du 13 juillet 1906 par les additions suivantes :

1^o Ajouter à l'article 1^{er} le paragraphe suivant :

« Toutefois dans les villes de moins de 10.000 habitants et dans les communes rurales, les conditions du repos seront réglées comme ci-devant par un accord à intervenir entre employés et employeurs. »

2^o Rédiger comme suit le paragraphe 3 de l'article 3 de la loi du 13 juillet 1906 :

« 2^o Hôtels, restaurants et débits de boissons, exception faite du personnel domestique visé par les articles 109 et 1953 du Code civil, pour lequel le repos pourra être fractionné ou groupé suivant accord entre les intéressés. »

3^o Ajouter un article 3 *bis* reproduisant l'article 18 de la proposition de loi votée par la Chambre le 28 juin 1906, ainsi conçu :

« Les ouvriers boulangers auront droit de remplacer le repos hebdomadaire par roulement prévu à l'article 3 par treize jours de repos tous les trois mois, à prendre en une fois ou par fraction, suivant accord avec les patrons. »

Proposition de M. Depasse.

Dans toute entreprise, atelier, usine, fabrique, magasin, établissement industriel ou commercial, où il existe une commission, comité ou conseil permanent du travail formé par les délégués élus des ouvriers et employés et par les représentants du patron, ce conseil est chargé de régler lui-même l'application de la loi relative au repos hebdomadaire.

Proposition de M. Leboucq.

M. Charles Leboucq, député de Paris, a déposé le 20 mars 1907, au nom d'un certain nombre de ses collègues radicaux et radicaux-socialistes, une proposition comportant ces quatre additions de détail à la loi du 13 juillet 1906 :

1^o Dans le cas de roulement, le patron et l'ouvrier ou employé seraient libres de s'entendre sur la détermination du jour de repos, et leur accord devrait être respecté par l'administration ;

2° Dans un même cas de roulement, l'ouvrier ou employé pourrait se faire une réserve de demi-journées qu'il grouperait en repos dits de vacances et par périodes qui ne pourraient excéder quatorze jours ;

3° Dans les industries de l'alimentation, le repos d'un jour par semaine pourrait être remplacé par une demi-journée par semaine plus une journée par mois et quatorze jours de repos groupés ;

4° Dans les professions qui s'exercent exclusivement la nuit, les ouvriers occupés à la fabrication auraient droit à treize jours de repos tous les trois mois, à prendre en une fois ou par fractions, suivant accord avec les patrons.

Proposition de M. Cosnard.

La proposition de M. Cosnard, déposée le 19 mars 1907, donne à tous les détaillants le droit d'user d'une des dérogations prévues à l'article 2, sauf en ce qui concerne le roulement. Elle étend à tout établissement ayant le repos collectif le dimanche après midi la faculté de donner, comme repos compensateur, une demi-journée par semaine et par roulement. Elle prévoit un régime spécial comportant le repos groupé pour les hôteliers, restaurateurs et débitants de boissons, ainsi que pour les boulangers.

Enfin, la proposition modifie la procédure imaginée par la loi actuelle pour statuer sur les demandes en dérogation. C'est l'inspecteur divisionnaire qui statue en premier ressort, sans avis préalable ; appel de sa décision peut être porté devant le ministre du travail, qui, avant de prendre un arrêté, doit prendre avis du comité consultatif des arts et manufactures. Le demandeur en dérogation peut toujours déférer l'arrêté ministériel par voie de recours au Conseil d'État.

Vu :

Le professeur, président de la thèse,
JULES CABOUAT.

Vu :

Le Doyen de la Faculté,
EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Université de Caen,
E. ZEVORT.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction. Pages 1 à 4.

Chapitre I^{er}. — *Histoire du repos hebdomadaire ; cinq parties ;*
pages 5 à 37.

Chapitre II. — *Nécessité du repos hebdomadaire ; trois parties :
pour l'individu, pour la famille, pour la société.* Pages 38 à
67.

Chapitre III. — *Examen de quelques objections contre le repos
hebdomadaire ; trois parties.* Pages 68 à 100.

Chapitre IV. — *Examen des difficultés particulières à certaines
industries.* Pages 101 à 113.

Chapitre V. — *Choix du jour de repos.* Pages 114 à 127.

Chapitre VI. — *Repos facultatif ou repos obligatoire.* Pages 128
à 145.

Chapitre VII. — *La loi du 13 juillet 1906. Quatre parties : pro-
jets antérieurs, étude de la loi, difficultés d'application,
modifications proposées.* Pages 146 à 203.

Chapitre VIII. — *Le repos hebdomadaire dans les chemins de fer.*
Pages 204 à 213.

Chapitre IX. — *Le repos hebdomadaire dans l'agriculture ; une
enquête en Poitou.* Pages 214 à 233.

Chapitre X. — *Le repos hebdomadaire à l'étranger. Législation
comparée.* Pages 234 à 258.

Documents annexes. Pages 259 à 269.

